PHILIPPE HENRIOT

"Ici, Radio France"

PARIS
LES EDITIONS DE FRANCE
20, avenue Rapp, VII[e]

Copyright, 1943, by Les Éditions de France
Droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous pays.

AVANT PROPOS

Un très grand nombre d'amis connus et inconnus m'ont exprimé le désir de retrouver imprimées les causeries que je donne chaque semaine à la radio. Je me suis décidé à répondre à ce vœu, puisque mes correspondants m'assuraient que ces pages, relues, pourraient continuer de servir utilement à répandre des vérités trop méconnues de ceux qui se laissent prendre aux pièges des propagandes étrangères.

Je n'ai pas, en les publiant, d'autre but qu'en les prononçant : mettre au service des Français les arguments, les textes, les rappels d'histoire propres à leur faire mieux comprendre que l'intérêt de la France commande une docilité exemplaire aux consignes des chefs et une union étroite autour de la Patrie qu'ils incarnent.

J'ai maintenu à cette publication l'ordre chronologique de mes causeries. Il m'a paru qu'il serait plus aisé de suivre ainsi à travers elles la marche des événements au cours de l'année 1942. A part trois ou quatre dont le texte a malheureusement été égaré, mes auditeurs les retrouveront toutes. Je souhaite que ceux qui ne les écoutaient pas consentent à les parcourir ici : il me semble que le recul même du temps leur confère après coup une valeur de démonstration et d'épreuve susceptible, sinon de convaincre, du moins de faire réfléchir les hommes de bonne foi.

En constatant la duplicité historique de l'Angleterre, sa traditionnelle hostilité à la politique française, la lâcheté et la perfidie de ses agressions, en dénonçant la malfaisance empoisonnée du bolchevisme, en prenant en flagrant délit de mensonge la propagande anglo-saxonne, je n'obéis à aucun autre mobile que celui d'éclairer les Français à la mémoire courte sur ces mensonges qui leur ont fait tant de mal. En leur demandant de suivre le Maréchal et son Gouvernement dans toutes les voies où l'honneur, la dignité et l'intérêt de la France les engageront, je cherche à hâter l'heure d'une union nécessaire, certes, mais qui ne peut se faire dans la confusion et dans l'équivoque.

La grande difficulté de cette tâche vient de ce que les Français raisonnent trop souvent avec leur sensibilité à une heure où les arguments de la raison doivent l'emporter sur les raisons du sentiment. On ne fait pas une politique avec ses rancœurs, ses préférences, ses vœux et ses chimères. On fait une politique avec la réalité, même quand elle est dure. On doit s'incliner devant les faits, même quand ils ne sont pas de votre avis. L'entêtement n'a rien à voir avec la volonté, ni la fanfaronnade avec le patriotisme, et les imprécations ne sont pas un remède aux situations difficiles. Seulement, la plupart des gens aiment qu'on leur dise ce qu'ils désirent entendre. Or ce n'est pas une méthode pour les peuples virils que celle qui consiste à fermer les yeux à l'évidence et à compter sur des miracles qu'on ne songe même pas à mériter. Une nation qui a à se racheter doit loyalement payer le prix de sa rédemption. C'est une constatation qui paraît amère à ceux qui regrettent avant tout leurs aises perdues et c'est pourquoi les professeurs d'intransigeance se recrutent surtout parmi ceux que rebute l'effort.

J'ai parlé, quant à moi, pour ceux qui osent regarder les faits en face, qui croient que le redressement d'un grand pays est fonction des sacrifices de ses enfants, qui sont las des endormeurs, des charlatans et des menteurs et qui préfèrent les vérités dures aux chimères dorées.

« La vie n'est pas neutre, a dit le Maréchal ; elle consiste à prendre parti hardiment. »

Ces pages n'ont d'autre mérite que d'avoir été écrites par un homme qui s'est efforcé de toujours prendre parti hardiment, avec le seul souci des intérêts majeurs de son pays.

P. H.

AVANT PROPOS....3
ÇA PRESSE....5
DEUX EMPIRES, DEUX CHEFS....7
LES ANGLAIS A NOTRE AIDE....9
L'INVASION DE L'ANGLETERRE....11
LE MINISTERE DEVANT LES CHAMBRES....13
LES FOURRIERS DU DEMEMBREMENT....15
ACCUSEE, LEVEZ-VOUS !....17
LA PESTE ROUGE....19
AUX FRANÇAIS DE LA DISSIDENCE....21
UN MAL QUI NE PARDONNE PAS....24
DE SINGAPOUR A DJIBOUTI....26
LES ABONNES DE BREST-LITOVSK....28
LES VOLEURS DE GRAND CHEMIN....30
LES GARDIENS DE L'EMPIRE....32
VEILLONS AU SALUT DE L'EMPIRE....34
LE TAMDEM ROUGE....36
LES MENTEURS SALARIES....38
L'ETERNELLE ANGLETERRE....40
LES DEUX CAMPS....42
DE L'ILLUSION A LA REALITE....44
LES REVANCHES DE L'HISTOIRE....47
LES HEROS AU RABAIS....50
LE SECOND FRONT....52
TOCSIN SUR L'EUROPE....54
ON A PERDU WINSTON CHURCHILL....56
LE REMBARQUEMENT DE DIEPPE....58
QUAND LA VERITE NOUS VIENT D'AMERIQUE....60
LE NOUVEAU SOLDAT DES DEMOCRATIES....62
DE L'AVION D'ALGER AU TRAIN DE BLOIS....64
LA NOUVELLE PROIE....66
HYPOCRISIE AMERICAINE....68
L'HOMME DU JOUR....70
MENACES SUR NOTRE EMPIRE....72
LA RELEVE....75
BABBITT DEVANT LES URNES....78
WASHINGTON, TE VOILA !....80
LES QUARANTE SECONDES....82
NUIT SUR LA FRANCE....85
LE DRAPEAU SUR L'EPAVE....88
L'A. O. F. VENDUE PAR SON CHEF....91
13 DECEMBRE....94
L'HONNEUR ET L'ARGENT....97
LE FAUX TEMOINS DE NERAC....99
L'EMPIRE ECARTELE....103

L'Angleterre cherche des assassins.

ÇA PRESSE

La radio anglo-gaulliste en langue française a, depuis quelque temps, redoublé ses appels au meurtre à l'adresse des esprits faibles, parmi lesquels elle espère susciter de loin en loin des assassins d'occasion pour relayer les spécialistes de l'Intelligence Service.

Elle a confié cette rubrique à un personnage qui se présente aux auditeurs sous le nom de colonel Briton. Ce pseudonyme enfantin ne trompe personne : quelque Juif, en mal de naturalisation, a sans doute pensé donner le change en choisissant le nom de Briton qui veut dire anglais. Ainsi, chez nous, un certain Mendès se faisait appeler France.

Dans une de ses dernières élucubrations, ce colonel de pacotille disait à ses possibles recrues : « Tuez, assassinez, abattez sans scrupule quiconque suit les hommes de Vichy. Au besoin, commencez par les membres du Gouvernement. Ça presse... »

Nous ne nous étonnons plus de ces appels. Mais nous ne comprenons pas ce « ça presse »...

Car enfin, si les Anglais sont sûrs de leur victoire, si l'Allemagne est à la veille de son effondrement, si ce qu'on appelle à Londres la libération de la France est proche, il semblerait plus normal de conseiller à nos compatriotes de patienter encore quelques jours. S'il est vrai que les Allemands sont en pleine déroute à l'Est et qu'ils sont obligés d'envoyer là-bas en hâte leurs derniers renforts prélevés en France, si M. de Gaulle n'a plus qu'à seller son cheval pour faire son entrée triomphale dans un Paris abandonné par ses occupants d'hier, à quoi bon recourir à cette violence sanguinaire ? Pourquoi supplier avec ces accents hystériques les Français de se livrer à la guerre civile comme si l'on ne comptait plus que là-dessus ?

Non. Le colonel Briton ne nous fera pas croire que, si ses amis sont sûrs d'eux, ils aient besoin d'enrôler des meurtriers. Si l'Angleterre et ses alliés croient à leur succès éclatant pour demain ; en vérité, l'assassinat, ça ne presse pas...

Mais si, au contraire, l'Angleterre sent de jour en jour croître ses inquiétudes ; si elle s'effraie de voir son empire se désagréger ; si, après avoir dû céder à ses alliés américains le contrôle de la majeure partie de ses bases navales et aériennes, elle se voit contrainte d'abandonner à ses adversaires les positions-clés de son empire qu'elle croyait imprenables, si elle entend craquer les liens qui l'unissent à ses Dominions, si elle s'épouvante de voir couler en quelques minutes ses plus précieux bâtiments, alors on comprend qu'elle perde un peu la tête.

Au lendemain de l'armistice, quand elle a constaté que nous pourrions conserver notre flotte alors que la sienne allait rester exposée aux coups les plus redoutables, ç'a été l'agression de Mers-el-Kébir et le coup de force d'Alexandrie. Quand, un peu plus tard, elle a constaté que nous gardions notre Empire alors que le sien se disloquait, elle a entrepris, derrière le paravent que lui assuraient trois quarterons de traîtres ambitieux et

d'égarés, ses mauvais coups sur le Gabon, l'Océanie, le Sénégal, la Syrie, Djibouti, Saint-Pierre-et-Miquelon...

Car sa terreur est que notre pays, qui ne devait lui servir que de rempart et de caserne, échappe à un péril qui l'atteindrait elle-même. Maintenant qu'elle se demande si, grâce à la politique du Maréchal, la France ne va pas, en effet, se relever pendant qu'elle-même courrait à l'abîme, elle cherche par tous les moyens à empêcher cette renaissance. Elle y emploie simultanément la menace et le mensonge. Elle a décidé froidement de nous affamer par un blocus inhumain, auquel elle donne les prétextes les plus hypocrites et auquel l'encouragent de leurs résidences dorées d'outre-Atlantique les Pierre Cot et les Ève Curie. Elle bombarde nos villes. Elle mitraille nos pêcheurs. Elle assassine nos enfants sur les routes et dans les champs. En vain. Serrée autour du Maréchal, la France, meurtrie, brisée, saignante, refuse à Londres la seule satisfaction que nos ex-alliés espèrent de nous : la rébellion, la division qui anéantirait d'un seul coup tous les sacrifices jusqu'ici consentis.

Mais le temps passe. Et même les plus crédules de ses auditeurs d'hier se sentent ébranlés. Pas plus de débarquements anglais sur notre sol que d'avions britanniques dans notre ciel en mai ou en juin 1940. L'or et la faim ne parviennent pas à détacher le pays de son chef. Les mensonges de la radio perdent leur vertu d'illusion à force de se répéter. Les communiqués soviétiques, après deux mois d'une offensive acharnée, mentionnent toujours des combats dans la région de Moscou et, à ce train-là, on a l'impression qu'il faudra encore quelque temps aux armées rouges victorieuses pour atteindre le Rhin où les attend M. Eden.

Alors, tout ceci explique sans doute que le colonel Briton cherche des assassins plutôt que des soldats.

Car, si l'Angleterre veut avoir la consolation de nous voir livrés aux désordres et aux horreurs de la guerre civile avant de succomber elle-même, le speaker de service a peut-être raison : ça presse.

(7 février.)

De Churchill à Pétain.

DEUX EMPIRES, DEUX CHEFS

Les revers que subissent en ce moment sur tous les fronts les armées britanniques, s'ils n'éclairent pas encore les dirigeants anglais, aussi cramponnés au pouvoir que le furent naguère les nôtres, persuaderont-ils du moins tous les Français de la sagesse avec laquelle les a guidés le Maréchal ? A voir, en effet, comme les Anglais ont dû abandonner Hong-Kong et Singapour qu'ils avaient fortifiés depuis si longtemps, on imagine ce que fussent devenues les défenses improvisées auxquelles songeait M. Paul Reynaud, quand il nous proposait de poursuivre la guerre dans nos colonies d'outremer. Je n'oublie pas que M. Churchill nous y promettait son appui. Mais, outre que cet appui risquait, à en juger par des expériences antérieures, de rester problématique, le seul résultat de cette équipée eût sans doute été de nous faire perdre sans espoir de retour un Empire dont nous avons jusqu'ici conservé tout ce que les Anglais ne nous ont pas volé. Car il est bon de se souvenir que ce que ces Messieurs de l'anglo-gaullisme appellent audacieusement la France libre, c'est précisément celle qui ne l'est plus et sur laquelle les trois couleurs ne flottent plus qu'à l'ombre de l'Union Jack.

Que les Anglais regrettent de n'avoir pu détacher du Maréchal d'autres portions de cet Empire pour se les approprier, c'est normal. Que des Français soient assez aveugles pour le déplorer, cela ne s'explique pas. Qu'ils se souviennent, par exemple, de l'indignation que montrèrent la presse et la radio britanniques lorsque le gouvernement du Maréchal signa avec le japon les accords relatifs à l'Indochine. Nos ex-alliés y dénonçaient une capitulation, un abandon de la souveraineté française. Ils affirmaient qu'avec l'aide de la flotte et des troupes de Sa Majesté notre colonie eût résisté à tous les assauts. Les événements d'Extrême-Orient permettent de juger aujourd'hui, d'après la Birmanie et la Malaisie, ce qu'il fût advenu de ces, rêves... Aussi bien le sort des Indes néerlandaises nous montre-t-il ce que la Hollande a gagné à se mettre entre les mains de la libératrice Angleterre...

Se souvient-on aussi des sarcasmes de la même presse et de la même radio, se souvient-on des insultes personnelles de M. Churchill, lorsque la France, ayant supporté seule le choc des divisions allemandes, dut se résigner à demander l'armistice ? Nulle pitié pour le sort accablant qui frappait un allié, mais une fureur injurieuse contre le mercenaire qui décevait les espoirs qu'on avait mis en lui. M. Churchill, pour nous autoriser à demander grâce, nous sommait de conduire préalablement toute notre flotte dans des ports anglais. Après nous avoir refusé ses avions, il exigeait nos bateaux.

Et pourtant, si l'Angleterre avait été une loyale alliée, son devoir était de nous être fidèle, selon la formule du mariage anglais, « pour le meilleur et pour le pire ». Puisque nous avions promis de lier nos destinées pour la guerre, à partir du moment où l'un de nous, à bout de forces, épuisé, perdant son sang par mille blessures, agonisait au bord du fossé, le devoir de l'autre était de ne pas abandonner son compagnon malheureux. L'Angleterre devait demander l'armistice avec nous. Sa force militaire intacte, les 1 250 000 hommes équipés, entraînés et armés, dont M. Churchill faisait sonner si

cruellement le chiffre à la Chambre des Communes le lendemain même de notre désastre, les avions qu'il avait si jalousement gardés pour sa défense, tout cela, il pouvait le jeter dans la balance. Il pouvait l'utiliser comme un argument et comme une menace pour essayer d'obtenir pour nous le sort le moins rigoureux. Si le vainqueur avait repoussé ces propositions, il eût toujours été temps pour l'Angleterre de reprendre et de poursuivre la lutte.

Elle a préféré insulter à notre malheur, dénoncer notre « abdication », ameuter contre la mère patrie tous ceux qui, au loin, privés d'informations exactes, s'abandonnaient aux conseils d'un désespoir qui avait sa noblesse ou d'une indignation irréfléchie. En exploitant les sentiments généreux des uns et aussi la cupidité des autres, elle recrutait des troupes et espérait se créer un Empire de remplacement.

Mais qui ne comprend que, si la sollicitude de l'Angleterre eût été réelle, elle se fût manifestée autrement que par des agressions à dix contre un, par des assassinats froidement concertés, par des famines scientifiquement organisées et par un incessant torrent d'injures à l'adresse du Chef coupable de mener sereinement son pays sans prendre les ordres d'un homme à qui Anvers, les Dardanelles, Narvik, Hong-Kong, Singapour, Sumatra font une sensationnelle auréole d'échecs, de maladresses et de défaites et sur qui retomberont à la fois le sang des morts de Mers-el-Kébir, de Dakar, de Palmyre et les malédictions des affamés de Djibouti.

Le Maréchal a sauvé notre Empire. M. Churchill, après avoir follement aventuré le sien, voit se détacher de l'Angleterre tous les territoires qu'elle n'a pas encore cédés à ses alliés ou abandonnés à ses adversaires. Le Chef de l'État français reçoit de toutes les parties du monde l'hommage passionné des pays où flotte notre drapeau ; le chef du gouvernement britannique entend monter de quatre continents l'angoisse et la réprobation des Dominions livrés sans défense à des agressions imprévues. À faire la comparaison entre les deux attitudes, il n'est pas un Français de bon sens qui puisse songer sans épouvante au sort qui eût été le nôtre si, au lieu de remettre notre destin aux mains du Maréchal, nous l'avions confié, comme le voulaient Mendel et Reynaud, à la bouillante impulsivité de M. de Marlborough.

(21 février.)

Premier bombardement de la région parisienne.

LES ANGLAIS A NOTRE AIDE

« Nous venons vous aider... Nous reviendrons... et nous viserons bien ; nous connaissons notre affaire. »

C'est avec l'accompagnement de ces trois formules cyniques et audacieuses que les bombes meurtrières de la R. A. F. sont tombées sur les malheureuses populations ouvrières de la banlieue parisienne. Laissons de côté la prétention de bien viser... Nous étions fixés là-dessus depuis l'aventure du Scharnhorst et du Gneisenau qui, après avoir reçu quatre mille bombes – chiffre de la radio anglaise, -- ont trouvé moyen de quitter sans encombre le port dont les aviateurs britanniques prétendaient avoir fait leur tombeau. Par contre, trois cents cadavres de civils brestois attestaient, hélas ! La justesse du tir britannique.

Le « nous reviendrons » est vraisemblablement la seule des promesses anglaises sur laquelle nous aurons pu compter depuis septembre 1939. Quant à l'aide que l'Angleterre prétend nous apporter de la sorte, qui croit-elle tromper par cette hypocrisie nouvelle ? Si la Grande-Bretagne avait voulu, sur les tracts qu'elle a lancés, dire la vérité, elle y eût inscrit ces mots que nous livrons à la méditation des Français de bonne foi « Il serait possible de débarquer en France des troupes dont le but serait uniquement de dévaster le pays afin de le transformer en désert et de le rendre inutilisable. » Ces lignes implacables sont signées de Richard Morley, critique militaire du Daily Express.

Une citation des Evening News les éclairera encore : « Le bombardement de Paris, écrit froidement ce journal, témoigne d'un sain réalisme et Staline doit être content. »

A ces deux citations britanniques, j'en veux joindre une autre, américaine celle-là. Elle est extraite d'une grande revue, la Saturday Evening Post, à laquelle le nommé Farigoule, plus connu sous le nom de Jules Romains, a vendu un bon prix sa collaboration d'émigré : « La France d'après la défaite est une épave dont chacun peut faire ce qui lui plaît. »

Voilà, cette fois, la situation claire. Faire de la France, considérée comme une épave à piller, un désert désolé, tel est l'idéal de gens qui prétendent venir nous aider, lorsqu'ils portent chez nous l'assassinat et la ruine. Pourquoi faut-il qu'après cela quelques égarés restent encore assez aveuglés par leur passion, pour approuver ces crimes que l'univers a salués d'un long cri de stupeur et d'horreur ? Ne pourrait-on leur demander, au nom du respect dû aux cercueils, de garder au moins le silence ? Il est trop facile d'applaudir à la mort quand il s'agit de celle des autres et de se, féliciter des maisons détruites quand on se croit bien à l'abri dans la sienne. Si l'Angleterre, elle, prétend justifier ses attentats en déclarant qu'il s'agit d'usines et d'ouvriers travaillant pour l'Allemagne, c'est la presse neutre qui lui répond d'une seule voix : « Tant qu'il y aura en Allemagne une seule usine debout, l'Angleterre n'aura aucune excuse à bombarder les usines en France. » Au surplus, si ce principe était admis, il ouvrirait la porte à toutes les agressions. Parce que le sort cruel d'un peuple vaincu et en état d'armistice lui a toujours imposé certaines obligations envers son vainqueur, est-il juste

de châtier les victimes qui ne font que payer loyalement et courageusement leur défaite ? Pourquoi, en ce cas, l'Angleterre n'irait-elle pas demain beaucoup plus loin ? N'annonce-t-elle pas déjà qu'elle bombardera les usines de la zone libre, sous le prétexte qu'une part du travail qu'elles produisent peut être cédée aux Allemands, achetée par eux, échangée avec eux. Pourquoi pas les fermes et les campagnes de France, puisqu'une partie de nos récoltes nourrira les troupes d'occupation ? Et puisque nos prisonniers travaillent eux aussi dans les fermes allemandes et les usines allemandes, la R. A. F. se sentira-t-elle fondée à jeter des bombes derrière les barbelés des Stalags ? En vérité, ces explications sont aussi odieuses que dérisoires. Nos bateaux volés, nos compatriotes internés, nos soldats et nos marins tués en Oranie ou en Syrie, nos colons affamés, notre pays bloqué, nos territoires dévastés, nos possessions occupées, à tout cela une seule raison : « C'est pour vaincre l'Allemagne ».

Non : c'est pour anéantir une France qui, au gré de l'Angleterre, continue en dépit de tant d'épreuves accumulées sur sa route, à trop bien dominer sa défaite, qui, malgré tant d'efforts de la propagande britannique, reste unie autour du seul gouvernement du Maréchal. C'est pour obéir à Staline, à qui l'on ne peut guère offrir que cette diversion-là. C'est pour pouvoir présenter aux Communes des bulletins de victoire en compensation des échecs et des défaites qui s'accumulent par ailleurs que l'Angleterre, affolée devant tant de désastres, veut les contrebalancer par des assassinats qu'elle croit sans risque. Nous n'avons vraiment plus le droit de nous en étonner, mais que MM. Churchill et Stafford Cripps n'ajoutent pas 'le sarcasme au crime lorsque, dans l'espoir de consolider leur précaire et chancelante domination, ils tentent de donner pour marchepied à leurs sièges dorés des cercueils d'ouvriers français.

(7 mars.)

Stafford Cripps au pouvoir.

L'INVASION DE L'ANGLETERRE

Ceux qui se demandaient hier encore s'il était possible d'envahir l'Angleterre peuvent renoncer à leurs hypothèses. Aujourd'hui, le débat est clos : l'Angleterre est envahie. Il est vrai que l'envahisseur n'est pas celui qu'on attendait : il ne vient pas de Berlin, mais de Moscou. Il ne lui a fallu ni avions, ni sous-marins, ni corps de débarquement opérant par surprise. Il lui a suffi, en ce siècle d'engins blindés, d'un cheval de bois qui faisait sourire les enfants. En effet, pour conquérir l'Angleterre, Staline a joué un jeu renouvelé des Grecs, comme le jeu de l'Oie : le jeu du cheval de Troie. La règle en avait été rappelée le 2 août 1935 par Dimitrov au discours inaugural du VIIIe Congrès de l'Internationale communiste à Moscou : « Camarades, disait-il, vous vous souvenez de l'antique légende de la prise de Troie. Troie, pour se mettre à l'abri de l'armée qui l'attaquait, s'était entourée de murailles inabordables. Et l'armée attaquante ne put remporter la victoire jusqu'à ce que, à l'aide du fameux cheval de Troie, elle eût pénétré à l'intérieur, au cœur même de l'ennemi. Il me semble que nous ne devons pas nous gêner d'appliquer la même tactique. »

Aujourd'hui, ralliant la cavalerie de Saint-Georges, le cheval de Troie, qui avait naguère débarqué chez nous les Thorez et les Duclos, vient de débarquer en Angleterre Sir Stafford Cripps, la dernière découverte de M. Winston Churchill, et de l'amener, suivant les préceptes de Dimitrov, « au cœur même de l'ennemi ». Tout de suite il s'est mis à l'ouvrage et nous avons reconnu la tactique pratiquée chez nous en 1936. Les soviets d'usine sont déjà en voie de formation. Le rendement du travail fléchit dans les entreprises qui travaillent pour la défense nationale. Les drapeaux rouges, avant conquis droit de cité dans la vieille forteresse d'un capitalisme miné par les termites d'Israël, sortent de leurs cachettes et flottent au vent de Saint-James et de Trafalgar Square. Il n'est plus temps de se demander s'il faut réduire l'Angleterre en esclavage : c'est fait.

Battue dans toutes les parties du monde, elle jette pourtant du lest un peu partout. Elle offre l'indépendance aux Indes, qu'elle a martyrisées pendant un siècle et demi ; elle, si altière et si méprisante pour les autres races, elle propose de mettre les généraux et les soldats britanniques sous les ordres d'un maréchal chinois ; si orgueilleuse de sa domination, elle distribue hâtivement ses bases navales et aériennes aux États-Unis ; elle cède à l'Afrique du Sud le soin de contrôler le Congo belge ; elle montre une longanimité inattendue devant les exigences de l'Égypte ; elle se fait toute petite devant l'Australie ; elle supplie humblement le Canada d'accepter la conscription. Tout cela ne retarde d'ailleurs pas d'une heure le prodigieux écroulement d'un empire dont les digues sautent l'une après l'autre dans un fracas qui assourdit l'univers. Les discours de Churchill et ses remaniements ministériels ne changent rien de plus au cours inexorable des choses, que ne le faisaient chez nous ceux de Paul Reynaud. Le « Nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts » n'acquiert pas une vertu magique parce qu'on le traduit en anglais.

Il restait pourtant à l'Angleterre la vieille, l'éternelle tentation de vendre son âme au diable, qui assiège tant de désespérés. Elle hésitait encore quand Sir Stafford Cripps a soufflé à Churchill le « oui » qui a fixé son destin. Et, à l'heure où toute l'Europe s'arc-boutait contre le monstre bolcheviste, l'Angleterre s'est livrée à lui.

Elle ne pourra plus se libérer : le cheval de Troie est dans ses murs. Déjà les exigences de son impérieux complice se font plus pressantes. Il veut des armes en plus grand nombre. Il veut des avions — ces avions que Churchill refusait à Weygand pour aider la France, mais qu'il ne peut pas refuser à Staline pour la bombarder. Il veut un second front. Il veut autre chose que des armées battues en Orient et des armées inutiles en Occident. Churchill croyait avoir acheté un mercenaire de plus ; il s'est donné un maître. Ce n'est plus lui qui commande. Le jour où l'élégant Eden a triomphalement amené par la bride le cheval diabolique au cœur de la Cité, l'Angleterre envahie a signé entre les mains du tsar rouge sa démission de grande puissance. Elle est devenue à son tour un dominion – un dominion soviétique. Car Staline ne travaille pas pour l'Angleterre, mais l'Angleterre travaille pour Staline, jusqu'à l'assassinat inclusivement. La route de la Révolution mondiale passera par Londres au lieu de passer par Paris, voilà tout. Seulement Paris paiera cher le crime d'avoir refusé d'être la capitale de rechange du bolchevisme.

Nous contemplons ces ruines qui s'accumulent sur notre sol. Nous contemplons cet entassement de cercueils. Nous les contemplons avec désespoir et indignation, mais sans surprise. Nous nous souvenons de Bela Kuhn. Nous nous souvenons de la Pasionaria. Nous nous souvenons de Marty et de ceux qui jouaient chez nous les Stafford Cripps. Ce drame est atroce, mais il est logique. Il est normal que les ennemis de la civilisation s'acharnent sur une France déchirée et meurtrie, mais qui reste, sous l'égide du Maréchal, l'arche de la civilisation. Il est logique que, n'ayant pu l'abattre, Staline mobilise contre elle ses assassins anglais, puisque la Grande-Bretagne n'est plus aujourd'hui que l'Échiquier rouge sur lequel l'homme du Kremlin, sarcastique meneur du jeu, ayant fait échec au roi par le cavalier Cripps, pousse le fou Churchill...

(14 mars.)

Procès de Riom.

LE MINISTERE DEVANT LES CHAMBRES

M. Blum a donc présenté cette semaine son nouveau ministère devant la Chambre – la Chambre de Riom.

Ce ministère ressemble, ainsi qu'il se doit, à tous ceux qui l'avaient précédé avant la guerre. On a pris les mêmes, et ils voudraient bien recommencer. M. Blum est d'ailleurs tellement sûr d'avoir toujours eu raison qu'il n'a pas changé un mot à sa déclaration ministérielle de 1936. Ses ministres ont refait, comme lui, les discours qu'ils faisaient naguère. À croire que nous avons tout rêvé : la guerre, la défaite, nos ruines, nos deuils, nos prisonniers et nos morts...

Blum a parlé deux jours. Pas de la guerre, ni des morts, ni des captifs, ni des exilés. Mais de lui, rien que de lui. Il a fait le tableau de l'âge d'or que nous vécûmes quand il dirigeait la France. Il nous a fait sentir tout ce que nous avions perdu avec lui. Il nous a reproché de n'avoir pas apprécié notre bonheur. Il a prouvé que les occupations d'usines avaient sauvé la paix sociale et que les grèves sur le tas avaient amélioré la production. Il a démontré qu'il avait transformé les communistes en leur apprenant la Marseillaise à l'école du soir. Et, à la faveur d'une citation de Michelet, il nous a fait comprendre qu'il était le successeur et l'héritier de Jeanne d'Arc.

Tout cela avec une superbe, une audace, une inconscience qui déconcertent.

Il a fait une allusion discrète – en mineur – au drame de Clichy. Mais la guerre civile installée en France à l'état endémique sous le signe du poing fermé, les assassinats d'ouvriers patriotes, la dictature communiste dans les usines et dans la rue, les sinistres manœuvres par lesquelles il essaya de nous entraîner dans la guerre d'Espagne avec Cot et Daladier, les finances anéanties, la dévaluation Auriol, l'aide illégale aux Soviets de Barcelone et de Madrid, les flirts avec Moscou, les trafics d'armes, d'essence et de camions organisés par son factotum Montel, le désarmement au profit de la révolution bolchevique – de toute cette histoire-là, pas un mot. Le Maréchal nous a dit un jour : « Français, vous avez la mémoire courte ». M. Blum a tout oublié. C'est sa manière à lui de se sentir Français.

Ses ministres l'ont soutenu et l'ont approuvé. Ils ont réclamé un vote de confiance. Quand on les écoutait, on se demandait comment on avait pu perdre la guerre avec des gens si consciencieux, si laborieux, si clairvoyants. Ma parole ! On se demandait même si on l'avait perdue. Ah ! Nous avons fait des progrès depuis le temps où on ne pardonnait pas à lin malheureux militaire d'avoir prétendu qu'il ne nous manquait pas un bouton de guêtre. Ceux-ci vont bien plus loin et on a l'air de trouver ça tout naturel. Ces ministres étaient vraiment des comptables hors de pair. Tous nos avions, tous nos fusils, tous nos canons, tous nos chars, tout cela est casé, noté, numéroté, étiqueté dans leur tête et dans leurs dossiers comme chez le garde-magasin. Dommage, en vérité, que ce ne l'ait été que là.

Le public des tribunes a été émerveillé devant ces spécialistes du répertoire, du fichier de l'addition et de la multiplication. Pourtant, il songeait à une toute petite question qu'on n'a pas encore posée au gouvernement Blum, mais qu'on lui posera certainement c'est entendu, lui dira-t-on, nous avions tout à profusion, mais où donc avez-vous caché cet armement, puisque personne ne l'a vu ?

Car, enfin, quand les soldats sans fusils, les aviateurs sans appareils, les artilleurs sans obus, les sections de D. C. A. sans matériel, les motocyclistes chargés d'arrêter les tanks lourds voient défiler les chiffres alignés par les comptables ministériels, ils doivent se demander s'ils rêvent. Et vous, mobilisés sans capotes, soldats pour lesquels il fallut quêter des couvertures dans le pays, car Cot, Daladier et Blum avaient livré les vôtres à Negrin et à Del Vayo, combattants qui touchiez des casques sans jugulaires et pour qui l'on manquait de souliers, que dites-vous de cette préparation attestée par le contrôleur Jacomet ? Et vous, régiments ou civils survolés par les escadrilles ennemies, vous qui cherchiez désespérément dans le ciel les cocardes tricolores, que pensez-vous des bilans qu'on vous dresse sur le papier ? Et vous, pilotes avides de prendre votre vol, vous qui, sur des zincs périmés, forciez l'admiration de vos adversaires mêmes, ces prototypes merveilleux, ces avions sans pareils qu'on vous annonçait tous les jours, combien en avez-vous vu avant qu'on vous apprît que la France avait les ailes brisées ? Et pourtant on vous affirme, dossiers en main, qu'ils existaient. Il figuraient tous, bien alignés, en ordre impeccable, dans les paperasses des services et les mémoires justificatifs dont la Chambre de Riom écoute pieusement l'aride et stérile lecture.

Ah ! si l'on avait attendu, pour juger ces hommes, le retour des prisonniers, cette équipe ministérielle qui plastronne à la Chambre de Riom comme si c'était encore l'autre oserait-elle répéter sans rire ses chiffres et ses statistiques ?

Devant ce tribunal terrible, on verrait peut-être Blum perdre sa morgue et sa superbe et cesser de répéter : je suis sûr d'avoir eu raison. Daladier dirait moins souvent : voilà ce que j'ai fait. Et La Chambre et Jacomet s'empêtreraient dans leurs calculs.

Mais les prisonniers sont derrière les barbelés et les morts dans leur tombe. Ils ne troublent pas ces gens qui furent ministres et ne désespèrent pas de le redevenir. La guerre est perdue. Ils n'y sont pour rien. Ils se défilent. Ils se lavent les mains. Et ils se remettent à espérer. Il ne leur manquait qu'une tribune. Puisqu'on vient de la leur rendre, ce n'est dans leur carrière qu'une présentation ministérielle de plus. Avec un peu de chance, ils se disent qu'ils pourraient retrouver une majorité...

Et c'est peut-être la première fois qu'ils n'auront pas envie de faire voter les morts.

(14 mars.)

Les États-Unis occupent la Nouvelle-Calédonie.

LES FOURRIERS DU DEMEMBREMENT

L'Amérique a donc mis la main sur la Nouvelle-Calédonie. N'ayons pas la naïveté de nous en montrer surpris. Nous étions prévenus. J'ai déjà cité ici même le mot de la Saturday Evening Post : « La France d'après la défaite est une épave dont chacun peut faire ce qui lui plaît. » C'est sans doute la traduction américaine d'un célèbre mot de l'antiquité qui disait plus brièvement : Voe victis ! Malheur aux vaincus !

Aussi bien le côté le plus douloureux du problème est` ailleurs que dans cette occupation brutale. Il est dans l'attitude de certains Français que l'intérêt, la cupidité, l'entêtement déguisé en patriotisme ou l'incompréhension ont jetés dans la dissidence.

Chaque jour qui passe nous montre mieux, en effet, et la clairvoyance du Maréchal, et l'aveuglement de ceux qui ont cru devoir suivre une autre voie que celle qu'il nous traçait. Chaque regard jeté sur quelque point que ce soit de ce qui fut notre Empire nous enseigne que nous n'en avons guère jusqu'ici perdu que ce que des Français dévoyés ont livré à l'étranger.

Certes, l'Angleterre a saisi avec empressement les occasions que lui fournissaient ces égarés de se créer des colonies de remplacement et de pouvoir annoncer à son peuple, sevré de victoires, des triomphes faciles. Mais quelle excuse apparente elle fournissait de son geste quand elle pouvait faire état de l'accord ou de la complicité qu'elle avait rencontrés chez des Français !

Grâce à ces complicités, l'Angleterre s'était déjà installée sans vergogne en Afrique française et, en échange de quelques hochets distribués aux traîtres, s'y était emparée des leviers de commande.

L'Amérique, à son tour, s'est laissée tenter par ce procédé. Après Saint-Pierre-et-Miquelon, on avait feint la surprise à Londres et à Washington. Une note singulière des trois gouvernements anglais, américain et canadien nous avait, en termes d'ailleurs embarrassés, affirmé qu'on n'avait pas été tenu au courant, qu'on allait voir, décider en commun... Rien n'avait suivi ; et la reconnaissance du fait accompli avait tout simplement pris la place de la nouvelle note qu'on nous avait promise. .

Du moins, à Saint-Pierre, le gouverneur français, bien que totalement démuni de moyens de défense, avait élevé une protestation énergique. En Nouvelle-Calédonie, le problème s'est trouvé simplifié par l'adhésion du gouverneur de Nouméa. Et si, à Saint-Pierre, on avait fait débarquer des Français, à Nouméa, en revanche, on n'a pas cru utile de prendre même cette précaution. Les États-unis y ont reconnu la souveraineté du traître de Gaulle, sans nous expliquer comment ils admettaient deux souverainetés sur l'Empire français. Et ils ont aussitôt sanctionné cette reconnaissance par un protectorat américain attesté par les troupes qu'ils y débarquèrent séance tenante.

Laissons de côté le problème diplomatique et n'envisageons que les conséquences. Si demain le japon, dans ses vastes opérations, estime nécessaire de réduire les bases américaines de l'Océanie, il n'hésitera pas à attaquer la Nouvelle-Calédonie, qui a cessé

d'être possession française pour devenir possession américaine. Le geste des gaullistes n'aura donc abouti qu'à livrer la Nouvelle-Calédonie au sort dont la sagesse du Maréchal a préservé l'Indochine et à légitimer par avance une attaque nippone qui eût épargné le drapeau français, mais qui reste fondée à s'en prendre au pavillon américain.

Ainsi, l'atroce hérésie gaulliste est-elle en train de donner ses fruits les plus amers. La propagande anglaise répétait chaque jour que notre Empire allait être livré à l'Allemagne et la propagande de Boston entonnait le même refrain. Pour mettre à l'abri cet Empire, un seul moyen, disaient-elles toutes deux : le protectorat anglo-saxon... Si les choses n'étaient si tragiques, comme elles illustreraient bien l'immortelle histoire de Gribouille !...

Le calcul anglais date d'ailleurs de la première heure. J'ai sous les yeux un journal français : L'Éveil du Cameroun, du 4 juillet 1940. Il porte déjà en gros sous-titre ces mots : « Journal de l'Empire franco-britannique ». Sa première page est tout entière consacrée à un discours du colonel Clifford, secrétaire général de la Nigéria, qui déclare que, si les Français d'Afrique ne marchent pas docilement derrière la Grande-Bretagne, celle-ci emploiera tous les procédés, y compris la famine, pour les réduire. Et à l'heure où paraissait ce numéro, Mers-el-Kébir scellait dans le sang français la constitution de ce singulier empire franco-britannique.

Pourquoi faut-il que ce chantage ait trouvé des échos chez des Français qui se disaient meilleurs juges de l'honneur et de la dignité nationale que le Maréchal, et qui n'auront été, en fin de compte, que les fourriers du démembrement de l'Empire ?

Car chaque fois qu'une mainmise nouvelle des anglo-saxons sur cet Empire s'accompagne d'une complicité française, ils la brandissent comme une triomphante justification. Et la douloureuse aventure de la Nouvelle-Calédonie n'est, hélas ! Qu'un chapitre de plus dans l'histoire des deuils nationaux dont le gaullisme portera devant l'Histoire l'accablante responsabilité.

(21 mars.)

La première responsable.

ACCUSEE, LEVEZ-VOUS !

Cette accusée-là ne répondra pas à la sommation. Sa place restera vide au procès de Riom. Et cependant elle se tient dans l'ombre des inculpés. Personne d'entre eux n'osera la nommer. Mais, à chaque détour des interrogatoires, ils la reverront comme ils la virent en des jours où elle les avait séduits. Ils se tairont parce qu'ils ne pourraient l'accuser sans s'accuser eux-mêmes. Seulement nous, qui vécûmes ces heures, nous ne l'oublierons pas – d'autant qu'elle prend bien soin de ne pas se laisser oublier.

Car enfin, ce Blum qui réédite ses trémolos traditionnels, qui s'éponge le front avec la pochette historique qui fut de toutes les cuises parlementaires depuis quinze ans, ce Daladier qui martèle le vide de son poing de dictateur en disponibilité, si arrogants qu'ils soient, portent au poignet la trace des menottes dont elle les avait enchaînés. Daladier avait accepté un an plus tôt la transaction de Munich ; pourquoi, subitement, s'est-il décidé à l'intransigeance ? Pourquoi, d'accord avec Blum, Cot et les porte-parole d'Israël, a-t-il rejoint, en août 1939, le camp des bellicistes ? Pourquoi cette hâte à déchaîner le fléau ? Cette conjuration contre la raison ? Cette exploitation de toutes les fièvres ? Pourquoi ? Accusée Angleterre, levez-vous !

Ce n'est pas une excuse pour ceux qui se sont laissé mener. Car, enfin, Lloyd George les avait prévenus. Lorsque, au soir de la signature du traité de 1919, Clemenceau lui disait : « Je vous ai trouvé l'ennemi de mon pays », il répondait avec un tranquille cynisme « N'est-ce pas la politique traditionnelle du mien ? »

Et cependant cette Angleterre dirigeait notre politique depuis l'autre guerre. C'est à elle que nous devions la perte de nos garanties, la réduction de nos créances, les entraves mises à tout essai de règlement des problèmes franco-allemands ; dans le même temps, elle négociait dans notre dos, travestissait nos desseins, brouillait les cartes du jeu diplomatique, et ne nous laissait provisoirement la gloire que pour mieux ramasser le profit.

Nous étions, d'ailleurs, son soldat favori. En 1932, en pleine Chambre des Communes, Churchill s'écriait « Remerciez le bon Dieu qui nous a donné l'armée française ». Quand on a entendu les accusés de Riom, on la comprend. Si Daladier et Blum lui faisaient les mêmes tableaux de notre puissance militaire qu'ils ont faits devant leurs juges, elle devait se croire invincible. Elle avait déjà voulu nous lancer dans l'affaire éthiopienne. Le docteur Temple, alors archevêque d'York, aujourd'hui archevêque de Cantorbéry et primat d'Angleterre, s'écriait en 1935 : « La génération actuelle ou la suivante auront probablement à être sacrifiées, car, tout comme la dernière guerre a été nécessaire pour créer la S. D. N., il faudra un autre conflit mondial pour consolider sa position. »

Ainsi étions-nous dûment avertis que l'Angleterre était prête à déclencher une nouvelle guerre pour ses chimères idéologiques et démocratiques. Elle fit encore une tentative au moment du drame espagnol et échoua de peu.

Mais, lorsque parut à l'horizon l'épineuse question de Dantzig, l'Angleterre résolut de ne pas laisser échapper sa chance. Elle encouragea la Pologne à une intraitable résistance et M. Chamberlain, disposant de notre pays comme d'un simple dominion, annonça au monde que, sur un signe de Varsovie, Paris mobiliserait.

Mandel et Reynaud, dont la liaison avec Londres, sa Cité et ses Juifs, était étroite, se chargèrent des derniers obstacles. Des diplomates bien stylés affirmèrent, dans des rapports officiels, que l'Allemagne bluffait. Le ministre des Affaires étrangères de France, seul ou presque seul, tenta de tenir tête à son président du Conseil et à ses collègues. Lorsque l'Italie, prévoyant ce qu'allait être cette conflagration, proposa une conférence à San-Remo, elle trouva auprès de Georges Bonnet un accueil sans réserve. À cette minute, et pendant quelques heures, il fut clair qu'on pouvait arrêter la machine à broyer le monde...

Mais l'Angleterre veillait. Lord Halifax et Winston Churchill repoussèrent, avec un entêtement calculé, la proposition de Rome. Notre ambassadeur à Londres écrit dans un rapport circonstancié : « De l'offre italienne, personne ne voulait entendre parler ». Mais les Anglais eurent peur que nous leur résistions. « Quelques députés, dit encore M. Corbin, se demandèrent si l'Angleterre n'allait pas être obligée de se battre seule. »

Cependant, les pressions à Paris se faisaient de plus en plus impérieuses. Secondant furieusement l'ambassadeur de Pologne, M. William Bullitt sommait Daladier d'avancer l'heure de l'ultimatum. Contre Paris et Rome, Londres gagnait la partie de justesse. La coalition des forces bellicistes d'outre-Manche, la volonté tenace des Juifs résolus à mobiliser la France pour faire leur guerre sous le pavillon du patriotisme, les excitations de Mandel et de Reynaud, aidés des Zay et des Campinchi, faisaient tourner à tous vents la pauvre girouette qu'était Daladier. L'alliance de la finance, de la maçonnerie, de la juiverie et de la démocratie l'emportait sur les voix fragiles de la raison et de la sagesse.

Et c'est pourquoi, entre les misérables et les fantoches qui ergotent et plastronnent à Riom, et sans qu'elle puisse les innocenter, il faut tout de même faire une place à l'accusée, qui, ayant choisi la France comme soldat, comme bouclier et comme victime, est au premier rang des responsables.

(28 mars.)

Palinodies churchiliennes.

LA PESTE ROUGE

« Voilà une puissance activement et sans cesse engagée dans la tâche de renverser la civilisation existante, secrètement, par la propagande et, quand elle le peut, par la force sanglante. Voilà un État dont trois millions de citoyens languissent en un exil lointain, dont l'élite a été méthodiquement détruite, dont près d'un demi-million, réduits à la servitude pour leurs opinions politiques, pourrissent et gèlent dans la nuit arctique, peinent jusqu'à l'a mort dans les mines et les forêts pour le seul crime d'avoir voulu se laisser aller à la liberté de penser. »

Ainsi parlait Winston Churchill en 1939 et ces lignes se trouvent à la page 56 de son ouvrage sur les Grands Contemporains. Il faut toujours y revenir, d'abord pour bien montrer que ce n'est pas de gaieté de cœur que M. Churchill a tendu la main à Staline. Il a fallu qu'il sentît l'Angleterre bien près de sa perte pour se livrer pieds et poings liés à un régime qu'il avait, deux ans plus tôt, jugé avec tant de sévérité et de clairvoyance. Il faut relire ces pages aussi pour constater que M. Churchill a, par vanité blessée, sacrifié délibérément les principes dont il se prétendait le défenseur. On nous affirmait que l'Angleterre luttait pour les libertés démocratiques. On faisait d'elle le champion des droits de la conscience et de la pensée. Elle fait aujourd'hui cause commune avec le régime d'oppression et de servitude le plus implacable qu'on ait constaté dans l'histoire.

M. Churchill a-t-il donc changé d'avis ? Pense-t-il à présent autant de bien des Soviets qu'il en pensait de mal naguère ? Personne n'a la naïveté de le croire. Mais M. Churchill, ayant épuisé la liste pourtant longue des peuples qui pouvaient se battre pour l'Angleterre, et à sa place, a supposé que l'U. R. S. S., en retardant les progrès de l'Allemagne, donnerait quelque répit à la Grande-Bretagne.

Il lui a donc promis tout ce qu'elle a demandé et nous savons, hélas ! Par expérience que, pour promettre, M. Churchill n'est jamais embarrassé. Il •a promis à tout le monde, il a promis à l'Amérique, il a promis aux Indes Néerlandaises, il a promis à ses Dominions. Il avait de même promis à la Yougoslavie et à la Grèce, à la Hollande et à la France. Pourquoi n'aurait-il pas promis à Staline ?

Seulement, celui-ci ne permet pas qu'on se joue de lui. Lorsqu'on promet des avions au général Weygand ou à M. Curtin, voire même au général Wavell, on peut bien leur manquer de parole. Mais Staline est un client qui entend être servi. Si le matériel n'arrive pas en temps voulu, il faudra payer autrement.

Et Churchill paie. Il abandonne l'Iran qu'il devait protéger et en retire ses soldats pour faire place nette aux soldats rouges qui établissent immédiatement le régime bolcheviste. Il autorise pareillement – comment refuserait-il ? – la création des Soviets en Irak. En Grande-Bretagne même, les travaillistes demandent des droits plus étendus pour les alliés de l'Est, qui désirent sans doute instaurer sans plus tarder les cellules du parti avec toutes les garanties de la légalité.

Ainsi la guerre bactériologique est commencée. Le bacille de la peste rouge est inoculé peu à peu à tous les pays qui furent assez imprudents vu assez malheureux pour être contraints de se rendra à l'Angleterre. Ce bacille, Eden en avait dans sa valise quand il rentra d'Orient. Stafford Cripps, qui le cultive en laboratoire, vient d'en emporter une bonne provision aux Indes, où le pandit Nehru se chargera d'en assurer la diffusion.

Pendant ce temps, dans les fauteuils de leurs clubs, les gentlemen conservateurs de la Cité discutent gravement de l'évolution du bolchevisme. Ils essaient de se persuader que le mal n'est pas mortel. Ils commentent le fait que Staline vient d'envoyer au Pape un message personnel où, avec une subtilité de casuiste, il tient à faire un distinguo entre la liberté de conscience en matière de pensée et la même liberté en matière de culte. Il démontre que la pensée est libre ; c'est seulement son expression qui est interdite. Les gentlemen de la Cité trouvent cela fort bien. Leur presse enjuivée les y encourage. Le Daily Telegraph lui-même s'écrie, au moment où le docteur Temple est nommé archevêque de Cantorbéry : « Enfin, nous avons un prélat révolutionnaire ». Il est vrai que le propriétaire du fameux journal conservateur s'appelle Lévy ; bien que Sa Majesté ait pudiquement dissimulé ce nom sous le titre de Lord Burnham, qu'Elle lui a décerné. Le bacille est partout.

Pour masquer leur impuissance, les dirigeants britanniques donnent l'ordre de reculer en détruisant tout pour faire le désert devant le conquérant. Tactique russe encore. Mais Churchill l'a perfectionnée en l'appliquant au domaine moral et spirituel. Pour ne pas avouer son échec, il trahira la civilisation dont il assumait la charge, et la dévastation intellectuelle par le bolchevisme fera le pendant à la dévastation matérielle par l'incendie.

Si encore il devait ainsi se sauver ! Mais son messager Cripps est déjà candidat à sa succession. Ainsi, dans le vieil Occident dévasté par une guerre inhumaine, la folie de l'orgueil aura vainement amené l'un de ses prétendus défenseurs à pactiser avec la barbarie qu'il dénonçait il y a trois ans. Il ne lui restera qu'à s'ensevelir sous les ruines du monde qu'il aura dévasté. Ce geste désespéré, qui ne réparerait rien, pourrait avoir du moins une sauvage grandeur. Mais nous savons, hélas ! Qu'en de pareilles conjonctures il se trouve parfois des Massilia opportuns pour emmener loin des pays qu'ils ont naufragés les naufrageurs et leur fortune.

(4 avril.)

Sur les routes impériales.

AUX FRANÇAIS DE LA DISSIDENCE

Allocution prononcée au micro de Radio-Niamey (Niger).

Voici dix jours que je parcours, au nom du gouvernement du Maréchal, cette Afrique Occidentale Française qui reste aujourd'hui, dans son intégrité, fidèle et loyale, le plus magnifique témoignage de l'Unité française. Avant de la quitter, comment ne pas vous adresser quelques mots, Français de la dissidence dont la pensée ne cesse- de nous hanter ? Certains d'entre vous ont cru loyalement qu'ils serviraient mieux leur pays en se mettant des le lendemain de l'armistice à la disposition de l'Angleterre. Aujourd'hui, vous êtes nombreux à voir clair. Mais vous n'avez plus le droit de le dire. Hier, vous étiez des hommes libres, choisissant, dans un mouvement irréfléchi, une position qui vous paraissait correspondre à votre devoir. Aujourd'hui, vous ne pouvez plus être que des mercenaires satisfaits ou des otages résignés.

Plus séparés de vos frères de France que nous ne le sommes dans la métropole par les lignes de démarcation établies par le vainqueur, vous ne pouvez plus nous rejoindre. Vos maîtres actuels, qui se disent vos protecteurs et vos amis, ne vous accordent pas même, pour franchir cette ligne, les autorisations que les Allemands nous délivrent pour passer d'une zone à l'autre. Ils savent trop bien que, si vous passiez cette frontière, vous ne reviendriez plus. Car ce qu'ils appellent la France libre, c'est précisément celle qui ne l'est plus.

Dans toute notre A. O. F., le drapeau français flotte partout fièrement et librement. Aucun autre pavillon ne l'accompagne ni ne le diminue. Mais vous, quand vous levez les yeux, vous ne pouvez voir les trois couleurs que dans l'ombre de l'Union Jack.

En A. O. F., nos gouverneurs, nos administrateurs, nos officiers ne dépendent que de chefs français. Ils ne connaissent ni commissions de contrôle, ni surveillance ou ingérence étrangère. Vous, vous avez des gouverneurs, mais ces gouverneurs ne sont que des marionnettes dont dispose à son gré un colonel britannique. Ici, rien n'altère la souveraineté française sur son Empire ; lorsque nos avions volent dans le ciel de Dakar, leurs cocardes tricolores ne sont accompagnées d'aucun insigne. Vos croix de Lorraine, elles, ne font qu'accuser votre dépendance.

Ah ! Comme cet Empire serait aujourd'hui plus puissant, plus imposant, plus utile, si des meneurs intrigants n'avaient exploité votre patriotisme maladroit pour en livrer une partie à une Angleterre qui espère bien n'avoir jamais à le rendre. Prétendrez-vous que la libération de la France par l'Angleterre vous justifiera en fin de compte ? Oubliez-vous ou- ignorez-vous que l'Angleterre a profité de la défaite de la France pour lui porter les coups les plus lâches ? Dans la seule journée de Mers-el-Kébir, elle a tué plus de marins français que l'Allemagne n'en avait tué pendant la guerre. Au cours des hostilités, l'Allemagne nous a coulé 283 000 tonnes de navires. L'Angleterre, depuis l'armistice, nous en a volé 660 000. Les souffrances de vos compatriotes, les privations de vos familles, la famine due au blocus et à la terrible pénurie des transports sont le fait

de cette Angleterre qui prétend travailler pour nous quand elle condamne nos populations à la mort lente par la famine ou à la mort brutale par ses attaques et ses bombardements. Elle déclare que c'est pour détruire les usines qu'elle envoie la R. A. F. sur la banlieue parisienne. Mais avec les usines elle rase des quartiers entiers et amoncelle les cadavres sous les décombres. Écoutez d'ailleurs ce que lui répondent d'une seule voix les presses espagnole, suisse ou hongroise : « Tant qu'il restera une usine sur le sol allemand, l'Angleterre n'aura aucune excuse à venir bombarder des usines en France ». Et on trouve encore des Français assez aveugles pour couvrir de leur approbation des forfaits qui révoltent le monde entier. Parce que les Anglais vous nourrissent, oubliez-vous ceux qui souffrent de la faim parce que les Anglais arraisonnent, capturent et volent les cargaisons de ravitaillement que l'Empire envoie à la métropole ?

Ne comprenez-vous pas que l'Angleterre exploite votre entêtement, votre vanité, votre aveuglement pour se venger des défaites qu'elle subit partout ? Quand, après l'armistice, elle a craint que le vainqueur nous laissât notre flotte pendant qu'elle perdrait la sienne, elle a tenté d'assassiner nos plus beaux bâtiments ; le Dunkerque et le Strasbourg à Mers-el-Kébir ; le Richelieu à Dakar. Quand elle a cru que nous garderions notre Empire pendant que le sien resterait exposé à tous les assauts, elle a voulu s'emparer par la force de la Syrie et du Sénégal. Elle a trouvé des complaisances pour lui livrer l'A. E. F. et nos possessions d'Océanie. À cause de sa rage impuissante, depuis deux ans, le rocher de Djibouti abrite une population de héros et de martyrs, dont la Grande-Bretagne organise, avec une cruauté raffinée, le supplice. Et ces bourreaux de vos frères et de votre patrie, vous leur serrez la main, vous êtes à leur service et à leurs ordres. Malgré vous, pour la plupart, c'est entendu. Mais l'appel douloureux et indigné que je vous jette ce soir trahit le sentiment d'une France blessée, meurtrie, saignante, mais ardente et résolue, qui sait qu'elle se relèvera, qui se relève tous les jours malgré tant d'épreuves, grâce à sa ferveur pour le Maréchal, à l'exemple quotidien qu'elle reçoit de lui, à la discipline qu'elle s'impose pour seconder son action.

L'Angleterre joue son jeu. Elle perd Hong-Kong. Elle perd Singapour. Elle perd java. Elle perd en Australie_ Elle perd aux Indes. Elle perd partout – sauf là où elle a trouvé l'empire de remplacement que vous lui avez livré. Des malheureux, dévorés par l'ambition, ont mis leur épée au service de gens qui ne les ont jusqu'ici envoyés combattre que des Français. De petits hommes cupides ont accepté de recevoir des mains des assassins de Dakar, de Mers-el-Kébir, de Damas et de n'avons pour vous qu'une immense compassion et nous ne formons à votre adresse qu'un vœu : que tous ceux d'entre vous qui, de Fort-Lamy à Brazzaville, de Pointe-Noire à Fort-Archambault, se rendent compte de leur erreur, souffrent et se désespèrent sans pouvoir même se confier, que tous ceux-là aient bientôt la possibilité d'échapper à l'oppression étrangère et de rallier, en retrouvant leur pays, leur drapeau et leur chef, la seule vraie France libre – la France du Maréchal !

Paris des sceptres dérisoires, compensés par des traitements moins dérisoires – car Judas, aujourd'hui, se paie en livres sterling.

Vous mangez et nous avons faim. Vous ne manquez de rien et nous manquons de tout. Vous êtes gavés et notre Secours National, en dépit d'un admirable élan de fraternité, ne parvient pas à subvenir à tous nos dénuements. Mais nous avons gardé la France et vous l'avez perdue. Au fond, c'est nous qui avons la meilleure part.

Et, en ce soir où je m'adresse à vous, je puis bien vous dire que, pleins de mépris pour vos meneurs, nous

(11 avril.)

Les capitalistes bolchevisés.

UN MAL QUI NE PARDONNE PAS

Sir Stafford Cripps, revenu des Indes avec l'auréole d'un retentissant échec, va-t-il prendre sa revanche ? On peut se le demander devant les nouvelles qui nous parviennent de Grande-Bretagne.

Oh ! Il ne s'agit pas d'une revanche diplomatique et on peut croire que Sir Stafford ne demandera pas une nouvelle mission outre-mer. Mais Cripps le rouge pourrait bien, après avoir été l'ambassadeur d'Angleterre auprès des Soviets, devenir l'ambassadeur des Soviets auprès de l'Angleterre.

Ne nous annonce-t-on pas, en effet, que le parti travailliste semble sur le point de se couper en deux ? Une fraction se rangerait sous la bannière rouge de l'ex-ambassadeur ; l'autre, désireuse de freiner des tendances qui l'effraient, tenterait de garder une attitude plus modérée. Nous avons l'expérience de ces querelles de famille ; elles ont déchiré le socialisme français comme bien d'autres. Et la leçon constante que nous ont léguée ces scissions, c'est que c'est toujours la fraction extrémiste qui finit par dominer l'autre.

Quand la Grande-Bretagne capitaliste et conservatrice a fait alliance avec les Soviets parce qu'elle ne voyait pas d'autre moyen de prolonger son agonie, elle s'est bercée des illusions que nous avons entendu formuler chez nous : on peut être l'allié des Soviets sans se laisser contaminer par le bolchevisme, répétaient gravement les lords anglais. Mais, s'ils avaient consulté les bourgeois français ou les aristocrates espagnols, ceux-ci auraient pu leur apprendre que, sans même parler d'alliance militaire, la seule reconnaissance diplomatique des Soviets suffit à attirer les pires fléaux sur le pays qui s'y résout. On ne traite pas avec Staline, maître de l'U. R. S. S., sans être obligé de donner des gages à Staline, chef du Komintern.

Nos soviétomanes français se recrutaient au moins autant dans les classes bourgeoises et, comme on disait alors, réactionnaires, que dans les milieux ouvriers. Il ne manquait pas de catholiques qui se laissaient prendre à la main tendue... Et quand on leur montrait les effroyables crimes du bolchevisme, ils prenaient des airs supérieurs pour expliquer que l'entente diplomatique ou militaire avec les Soviets ne comporte aucune concession à la doctrine bolcheviste.

Londres a pourtant cru devoir refaire l'expérience qui nous avait coûté si cher. Son excuse, c'est qu'elle n'avait pas le choix. Ses hommes politiques, pour se disculper, déclarent que les Soviets ont sauvé l'Angleterre, au moins provisoirement. Mais c'est là plastronner.

Chaque jour leur apporte la preuve qu'ils sont maintenant enchaînés sans espoir au char rouge de Staline. En Iran, la collaboration anglo-russe se traduit par la capitulation des troupes de Sa Majesté devant leurs exigeants alliés en route vers des pétroles nouveaux. À Londres, le camarade Maiski montre une arrogance qui monte chaque semaine d'un ton pour réclamer une aide plus précise que les discours de M.

Winston Churchill. Sir Stafford va-t-il devenir demain pour l'Angleterre... Mais, au fait, quel est l'équivalent russe du gauleiter ?

En même temps que l'opinion anglaise, l'opinion américaine s'émeut. La presse commente avec inquiétude un lourd rapport de 400 pages qui vient de rendre publiques les activités souterraines des communistes aux États-Unis. Naturellement, c'est par l'école qu'elles ont commencé. Le New-York Times et le New-York Herald Tribune consacrent des colonnes angoissées à l'examen des faits révélés par le rapport. Celui-ci indique à quel point sont contaminés les milieux scolaires. Les professeurs communistes abondent aux États-Unis et font, auprès de leurs élèves, une propagande des plus pernicieuses et des plus efficaces. Les journaux demandent qu'on y mette fin et s'en prennent particulièrement au maire de New-York, le juif La Guardia, qu'ils accusent de n'avoir surveillé ni le recrutement des maîtres, ni leur enseignement.

C'est que, là-bas aussi, l'activité bolcheviste va de pair avec le chantage. Découvrirait-on seulement aujourd'hui que Staline n'a nulle intention de travailler pour les démocraties ? Il presse les États-Unis de lui apporter une aide plus efficace. Ceux-ci répondent de façon dilatoire en réclamant à Staline qu'il leur cède des bases aériennes sur les rivés dé la mer du japon. Mais l'homme du Kremlin a beau jeu de riposter qu'il ne veut pas créer à la légère un casus belli avec le japon et qu'il a bien assez d'ennemis sur les bras avec des alliés si peu agissants.

Ce chantage est étroitement lié à la propagande. Staline sait bien que ni Churchill, ni Roosevelt né peuvent lui apporter d'appui militaire sérieux, ni lui faire passer des armes et du matériel en quantité suffisante, maintenant que toutes les routes de ravitaillement sont menacées ou coupées. Mais, dans la mesure où ses alliés sont obligés d'avouer leur impuissance dans ce domaine, il exige d'eux des compensations dans le domaine politique. Le capitalisme anglo-américain, qui affectait de ne pas croire au péril bolcheviste, qui parlait sans rire de l'évolution du bolchevisme, le voit maintenant à l'œuvre, non seulement dans les pays lointains où il est obligé dé lui faire place, mais jusqu'aux portes de la Cité et de Wall Street. Après Eden, c'est Lord Beaverbrook qui se voit contraint dé faire la génuflexion devant Staline. Lorsque celui-ci aura perdu la guerre, le bolchevisme né manquera pas du moins dé capitales dé remplacement. Le rapport américain et les commentaires de la presse sont, en même temps qu'un terrible aveu, un accablant réquisitoire.

Et, à la lumière des faits qu'ils exposent, on admiré mieux la clairvoyance du maréchal Foch qui disait, des 1918 : « Les Alliés auront en fin dé compté perdu la guerre s'ils né résolvent pas immédiatement le problème bolcheviste. »

(Il avril.)

Les attentats britanniques contre notre Empire.

DE SINGAPOUR A DJIBOUTI

Les historiens de l'avenir auront à coup sûr beaucoup d'ouvrage à relever les victoires remportées par l'Angleterre au cours des années 1940 et suivantes. Mais nous pensons bien qu'ils n'oublieront pas de souligner un fait curieux : l'Angleterre a été battue à peu près dans toutes les campagnes faites contre les peuples avec lesquels elle était en guerre. Par contre, elle gagne presque_ lorsqu'il s'agit d'un pays avec lequel elle n'est pas en guerre – le nôtre. Pendant que les défaites anglaises s'appellent Narvik, Dunkerque, la Grèce, la Crète, Hong-Kong, Singapour, Rangoon, java, l'équité exige que l'on reconnaisse la brillante série de victoires dont le catalogue commence à Mers-el-Kébir et nous mène en attendant mieux jusqu'à Boulogne, Asnières, Saint-Nazaire et Poissy. On peut s'attendre en effet à ce que cette liste s'enrichisse rapidement. Car elle est en corrélation avec les échecs subis par notre ex-alliée, laquelle s'en venge héroïquement sur des Français sans défense. Les prétextes ne lui manquent jamais. Depuis Mers-el-Kébir, où elle avait prétendu que nos cuirassés étaient montés par des équipages allemands, jusqu'à Dakar, où elle affirmait que les gouverneurs de l'A. O. F. avaient auprès d'eux des contrôleurs allemands, elle n'est pas embarrassée pour se trouver des excuses. Il lui suffit de déclarer que nos bateaux et nos territoires ont été livrés, vont être livrés ou pourraient être livrés à l'Allemagne, et elle se sent fondée à une intervention qui prend les formes les plus variées, depuis l'arraisonnement jusqu'au torpillage, depuis l'agression jusqu'à la mainmise, depuis le blocus jusqu'à la dissidence.

L'extravagant est que, partout où elle s'est installée dans nos territoires, elle a exigé précisément que les Français qui l'avaient appelée ou secondée, par cupidité ou par aveuglement, fussent immédiatement mis en tutelle. Il n'est pas un coin de la prétendue France libre où le colonel britannique ne surveille, ne contrôle – et avec quel insolent dédain – la pauvre marionnette à la vanité de laquelle on a conféré un titre aussi sonore que platonique.

Quand elle a trouvé des soldats assez oublieux de leur devoir ou assez emportés par une ardeur peut-être généreuse mais certainement inconsidérée` pour se battre à sa place, elle les en a remerciés par un mépris insultant et par leur immédiate élimination des postes de commandement.

Elle sait bien qu'à côté d'une demi-douzaine de misérables que l'appât de la livre sterling a déterminés elle a eu surtout affaire à des égarés, et c'est pourquoi elle leur refuse aujourd'hui toute possibilité de communiquer avec leur patrie. Si elle était persuadée de servir la cause française, elle aurait à cœur au contraire de faciliter à des hommes qui se sont prononcés pour elle les moyens de faire de la propagande pour une alliée si désintéressée.

Mais, en dépit de certains aveuglements persistants, elle sait bien que la plupart de ceux qui lui apportèrent leur concours s'en désespèrent aujourd'hui et voudraient faire amende honorable. C'est cela qu'elle veut empêcher à tout prix. Elle le veut pour la sauvegarde de son prestige, comme elle dit. Elle le veut bien davantage encore parce

qu'elle redoute que ses étranges conquêtes ne lui soient ravies par ceux-là mêmes qui les lui livrèrent dans un moment d'aberration.

C'est pourquoi elle tremble que ces Français ne soient rattachés par un lien quelconque à la fraternité nationale dont ils s'étaient écartés. Elle s'acharne à brouiller les émissions de radio qui leur porteraient des nouvelles de la patrie et risqueraient de toucher leur cœur et de les mener plus rapidement au reniement de leur erreur.

En même temps, elle multiplie les fameux assauts libérateurs par la famine ou les bombardements. Elle, si habile à fuir et à rembarquer, elle qui quitta en hâte la Norvège, la France, la Grèce, la Crète, la Malaisie, les Indes néerlandaises, et qui a évidemment assez à faire à préparer tous les autres rembarquements qui l'attendent, elle voit une poignée de Français tenir héroïquement sur un rocher désert qu'elle assiège en vain depuis deux ans. Et elle s'exaspère de la comparaison que l'histoire pourra faire entre Singapour et Djibouti.

Pourtant elle continue de s'accrocher désespérément par la propagande de la B. B. C. À des Français qu'elle espère entraîner dans l'abîme avec elle au moment où elle devra rejoindre dans le naufrage les bateaux qui faisaient son orgueil.

La France pourrait-elle se laisser duper par les bons apôtres de sa libération ? Les Français qui serrent la main des Anglais dans les colonies en dissidence songent-ils qu'ils serrent la main des affameurs et des bourreaux de leurs amis et de leurs proches ? Ceux qui touchent son argent oublient-ils que cet argent est celui que les princes des prêtres jetèrent dédaigneusement à Judas après en avoir tiré tout ce qu'ils en attendaient ? Les combattants qui croient que le patriotisme leur commande de soutenir la cause des félons qui firent tirer sur les Français se souviendront-ils que Cot vient de déclarer dans un journal américain qu'il n'avait qu'un regret : celui de n'avoir pas envoyé plus d'avions encore à l'Espagne rouge – de ces avions qui devaient manquer si cruellement à notre pays quelques mois plus tard ?

C'est parce qu'elle redoute ces vérités et parce qu'elle s'inquiète déjà de son châtiment que l'Angleterre tente encore d'abuser les Français. Mais, plus tragiquement éloquente que ses promesses et ses insultes, la sinistre histoire de ses assassinats, de ses rapts, de ses vols et de ses crimes envers une nation désarmée et exsangue, éclaire chaque jour davantage les Français sur la suite que quelque écrivain vengeur pourra donner demain au livre de l'Anglais Chesterton sur les crimes de l'Angleterre.

(18 avril.)

De Paul Reynaud à Winston Churchill.

LES ABONNES DE BREST-LITOVSK

« Si la Russie et l'Allemagne se trouvaient, par l'effondrement de la Pologne, en contact immédiat et direct, l'Allemagne se verrait amenée à faire un choix terrible et, à certains égards, prodigieux. Elle pourrait soit plonger dans le chaos bolchevique, soit barrer la route à la barbarie révolutionnaire à force de courage et de vertu, en établissant une digue pour arrêter le flot de barbarie venant de l'Est et sauver ainsi ses propres intérêts comme ceux de ses antagonistes de l'Ouest. Si les Allemands étaient capables de rendre un pareil service, ils auraient fait un pas gigantesque dans la voie de leur rédemption et cela les amènerait à reprendre leur grande place dans les conseils de la Chrétienté. »

Beaucoup de mes auditeurs n'apprendront sans doute pas sans quelque surprise que l'auteur de ces lignes n'est autre que M. Winston Churchill lui-même. Évidemment, depuis qu'il a émis cette opinion, M. Churchill a changé d'avis. Il n'en est pas moins intéressant de savoir comment il jugeait, il y a quelques années, le péril bolcheviste. Aujourd'hui, c'est aux mains des barbares qu'il dénonçait hier qu'il remet les espoirs et le salut de l'Angleterre. C'est à eux qu'il prétend, en outre, abandonner le destin de l'Europe. C'est sur eux qu'il compte, comme y comptaient naguère certains Français, dont l'imprudente confiance devait peser si lourd sur notre destin.

Si je le rappelle, c'est qu'aujourd'hui encore on trouve chez nous des gens qui se demandent de très bonne foi si ce n'est pas une solution. Pourtant, nous avons déjà fait, à nos dépens, l'expérience, et elle nous a coûté assez cher. Perce que la Russie des Soviets révèle en ce moment au monde stupéfait quel colossal et inépuisable arsenal elle était devenue, des gens ont la candeur de penser qu'elle aurait pu mettre cet arsenal à notre disposition et se demandent si ce n'est pas la faute des adversaires du bolchevisme si nous avons été privés d'un concours si précieux.

Ce n'est pas la première fois que la puissance militaire des Soviets fait naître de telles illusions. Qu'on se rappelle le temps où Kérillis, refaisant chaque jour d'impressionnantes additions, totalisait divisions, avions et tanks pour nous persuader que la France, l'Angleterre et la Russie, une fois alliées, seraient invincibles. Nul n'y contredisait. Seulement, ceux qui connaissaient l'U. R. S. S. savaient qu'il ne s'agissait que d'un rêve. Ils savaient que jamais Staline ne mettrait, quoi qu'il arrivât, ses .hommes et ses moyens à la disposition des « démocraties ». Ils avaient trop entendu Staline lui-même, ils avaient trop lu Dimitrov et tous les porte-parole du Kremlin pour ignorer que cette armée ne devait être mise qu'à la disposition de la Révolution mondiale et non d'une guerre impérialiste. Ils savaient que c'était folie de s'imaginer un instant que tant d'avions, de chars et de soldats avaient été rassemblés pour sauver les pays capitalistes.

Certes, Staline, pour réaliser ses plans diaboliques, avait besoin de la guerre – trais d'une guerre qu'il ne ferait pas. Et c'est pour l'avoir plus sûrement qu'il donna un beau jour l'ordre à ses laquais français de quitter la livrée rouge et de s'habiller de tricolore. L'école de Bobigny, où naguère on bafouait l'armée, la patrie et les vertus nationales, se

mit à enseigner l'histoire de France, à célébrer le militarisme, à réclamer des crédits de guerre et à faire chanter à ses pupilles surpris des Marseillaise pleines de trémolos pathétiques. En même temps, on dénonçait la conspiration des fascismes. Dimitrov demandait, en 1935, qu'on encerclât l'Allemagne, « détachement de choc de la contre-révolution, instigatrice de la croisade contre les Soviets ». Tout cela était écrit en clair dans des brochures qu'on achetait 120, rue Lafayette. Et, tandis que Moscou abusait les naïfs en leur promettant un appui qu'il était bien décidé à leur refuser au moment décisif, il travaillait à exaspérer les pays qu'il déclarait voués à l'extermination.

Que ceux qui sont aujourd'hui en admiration devant le formidable appareil militaire des Soviets y réfléchissent bien : plus cet appareil se révèle en effet puissant, plus apparaissent avec éclat le calcul et la responsabilité de Staline. S'il avait mis dans la balance le poids de cette force, il eût fait reculer le conflit. Mais il ne le voulait à aucun prix. Qu'on se rappelle les humiliations infligées aux missions française et britannique en 1939, les audiences ajournées, les conférences remises, les dérobades perpétuelles... Pendant ce temps, Staline soufflait sur le feu. Quand il sentit que l'incendie était prêt, il abattit ses cartes et, avec un mépris insolent, congédia Français et Anglais, à l'heure même où grondait dans le ciel de Moscou l'avion de M. de Ribbentrop.

Ainsi, le plan apparaissait en pleine lumière, tel que l'avaient dévoilé des hommes clairvoyants qui ne faisaient que reprendre les textes et les documents des Soviets eux-mêmes : il s'agissait pour Staline de jeter les peuples européens les uns contre les autres et de faire ensuite passer sur les ruines le rouleau compresseur de cette barbarie qui épouvantait autrefois M. Winston Churchill.

Aujourd'hui, M. Churchill croit avoir une assez longue cuiller pour souper avec le diable. Jouant malgré lui les apprentis sorciers, il feint de ne plus croire au péril qu'il signalait hier. Il ne nous abusera pas. Car il a eu chez nous un prédécesseur et un modèle. Il y a quelques années, en effet, nous rappelions déjà que la sinistre fée de la trahison s'était penchée sur le berceau des Soviets à Brest-Litovsk et les avait marqués de sa malédiction. M. Paul Reynaud, sans doute converti par Pertinax et Kérillis, nous répondait, avec une altière et sarcastique désinvolture : « Je m'abonnerai à Brest-Litovsk ». Le 23 août 1939, Staline a servi son abonnement à M. Paul Reynaud.

Mais qu'on ne nous demande pas d'oublier que c'est la France qui a soldé la facture.

(25 avril.)

L'agression de Diégo-Suarez.

LES VOLEURS DE GRAND CHEMIN

Les Anglo-Saxons viennent donc d'ajouter un nouveau chapitre à la liste déjà longue de leurs attentats. Hélas ! nous n'avons pas la candeur de penser que cette liste soit close. Elle ne l'est pas davantage que celle des défaites dont ils tentent ainsi de se venger.

Du moins, faut-il reconnaître à nos protecteurs – puisqu'ils s'obstinent à nous « protéger » ! – un sens remarquable de la prudence. Ils choisissent avec un soin sans erreur les points où ils savent que nous ne pouvons compter pour nous défendre que sur le courage de soldats à peu près désarmés. Évidemment, les opérations en, Malaisie, en Insulinde, ou en Birmanie leur donnent par contraste la nostalgie des aventures à risques limités. Le citoyen moyen du Lancashire ou de l'Essex doit se sentir un peu réconforté quand ses maîtres lui expliquent qu'ils ont décidé de préférer des victoires bon marché à des défaites coûteuses. Et il apprend avec satisfaction que, si expertes aux rembarquements, ses vaillantes troupes viennent de réussir – pour une fois ! – un débarquement.

Seulement, pourquoi, diable, l'insolence de ces voleurs de grand chemin, comme les a appelés l'amiral Darlan, garde-t-elle la superstition d'une hypocrisie, certes traditionnelle chez eux, mais tellement superflue ? Pourquoi affirment-ils qu'ils n'ont fait que devancer une agression venue d'ailleurs ? La vieille sagesse paysanne française, sans prendre la peine de discuter leurs arguments, leur répond ironiquement par un proverbe fameux « Qui veut noyer son chien l'accuse de la rage... »

De même, pourquoi nous promettre qu'on nous rendra ce qu'on nous prend ? Il faudrait, pour que ces propos eussent une valeur à nos yeux, qu'on connût un seul précédent dans l'histoire de la Grande-Bretagne, laquelle n'a jamais rien rendu de ce qu'elle a pris. Nous sommes bien persuadés, certes, que l'Angleterre rendra et- qu'elle paiera – mais seulement le jour où elle y sera contrainte par, sa défaite.

M. Churchill a d'ailleurs ajouté à son crime la dernière circonstance aggravante : la préméditation. Il a avoué lui-même à la Chambre des Communes qu'il préparait son mauvais coup depuis trois mois et qu'il avait prélevé pour le réussir toutes les forces militaires qu'il eût pu employer plus glorieusement à défendre ses propres bases qu'à s'emparer des nôtres.

Le comble, qui serait risible si l'événement n'était si poignant, c'est l'étrange interdiction que les agresseurs prétendent nous faire de nous défendre. Ainsi, ce n'est pas assez pour le voleur de s'installer chez nous. Il entend nous bâillonner, et nous menace de nous assommer si nous lui résistons. Ce n'est plus un épisode de guerre c'est un chapitre d'un film de gangsters.

Cependant, une partie- de la presse d'outre-Manche déclare, comme elle le fit pour la Syrie, qu'il faut non seulement occuper Madagascar, mais la conserver. Nous préférons cette franchise brutale à l'hypocrisie de ceux qui essaient de dissimuler que

Diégo-Suarez est chargé de compenser devant l'opinion britannique les revers de Birmanie et des Indes. Pour des gens pas très difficiles, il y a des cas où le cambriolage remplace à peu de frais la gloire militaire.

Une autre feuille écrit de son côté : « Nous espérons bien que le public français comprendra que cette occupation n'est qu'une nouvelle étape de la libération de la France ».

A ceux dont la crédulité serait tentée de se laisser prendre à ces grossières calembredaines, rappelons l'immortelle comédie de Molière. Ce benêt d'Orgon croyait aussi que Tartuffe ne songeait qu'à son bien, jusqu'au jour où l'aventurier qu'il avait installé chez lui malgré tous les avertissements, et qui n'avait cessé de le duper et de le voler, lui déclare froidement : « La maison est à moi, c'est à vous d'en sortir ». Mais, si l'Angleterre continue de jouer le rôle de Tartuffe, on peut trouver que la France n'a peut-être que trop longtemps joué celui d'Orgon.

En face de la fourberie et de la duplicité anglaises, notre attitude a été d'une loyauté que le monde entier a saluée en faisant écho aux nobles et fières paroles du Maréchal, de l'amiral Darlan et du Président Laval. La France n'a cessé de répéter qu'elle défendrait son empire contre tout agresseur, d'où qu'il vînt. Or, jusqu'ici, seuls les Anglo-Saxons s'y sont attaqués avec autant de cynisme que de lâcheté.

Mais, avec l'amiral Platon, nous croyons qu'ils tournent le dos à la victoire, ces stratèges qui, fuyant avec soin les risques, se cherchent de faciles et stériles succès de remplacement. Nous croyons, avec l'amiral Darlan, que l'Angleterre paiera.

Et les pitoyables alléluias de Mers-el-Kébir, de Damas et de Diégo-Suarez ne couvriront pas longtemps le glas terrible qui, de Hong-Kong à Singapour et de Rangoon à Mandalay, sonne déjà sur les ruines écroulées du plus orgueilleux empire du monde.

(16 mai.)

Quinzaine impériale.

LES GARDIENS DE L'EMPIRE

La fidélité de l'Empire à la France ne cesse de se manifester sous les formes les plus généreuses et les plus touchantes. C'est avec autant d'admiration que d'émotion que nous apprenons les sacrifices que s'imposent, pour aider la métropole, des colonies aussi éprouvées que Djibouti, par exemple.

Mais il ne suffit pas de marquer notre gratitude en paroles à des Français d'outre-mer que l'épreuve, au lieu de les détacher de la patrie, a encore, si possible, rapprochés d'elle. Il faut se souvenir que ces témoignages ont été suscités par la confiance que garde l'Empire dans la métropole. Or, cette confiance, c'est le Maréchal qui l'a inspirée.

Il est bien évident que si, au lendemain de notre désastre, nos compatriotes épars à travers le monde n'avaient pas eu le sentiment que la France avait trouvé le seul chef qui fût capable de sauver des ruines l'honneur et la dignité nationale, ils n'eussent pas été soulevés par cet élan unanime et peut-être se fussent-ils abandonnés à un découragement dont nul n'aurait eu le droit de se scandaliser.

Quelle réponse à faire aux dénigreurs systématiques, aux maniaques de Radio-Londres et de la prétendue France libre ! De cette France libre, pas un mot ne nous parvient aujourd'hui. Bâillonnée par ses protecteurs, livrée aux exactions des traîtres et des mercenaires, elle peut tout juste prendre l'écoute de la patrie lointaine, sans avoir la possibilité de lui répondre...

En revanche, de l'Indochine isolée, de Djibouti assiégé, les nouvelles continuent d'arriver. Hier encore, c'était le ministre de l'Intérieur d'Annam qui, après la tournée de l'amiral Decoux, haut-commissaire du Pacifique, assurait le représentant de la France de l'attachement fidèle et reconnaissant de son gouvernement et de son peuple. Ainsi apportait-il une éclatante réponse aux rumeurs intéressées répandues par l'Angleterre sur notre colonie d'Extrême-Orient. Rumeurs qui ne sauraient nous surprendre : ni la Birmanie, ni la Malaisie n'ont, que nous sachions, éprouvé le besoin d'adresser à la Grande-Bretagne vaincue l'hommage fervent que la France reçoit aujourd'hui de l'Indochine.

Cette dignité de la France dans l'épreuve, sa volonté de conserver le rang auquel le malheur des armes ne saurait l'amener à renoncer, ce sont encore elles qui apparaissent avec éclat dans l'incident surgi entre l'Amérique et la France au sujet des Antilles.

M. Cordell Hull lui-même a admis la position difficile de la France. Cette formule n'implique-t-elle pas la reconnaissance de l'irréprochable et efficace loyauté dont le Président Laval a fait la démonstration dans sa note irréfutable au gouvernement de Washington ?

Dans le même temps, les Anglais donnaient une nouvelle preuve de leur mauvaise foi en faisant distribuer des tracts où ils reproduisaient le texte de la note américaine sans faire mention de la réponse française. Cette réponse gênait donc leur propagande ? Comme ils sont bien renseignés, en vérité, les Français qui se font renseigner à Londres !

Mais, en attendant le développement ultérieur des négociations, le Chef du Gouvernement français a placé son pays sur une base solide et qui défie la contradiction. Ni forfanterie, ni abdication, mais une fermeté digne, étayée sur des faits indiscutables. Une fois de plus, aux yeux du monde, la France vaincue fait la preuve d'une honnêteté qui force le respect.

Que les Français y songent mieux : au lieu d'alimenter leurs mécontentements et leurs plaintes par des bobards naïfs ou de coupables complaisances envers ceux qui les trompent, qu'ils regardent la figure que, grâce à ses chefs, notre patrie garde dans le monde. Qu'ils sachent reconnaître l'inestimable service que leur rendent le Maréchal et ses collaborateurs.

Si la France est durement frappée, si elle paie très cher son aveuglement et ses fautes, du moins nulle part n'est-elle ni bafouée, ni tournée en dérision. C'est à cause du Maréchal et de sa politique que, deux ans après son effondrement militaire, elle peut parler de son Empire sans que personne songe à en sourire. C'est à cause du Maréchal et de sa politique que tant de tiédeurs hésitantes d'hier se muent en ferveurs actives. Pendant que le monde se disloque et que la terre tremble, si l'unité française à travers les cinq continents apparaît plus solidement cimentée que jamais, c'est qu'à l'épreuve du cataclysme notre pays a fait une fois de plus la preuve qu'il continue d'aller là où un autre mourrait, comme le constatait déjà Paul Bourget après notre désastre de 1870.

Ainsi, en face de tant de deuils, de tant de ruines, de tant de privations, s'inscrit déjà la réconfortante indication de la renaissance à laquelle s'est attelé le Maréchal. Chaque fois qu'un don, qu'un message de loyalisme et de fidélité nous arrive des terres qu'abritent nos trois couleurs, songeons que seules sont absentes de ce concert unanime les colonies que nous a volées notre ex-alliée et qui n'ont pas le droit d'exprimer leur cœur.

Et sachons préférer aux pitoyables efforts que la jalouse Angleterre fait pour décourager nos compatriotes la haute leçon de discipline, de confiance et de foi qui nous arrive d'un Empire passionnément uni autour du chef providentiel qui nous l'a conservé.

(23 mai.)

Les menées britanniques contre notre Empire.

VEILLONS AU SALUT DE L'EMPIRE

Il ne se passe plus de semaine qui ne nous apporte une nouvelle traîtrise de l'Angleterre. Il serait vain de nous en plaindre et de nous indigner si nous ne prenions pas conscience d'un péril qui ne cesse de se rapprocher et de s'aggraver.

Après s'être emparée de nos terres lointaines, après nous avoir ravi plus de trois millions de kilomètres carrés et près de dix millions d'hommes, notre protectrice et alliée s'apprête maintenant à liquider les derniers restes de notre Empire.

Ces derniers jours, comme si elle songeait que s'approche l'anniversaire de Mers-el-Kébir, c'est sur les côtes nord-africaines qu'elle entreprenait une incursion. Un de ses avions était surpris par un des nôtres en plein survol de nos eaux territoriales. Comme il se voyait menacé d'être arraisonné, il ouvrait le feu, bientôt secondé par un contre-torpilleur. Contraint d'amerrir, deux embarcations françaises s'avançaient vers les naufragés pour leur porter secours. Et, selon une tradition qui se consolide, le contre-torpilleur essayait d'assassiner à coups de canon les sauveteurs de ses compatriotes.

En même temps que l'Afrique du Nord, l'A. O. F. recevait la visite d'avions anglais qui nous ont habitués à leur curiosité. Deux d'entre eux se voyaient contraints par notre D. C. A. d'atterrir, l'un à Conakry, l'autre à Port-Bouet.

Ainsi se précise la menace qui pèse depuis l'armistice sur ces terres que la Grande-Bretagne rêve depuis notre défaite de nous arracher.

Et cela, juste au moment où le gouvernement américain nous cherche querelle à propos des Antilles. Avec une fermeté digne et attristée, le Président Laval a mis aussitôt lumineusement en relief en un faisceau de précisions saisissantes le bon droit de la France. Mais comment oublier que cette querelle est née de la propagande britannique ? Des le lendemain de l'armistice, l'Angleterre s'est employée à faire croire au peuple américain que la France allait livrer à l'Allemagne son or et ses bateaux, que c'était chose faite... Son insistance poussa le Président Roosevelt à faire plusieurs enquêtes sur place. Toutes lui révélèrent qu'il ne s'agissait que d'un roman. Le consul des États-Unis à Fort-de-France témoigna lui-même que la France n'avait reçu aucune sommation ; qu'elle n'avait rien eu à livrer à qui que ce fût.

Londres ne désarma pas pour autant. Sa force est l'intrépidité dans le mensonge, la persévérance dans la fausse nouvelle. Elle sait que sur certains esprits la répétition d'une affirmation équivaut à une démonstration. Aujourd'hui, elle a l'impression de recueillir le fruit de son effort dans les exigences du gouvernement de Washington.

Le résultat est, hélas ! Que, partout, c'est contre nous qu'on fait la guerre, comme si l'on trouvait que nous sommes décidément le pays le plus avantageux à combattre puisque désarmé.

Des tracts de présentation luxueuse et illustrés coûteusement ont été jetés par la R. A. F. sur Vichy. Ces tracts, à eux seuls, établissent la mauvaise foi britannique. Ils reproduisent, en effet, le texte de la note américaine, mais se gardent bien de faire

mention de la réponse française. Papier et essence gâchés d'ailleurs, puisque le gouvernement français avait déjà eu l'honnêteté de publier l'une et l'autre, fournissant ainsi au monde la preuve de notre inattaquable probité.

Mais guerre des tracts, guerre des bombes, guerre des raids aériens de reconnaissance, quel déploiement de forces contre la France seule ! N'y a-t-il vraiment pas d'autre peuple avec qui l'Angleterre soit en guerre ?

Autour de nous, cependant, l'étau se resserre. C'est le dernier bastion de notre Empire autour duquel rôde à présent notre ancienne alliée. C'est en même temps – qu'on y réfléchisse bien – le dernier grenier de notre ravitaillement. À cela aussi, l'Angleterre songe. Sa presse, si fière d'évaluer en livres sterling les cargaisons alimentaires qu'elle nous vole sur les mers, se réjouit sans pudeur de voir la famine étreindre davantage notre malheureux pays. Des juillet 1940, elle avait annoncé par ses voix les plus officielles que la faim serait un moyen de nous contraindre à céder à ses volontés.

Le plan se poursuit avec une ténacité infernale et implacable. Pourquoi certains de nos compatriotes s'obstinent-ils à voir dans ce calcul de rapt et de cruauté froide une « libération » ? Pourquoi ne relisent-ils pas l'histoire pour constater que l'Angleterre poursuit seulement une politique plusieurs fois séculaire ?

En cette quinzaine impériale qui invite les Français à se souvenir avec une patriotique fierté des sacrifices qu'au cours des siècles marins et soldats, missionnaires, explorateurs, colons, broussards, commerçants, administrateurs et gouverneurs, officiers et pionniers déployèrent pour étendre sur les terres lointaines l'ombre civilisatrice de notre drapeau, qui serait assez aveugle pour croire encore qu'il peut célébrer ces héros en laissant confisquer leur patrimoine par une nation qui n'a cessé de le jalouser et n'a reculé devant rien pour se l'approprier ?

Car, enfin, la Syrie, Tahiti, Madagascar se sont appelés autrefois le Canada, les Indes, Malte... Souvenirs amers, mais utiles à rappeler à ceux qui applaudissent à leur propre désastre.

La France a promis solennellement de défendre son Empire contre tout agresseur, d'où qu'il vînt. Elle a jusqu'ici irréprochablement tenu parole avec des moyens dérisoires, et les héros de Diégo-Suarez, après tant d'autres, tombaient hier sans espoir, mais non pas sans grandeur !

Mais, si devant les tombes sans nombre où l'Angleterre a couché ses alliés d'hier, la France se contentait de se lamenter ou de s'indigner, elle aurait cessé d'être digne des bâtisseurs et des défenseurs de son Empire.

(30 mai.)

Churchill et Staline.

LE TAMDEM ROUGE

Il ne se passe plus de semaine qui n'apporte à notre pays le bilan d'une nouvelle série d'attentats. Régulièrement, deux catégories de responsables : les Anglais, les communistes. Londres et Moscou n'ont pas entre elles de meilleur ciment que le crime. Churchill et Staline – tandem rouge – font équipe. Les apologistes de ces crimes – et il s'en trouve jusque chez nous – prétendent les justifier au nom d'un patriotisme farouche et intraitable. On voit pourtant mal comment la dévastation par un raid aérien de maisons ouvrières, ou l'assassinat à coups de revolver d'un agent ou d'un gendarme, voire d'un directeur de journal, pourraient bien hâter ce qu'une certaine littérature de radio appelle : la libération de la France.

L'heure d'en discuter est d'ailleurs passée. Au terrorisme, au brigandage collectif ou individuel, il faut répondre par des sanctions qui décourageront les imitateurs et non par des arguments philosophiques qui sont interprétés comme des aveux de faiblesse ou d'impuissance.

De ces crimes, tirons cependant une conclusion certaine : si l'Angleterre et les Soviets se sentaient sur la route de la victoire, ils ne recourraient pas à de tels procédés.

Certes, depuis les premières heures du monde – une certaine histoire de Caïn et d'Abel a fait alors quelque bruit – l'assassinat est le geste par lequel ceux qui ont tort se vengent de ceux qui ont raison. Si les chefs de bandits de la R. A. F. croyaient que l'heure va sonner où leurs escadrilles victorieuses écraseront sur les champs de bataille les ailes adverses, ils ne rédigeraient pas des bulletins de triomphe après avoir assassiné dans la nuit quelques douzaines de pauvres gens qu'ils ont refusé de venir aider aux jours sombres de mai 1940.

Ils enverraient leurs flottes aériennes en Birmanie, en Libye, aux Indes et choisiraient plutôt les endroits où il y a des coups à recevoir que ceux où l'on espère n'avoir qu'à en porter.

Si les mercenaires de Staline et de Churchill étaient sûrs de leur succès final, ils en attendraient l'heure pour faire payer à ceux qui n'y auraient pas cru leur aveuglement et leur trahison.

Mais s'ils sont aussi persuadés que nous-mêmes du désastre qui les balaiera demain, il est normal qu'ils fassent tuer les journalistes qui se permettent de ne pas penser comme eux. On est certain d'avoir raison quand on a supprimé ses contradicteurs. C'est le procédé officiel de Staline. On peut bien constater au passage que les modernes chevaliers de la démocratie ont une étrange façon de défendre aujourd'hui la liberté de la parole et de la plume.

Il est vrai que Churchill, fidèle à la tradition britannique, continue de déléguer les autres à la guerre qu'il ne peut pas faire. Puisqu'il ne peut plus utiliser l'armée française, il se sert du moins des mercenaires qui lui restent chez nous : les Juifs et les communistes. Et on comprend qu'il soit reconnaissant à Blum et à son équipe de lui

avoir fourni ces recrues et qu'il n'ait pas de plus cher désir que de les ramener au pouvoir. Car enfin, si aujourd'hui le Gouvernement de Sa Majesté dispose encore chez nous de tant d'hommes de main pour saboter, exécuter et tuer, c'est qu'au temps du Front Populaire on a ouvert toutes grandes les portes de la France à la racaille du genre humain : échappée des ghettos de Pologne ou de Galicie, cette vermine baptisée française par les naturalisateurs professionnels de l'époque, on la retrouve aujourd'hui.

Dans le même temps, les protégés de nos soviétomanes prêchaient dans les meetings la révolution mondiale à côté de nos ministres. Les photos n'ont pas encore disparu où l'on voyait ricaner et brandir le poing côte à côte Blum, Cot et Thorez. Les patrons se cachent ou sont arrêtés, mais la clientèle est restée. L'armée du crime et du sabotage a perdu quelques adjudants, mais elle a gardé son généralissime. Et les ordres de Moscou n'ont pas besoin pour être exécutés du visa du Portalet.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que nous disons ces choses. Quand nous démasquions naguère les visées du bolchevisme, nous avions le sanglant commentaire de l'Espagne à nos portes. À présent, les exégètes de service ont entrepris de nous démontrer que le bolchevisme a évolué. À lire les journaux quotidiens de la semaine, il n'y paraît guère, nous voici revenus aux plus beaux jours de 1936. Ni les méthodes, ni les armes n'ont varié. Et il faut une terrible dose d'oubli ou de mauvaise foi pour ne pas comprendre qu'un Staline – l'homme d'acier = quand il se fait encadrer à Kouybichev par Dimitrov et André Marty, entend bien rappeler que le plan rouge est toujours le même.

Pourquoi désarmerait-il ? C'est une partie sans recours qu'il joue et il vient de recruter les Anglais. Si ceux-ci multiplient leurs raids, s'imagine-t-on que c'est avec l'illusion d'affaiblir le potentiel militaire de l'Allemagne, comme disent les pédants ?

Qui donc croira que quelques usines détruites ou endommagées dans la banlieue de Paris représentent un contingent appréciable dans le formidable arsenal des fabrications allemandes ? En revanche, des centaines de morts innocents, des maisons en ruines, des foyers en deuil, ce n'est pas cela qui compromet la victoire allemande, mais cela rappelle utilement que la Révolution mondiale se venge de ceux qui osent rejeter ses lois.

Et puis, les communiqués ronflants de la R. A. F. réussissent peut-être à faire croire au camarade Staline que le fameux second front est virtuellement créé.

Mais devant le tandem rouge de ces gangsters aux abois qui tirent sur les gendarmes pour sauver leur peau, il serait scandaleux que des Français se laissent donner le change. La libération de la France viendra de sa discipline, de son effort, de sa docilité aux ordres du Gouvernement du Maréchal. Elle ne viendra, quoi qu'en pensent des gens que de tels attentats et de tels mœurs n'ont pas encore éclairés, ni des aviateurs de Churchill, ni des escarpes de Staline.

(6 juin.)

Micros de Londres et de Boston.

LES MENTEURS SALARIES

Il faut avoir le courage de regarder en face les difficultés et ne pas s'imaginer qu'en taisant les choses on les rend inoffensives. Il y a déjà longtemps que le maréchal Pétain, alors ministre de la Guerre du Cabinet Doumergue, disait : « La France est un pays qui a le droit de savoir la vérité ». Ne nous payons donc pas de mots et demandons à nos compatriotes d'en faire autant.

Bien des Français, en dépit des décrets, écoutent encore les radios étrangères. Les Juifs, qu'une décoration stellaire ne désigne pas encore à tous les naïfs, entretiennent chez eux des espoirs qu'une campagne de fausses nouvelles assez savamment orchestrée consolide parfois pour quelques heures.

Le malheur est que les Français ne se rendent pas compte de la façon dont les micromanes de Londres, de Daventry et de Brazzaville se paient leur tête. Au fond, tout le mal vient de ce que les Français, non contents d'ignorer la géographie, ne savent pas davantage les langues étrangères.

Et d'abord l'anglais... Car si les Français savaient l'anglais, ils écouteraient peut-être en fraude les émissions en langue anglaise. Et ils auraient la surprise de constater que le repas servi aux sujets de Sa Majesté n'a que peu de rapports avec les ersatz dont le Français moyen est invité à se contenter. On finit par se demander si les speakers de Londres ne prennent pas pour des imbéciles les gens de chez nous qui sont assez jobards pour écouter, toutes portes closes, et avec la satisfaction de jouer un bon tour à l'autorité, les chômeurs de la presse juive et du Front Populaire, nantis de sinécures oratoires par les services de la B. B. C.

Car enfin, lorsque la radio anglaise informe ses auditeurs que la ration de pain va être réduite de cinquante grammes par personne et par jour – ce qui eût été parfaitement normal, quoique pénible, faute de blé suffisant – et qu'elle explique que c'est l'avènement de Pierre Laval qui en sera la cause, cela peut causer quelque désarroi chez les esprits faibles. Mais quand ceux-ci apprennent, quarante-huit heures plus tard, de la bouche du même Pierre Laval, que la ration de pain quotidienne reste la même, on se demande si leur satisfaction devant cette bonne nouvelle authentique n'a pas pour correspondant un certain mépris pour les colporteurs de bobards.

Mais c'est que ceux-ci, s'ils se trompent parfois dans le domaine intérieur, sont imbattables sur le terrain extérieur. Écoutez plutôt. Lorsque commence la bataille de Kharkov, les nouvelles de la presse et de la radio anglaises en anglais sont prudentes. En revanche, les émissions en français – et en arabe – sont délirantes.

Le 19 mai, nous apprenons que l'offensive de Timochenko a été minutieusement préparée depuis des semaines et que l'aviation allemande, prise au dépourvu, s'est révélée impuissante devant la supériorité numérique des forces soviétiques.

Le même jour, Londres diffuse que les « troupes de Timochenko sont aux abords immédiats de Kharkov sans défense ».

Le même jour encore, la France libre s'en mêle. Un certain Jean Marin, à qui on semble avoir donné la mission de monter les bateaux, déclare avec une suave courtoisie : « Les ânes qui tournent la meule de l'information française ne sont pas seulement aveugles ils sont sourds. Mais voici des détails qui pourront les éclairer. L'offensive du maréchal Timochenko n'a cessé de progresser. Les Russes ont brisé successivement la première et la deuxième ligne de défense de cette ville (que l'autre menteur de service déclarait sans défense). C'est la preuve de la supériorité actuelle des Russes sur les Allemands. »

Le temps a passé. La bataille de Kharkov s'est terminée par un désastre soviétique et le Marin est obligé de s'employer à monter d'autres bateaux. Mais quelle estime ont donc de leur clientèle ces étranges informateurs ?

On se lasse de répéter à l'usage des hommes de bonne foi les mensonges qui nous bercèrent au temps des illusions : « Nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts. La route du fer est définitivement barrée. »

Pauvres slogans avec lesquels nos meneurs d'un jour tentaient de remplacer les vertus nationales qu'ils avaient contribué à saper.

Mais tant de verbiage audacieux et cynique ne lassera-t-il pas notre goût de la chimère ? Ne finirons-nous pas par comprendre que l'amère vérité est plus tonique que le mirage doré et qu'un peuple qui veut rester grand doit préférer la guérison à l'anesthésie ?

Les menteurs de Londres cherchent à nous endormir pour nous persuader de renoncer à l'effort que le Maréchal demande à chacun de nous.

Qui donc a pu cependant entendre sans une déchirante émotion la voix du chef de l'État redisant, il y a quelques jours, à Châteauroux : « Il y a deux ans que je me répète chaque matin que nous avons été vaincus ? » Cette méditation du vainqueur devant une défaite à laquelle il n'eut point de part, qui ne lui trouverait plus de grandeur et de noblesse qu'aux fanfaronnades des speakers de Londres et de Daventry ?

Renonçons à voir les choses comme nous voudrions qu'elles fussent. Décidons-nous, si dure que soit l'épreuve, à les voir telles qu'elles sont. Aidons ainsi ceux qui se sont juré de remettre la France sur la voie de la grandeur vraie. Et cessons de garder, même en tournant en secret le bouton des radios destinées à l'usage externe, c'est-à-dire au nôtre, la nostalgie coupable et paresseuse de ces mensonges qui nous ont fait tant de mal.

(13 juin.)

L'ennemie de toujours.

L'ETERNELLE ANGLETERRE

Subtilités de la langue française ! C'est à dessein que je ne dis pas l'Angleterre éternelle, car je ne songe pas à un acte de foi dans la pérennité d'Albion. Mais l'éternelle Angleterre, cela veut dire l'Angleterre historique, l'Angleterre incurablement semblable à elle-même à travers une histoire si constante qu'il faut notre ignorance pour dédaigner de nous en souvenir.

L'autre samedi, je soulignais pour mes auditeurs cette complicité de Churchill, et de Staline dans la destruction de nos ressources et de notre Empire, cette volonté d'anéantir nos richesses et d'abattre les hommes coupables de ne songer qu'à l'intérêt français au lieu de se montrer dociles aux ordres grassement rémunérés de la Cité. Anglophobie, déclarent les uns. Erreur. Nous sommes nombreux à admirer l'Angleterre. La différence essentielle qu'il y a entre nous et nos détracteurs, c'est précisément que nous admirons l'Angleterre et qu'ils éprouvent le besoin de se livrer à elle. C'est parce que nous l'admirons que nous la redoutons. Nous la redoutons parce que nous savons qu'un Anglais ne sert jamais que l'intérêt anglais. C'est parce que le mineur de Newcastle, le paysan des Midlands, l'industriel du Lancashire, le bourgeois de Bath, l'étudiant d'Oxford ou de Cambridge, le cockney des faubourgs de Londres, le banquier de la City, le marin de la Royal Navy, le planteur de la Nigeria, le propriétaire des mines de diamants du Cap ou le touriste des grands hôtels du Caire ou de Colombo n'ont pas d'autres soucis que celui de la grandeur britannique – c'est pour cela que nous nous méfions terriblement d'eux quand ils veulent se mêler des intérêts français, c'est-à-dire de ceux du pays qu'à travers les siècles ils n'ont jamais considéré que comme leur plus redoutable concurrent.

Mais, se souvenir de l'histoire, c'est gêner ceux qui puisent la force de leur raisonnement dans une ignorance intrépide. Crier casse-cou aux Français qui comptent être « libérés » par l'Angleterre, non point des dures et inéluctables conséquences de la défaite, mais des désagréments imposés soudain à leurs aises, c'est commettre un acte de trahison. Quand les avions de Churchill bombardent Dieppe, Cherbourg, Boulogne, Le Havre, Lorient, Paris, Brest ou Saint-Nazaire, on trouve des gens qui applaudissent à ces exploits. Ce sont généralement ceux qui ont leurs maisons et leurs parents ailleurs.

Si vous parlez de Jeanne d'Arc et de Napoléon, ils font la moue. Car leurs connaissances historiques ne remontent pas si haut. Ils vous accusent de pédantisme et déclarent que, depuis lors, les choses et les gens ont évolué. Rien, en effet, ne sert mieux l'ignorance et le parti pris que l'évolution adaptée aux nécessités de la propagande.

Pourtant, ce n'était pas un journaliste réactionnaire, ni certes un journaliste ignorant de l'histoire que cet Eugène Lautier, dont si souvent, avant la guerre, nous avons cité la perspicace et douloureuse formule : « Tout le mal vient peut-être, écrivait-il mélancoliquement, de ce que l'Allemagne est allemande, l'Angleterre est anglaise, l'Italie est italienne et la France a cessé d'être française. »

L'avertissement est resté sans écho. Depuis les Grecs, Cassandre n'a jamais de succès. Et ceux qui ne l'ont pas appris dans Homère devraient au moins l'avoir appris dans Giraudoux. Aujourd'hui, le mal vient encore de ce que trop de Français, au lieu d'être simplement Français derrière le Maréchal et son gouvernement, ont besoin de se sentir traditionnellement Anglais.

L'alliance avec le bolchevisme et le reniement des propos naguère tenus par les alliés de Staline à une époque où les angoisses militaires les étreignaient moins – rien de tout cela n'a de prise sur les succursales du Café du Commerce.

J'ai pourtant déjà cité l'homme qui disait, il y a dix ans : « Si l'Allemagne, à force de vertu et de courage, libérait l'Europe de la menace bolcheviste, quel service ne rendrait-elle pas à la civilisation ! » M. Winston Churchill a-t-il fait mettre au pilon le livre où il consignait ce propos ?

Hier, à propos du soixante-quinzième anniversaire du maréchal Mannerheim, qui donc chez nous se souvenait de l'enthousiasme soulevé dans notre pays par l'héroïque résistance de la Finlande à l'agression rouge ? A-t-on oublié nos manifestations, nos galas, nos contributions, nos dons en argent, nos offrandes de skis ? Aujourd'hui, fidèle à son idéal, la Finlande continue la lutte contre le même péril. Les Anglais, eux, ont changé de camp. Ils sont maintenant pour Staline contre Mannerheim. Au nom de la démocratie, bien entendu.

Qui se trompe ? Qui donc disait : « Le bolchevisme, c'est le chaos organisé en sauvagerie » ? Sauf erreur, c'était le Président Roosevelt lui-même au cours de sa première campagne électorale.

Devant les attentats répétés par quoi les Soviets et les Anglais se montrent égaux à eux-mêmes, nous voudrions seulement rappeler à nos compatriotes égarés que la Grande-Bretagne n'a jamais varié.

Tandis que Louis XVI régnait à Versailles, le comte de la Luzerne, ambassadeur à Londres, écrivait au comte de Montmorin-Saint-Hérem, ministre des Relations extérieures : « Les Anglais travaillent pour provoquer une agitation en France et s'emparer de nos colonies. »

Lord Grenville, ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne, écrivait dans le même temps – 1790 – au comte de Stadion, ambassadeur d'Autriche à Londres : « Pour créer d'utiles mouvements, le gouvernement britannique a l'habitude d'exciter et de soutenir en territoire français des désordres intérieurs. »

Et, à la tribune du Parlement anglais, la même année, Lord Mansfield s'écriait : « J'affirme au Gouvernement de Sa Majesté que l'argent dépensé pour fomenter des insurrections en France sera bien employé. »

Nous pleurons les morts, les deuils et les ruines, mais nous pensons, après un siècle, que l'argent britannique dépensé pour fomenter des insurrections en France est de l'argent perdu.

Car, avec le Maréchal, nous croyons, devant l'éternelle Angleterre, à la France éternelle.

(20 juin.)

Pour ou contre le bolchevisme.

LES DEUX CAMPS

« Je souhaite la victoire de l'Allemagne », a déclaré dans son émouvant message le Président Laval, « car autrement le bolchevisme s'installerait partout ».

Ainsi, en une heure particulièrement grave, le chef du Gouvernement soulignait-il une fois de plus la nécessité pour la France de faire son choix, non point entre l'Allemagne et la Russie, mais entre la civilisation et la barbarie. C'est toujours le mot du Maréchal auquel il faut, sans se lasser, revenir : « La vie n'est pas neutre elle consiste à prendre parti hardiment. » Et tout le mal vient peut-être de ce que, le Maréchal et le Président Laval ayant choisi, un trop grand nombre de Français croient plus sage de ne pas choisir.

C'est un reproche qu'on ne fera pas aux Anglais. Eux ont choisi. Et si j'ai déjà maintes fois ici même signalé les preuves de ce choix, il faut reconnaître qu'ils les accumulent avec une frénésie qui ne peut être que de l'inconscience ou du désespoir.

Ils n'en sont plus, en effet, au stade des accords militaires. Menacés par la déroute sur tous les champs de bataille, ils pouvaient croire qu'ils retardaient une échéance inéluctable en liant partie avec un pays qui se battait pour eux, pendant que le fameux « second front » -- un second front à bon marché – consistait pour eux à organiser en France les assassinats collectifs de la R. A. F.

Mais il s'agit maintenant de tout autre chose. Par le traité du 26 mai, Staline et Molotov ont arraché à leur complice des engagements qui achèvent la mise en esclavage de l'orgueilleuse Albion.

Il s'agit, cette fois, non seulement de la promesse mutuelle de ne pas signer de paix séparée, promesse dont nous verrons comment elle résistera à l'épreuve des faits et des déroutes, mais d'une véritable abdication signée par l'Angleterre pour le lendemain de la guerre.

A coup sûr, les deux sinistres compères ressemblent au personnage de la fable qui vendait un peu trop tôt la peau de l'ours. Mais seule compte ici l'intention avouée et reconnue. Au moment où l'Angleterre veut faire figure de champion de la liberté humaine, elle confie pour vingt ans à la Russie soviétique le soin d'organiser ce qu'elle appelle sans rire la reconstruction européenne.

Par l'article 7, l'Angleterre s'engage à ne jamais faire partie d'une coalition dirigée contre les Soviets, qui tentent ainsi de lier les mains au captif qu'ils enchaînent à leur char.

Bien entendu, les Soviets n'ont fait nulle difficulté d'affirmer que les hautes parties contractantes s'engagent à repousser toute annexion. Mais les pactes antérieurement signés par les rouges les ont-ils gênés pour annexer les territoires volés par eux à la Finlande ou aux pays baltes ?

Qui prendrait au sérieux le fait que l'Angleterre coopérerait avec les Soviets à la fameuse reconstruction ? Eh quoi 1 les Soviets vainqueurs de l'Allemagne accepteraient

la tutelle ou les conseils d'une Angleterre qui enrichit chaque jour la longue liste de ses défaites et dont le palmarès va de Singapour à Tobrouk, des Indes à l'Égypte ?

La vérité, c'est Pierre Laval qui la formule sans ambages : si l'Allemagne était battue, le bolchevisme s'installerait partout. Et l'Angleterre s'y opposerait d'autant moins qu'elle met un empressement stupéfiant à l'installer chez elle.

L'affolement qui règne en Grande-Bretagne est tel, en effet, que ce peuple aristocratique et bourgeois est saisi d'une véritable folie de snobisme bolcheviste. Ses organisations ouvrières, qui luttèrent si longtemps contre l'influence communiste, lui ouvrent leurs portes. C'est à qui sollicitera l'honneur de tirer le cheval de Troie à l'intérieur de la forteresse du capitalisme.

Les reniements se multiplient et les amendes honorables. Churchill, qui dénonçait avec tant de force dans des pages que j'ai citées ici la barbarie bolcheviste, fait alliance avec elle et, dans la maison de Karl Marx, à Londres, son portrait gigantesque est placé à côté de celui de Staline, à l'ombre des étendards anglais et soviétique. C'est la revue américaine Life du mois de mai qui nous fait le tableau de cet étrange accouplement

Sir Walter Citrine, qui sonna l'alarme auprès des ouvriers et les mit en garde contre la lèpre rouge, se fait aujourd'hui l'introducteur auprès des Trade-Unions de ceux contre lesquels il lançait hier un anathème implacable.

On inaugure des plaques commémoratives sur les maisons habitées naguère par Lénine. Le Times se répand en dithyrambes sur Staline, comme si ses articles étaient rédigés par le Guépéou. Lloyd George réclame qu'on laisse reparaître le Daily Worker, organe du parti communiste, suspendu en 1941 pour défaitisme et antipatriotisme et prêt aujourd'hui à défendre le jusqu'auboutisme. Que de souvenirs se lèvent en nos esprits à nous qui nous souvenons de la volte-face communiste de 1935 !...

Cependant, les jeunes élégants de Londres se font enseigner le russe à l'école du soir. Les belles ladies de Grosvenor ou de Mayfair arborent des foulards rouges timbrés de la faucille et du marteau. Qui espèrent-elles attendrir ? On entend la voix de la Dubarry : « Encore un petit moment, monsieur le bourreau ».

Ai si, le monstre devant lequel le monde trembla quand se déchaîna sur la Russie l'orage effrayant qui l'a couverte de ruines et de morts, quand Bela Kuhn, en Hongrie, brûla, massacra, incendia pendant cent trente-trois jours, dont un ministre hongrois évoquait l'autre jour le cauchemar, quand la malheureuse Espagne, écartelée et crucifiée, saignait sous Negrin et sous Marty et que le vent des Pyrénées portait jusqu'à nous l'atroce odeur des incendies et des charniers, ce monstre là dont l'Europe demandait d'être à jamais libérée, c'est Churchill, c'est Eden, c'est Sa Majesté britannique qui essaient, pour prolonger sa vie, de lui abandonner l'Angleterre d'abord, l'Europe ensuite, pour essayer de tirer d'affaire leurs généraux incapables et leurs voleurs de grand chemin.

Devant ce spectacle déconcertant, qui osera nous parler encore de la main tendue, du patriotisme de Staline, de notre libérateur Churchill ?

Le Maréchal et Pierre Laval ont pris parti hardiment. À la lumière des faits, que les Français n'hésitent plus à les suivre, afin de maintenir à leur patrie sa place traditionnelle dans la défense de la civilisation.

(27 juin.)

Après Tobrouk.

DE L'ILLUSION A LA REALITE

Une quinzaine : deux discours écoutés avec une attention avide par le monde entier.

Deux discours auxquels les événements fournissent un commentaire pathétique. Deux discours qui permettent de confronter le réaliste Pierre Laval et l'illusionniste Winston Churchill.

Pourquoi feindre d'ignorer quelle stupeur le discours du chef du Gouvernement français a tout d'abord provoquée chez ceux de nos compatriotes qui se bouchaient obstinément les oreilles et fermaient délibérément les yeux aux faits ? Grâce à Dieu, le bon sens a depuis lors repris ses droits et l'appel du Président du Conseil trouve chaque, jour des échos nouveaux. Il est vrai que la rapidité des opérations militaires en Égypte et en Russie aide sans doute les plus rebelles à faire amende honorable.

Car il ne s'agit plus de ce chimérique second front si durement condamné par les Anglais eux-mêmes avant même qu'on ait pu en choisir l'emplacement. Un second front, s'écriait toute l'autre semaine à Washington M. Harry Hopkins ? Mais certainement et même un troisième, un quatrième, un cinquième, autant qu'il en sera nécessaire pour immobiliser dans un cercle d'acier les divisions cuirassées de l'Axe.

Sur ces affirmations péremptoires, la prise de Tobrouk, celle de Marsa-Matrouh, la marche sur Le Caire et sur Alexandrie ont jeté le rappel d'une réalité qui ne ressemble que d'assez loin aux rêves d'hier.

Loin de ces fanfaronnades si durement et si promptement démenties, Pierre Laval, dans sa dramatique allocution, n'a songé qu'à avertir encore une fois les Français qu'ils n'ont plus une minute à perdre pour prendre position pour ou contre l'Europe, pour ou contre le bolchevisme. Il leur a expliqué qu'il n'est plus question de se livrer à des déclarations platoniques, mais qu'il faut agir et s'engager dans une voie sans retour en se rendant compte qu'on a déjà perdu un temps irréparable.

En regard de ce discours, que nos anglomanes impénitents placent donc celui de leur grand homme Winston Churchill. Certes, il a bien été obligé d'avouer l'échec. Un échec d'autant plus cuisant que, le 2 juin dernier, il osait dire que la Grande-Bretagne avait tout lieu d'être plus que satisfaite de la façon dont s'engageait la lutte en Libye. Mais c'est pour garder sa majorité qu'il a reconnu un désastre devant lequel il demeure atterré et stupéfait. « Nous avions pourtant la supériorité numérique des hommes et du matériel. » Et il ajoute : « Nous allions attaquer, quand nous avons été devancés par l'adversaire. » Étrange aveu. Après tant de semaines et de mois de préparatifs, se laisser surprendre demeure l'incurable habitude des démocraties. Et encore : « Malgré nos efforts, nous avons dû laisser aux mains de l'ennemi la plus grande partie du matériel accumulé dans les dépôts et du ravitaillement. » Autre imprévoyance due sans doute à un des aphorismes favoris des stratèges qui affirmaient que l'été africain ne permet pas en ces régions d'opérations militaires. Enfin, le matériel plus nombreux s'est révélé

d'une qualité si inférieure à celle du matériel allemand qu'en en un jour, a dit encore le Premier britannique, sur 300 chars engagés le matin il n'en restait plus le soir que 70.

Et M. Churchill d'ajouter après ce tableau peu réconfortant : « Je ne comprends pas ce qui s'est passé ».

Hélas ! il ne s'agit, pas de comprendre, mais de constater.

La Chambre des Communes s'est pourtant contentée de cet aveu, non sans l'avoir durement souligné au cours des interpellations. Des journalistes affirment bien qu'il faut changer d'hommes et de méthodes, de généraux et de matériel. Mais où trouver tout cela ? Les démocraties ont coutume de se gargariser d'optimisme et de répéter : Nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts. En réalité, l'Angleterre ne peut plus espérer en Méditerranée qu'une seule victoire : celle qui consisterait à anéantir la flotte française, qu'elle tient depuis deux ans captive à Alexandrie. Le Times nous laisse prévoir ce dernier acte du drame où l'Angleterre jouera et perdra sa dernière carte dans le Moyen Orient.

Jeudi dernier, Paul Creyssel, chiffres et citations anglo-saxonnes en main, démontrait lumineusement comment personne en Angleterre ne peut plus songer au second front, faute de tonnage, faute d'hommes et faute de matériel. Non contente de reconnaître l'absurdité de ce rêve, l'Angleterre décide qu'il faut abandonner l'Australie à son sort. L'Amérique cependant dit sa déception et sa consternation à la pensée que la meilleure armée anglaise a été anéantie en trois semaines en Égypte et a laissé aux mains de l'ennemi la moitié de ses effectifs. Elle s'inquiète de voir la flotte anglaise acculée au cul-de-sac d'une mer fermée, sans même la ressource de fuir par la mer Rouge, à la sortie de laquelle l'attendent les sous-marins nippons qui croisent dans le golfe d'Aden...

Reste donc l'unique espoir : l'U. R. S. S... Mais Sébastopol s'effondre. Les armées allemandes s'ébranlent de nouveau à l'heure où tout espoir s'évanouit pour Moscou de recevoir par le golfe Persique le ravitaillement anglo-saxon.

Pourtant, que n'avions-nous pas entendu les derniers mois sur les revers que l'hiver russe réservait aux troupes de l'Axe : « Au printemps, les armées victorieuses de Staline allaient déferler sur l'Europe, en écrasant au passage une Allemagne épuisée par un effort qu'elle ne pourrait plus renouveler. »

Les gens bien informés abondaient là-dessus en chiffres et en statistiques irréfutables. Quel malheur que, pour réduire tout cela à de justes proportions, il n'y ait qu'à ouvrir le Daily Mail du 4 juin dernier ! Le correspondant de guerre de ce journal anglais y déverse son amertume et y fait sa confession

« Aucun correspondant étranger, écrit-il, n'a été autorisé à voir le front russe. On aurait aussi bien pu nous enfermer dans un tonneau. Nous autres, correspondants, nous obtenions nos premières nouvelles en écoutant la radio de Moscou retransmise par la B. B. C. de 11 heures du soir que vous écoutez au coin du feu à Londres. Nous étions honteux des câbles qu'il nous fallait rédiger, ils étaient toujours élogieux, toujours partiaux, sans jamais une critique. Les nouvelles, il fallait les prendre dans les journaux rouges. Pas un correspondant étranger, pas un observateur militaire allié n'a jamais été autorisé à visiter le vrai front de combat russe. »

Les bobardiers et leurs haut-parleurs sont servis.

C'est un Anglais qui leur dit aujourd'hui : nous n'avons rien vu, nous n'avons rien su. Tout ce qui alimente nos chroniques et vos bavardages, tout ce sur quoi vous avez

échafaudé vos pronostics, c'étaient des articles de propagande soviétique que nous étions contraints de transcrire à votre usage...

« Je hais les mensonges qui nous ont fait tant de mal », a dit le Maréchal. Souhaitons qu'à confronter les deux discours de Pierre Laval et de Winston Churchill tous les Français se décident enfin à nourrir pour ces mensonges la même haine salutaire...

(4 juillet.)

L'Angleterre et l'Égypte.

LES REVANCHES DE L'HISTOIRE

Ce matin, 11 juillet, à sept heures, la flotte anglaise a commencé le bombardement d'Alexandrie. » C'est par cette phrase que commencent toutes les dépêches parvenues aux journaux, et en particulier au Temps, qui est le premier à publier la nouvelle.

Les informations reçues établissent que la faiblesse des défenses facilite singulièrement la tâche de l'assaillant et soulignent que le bombardement fait de nombreuses victimes parmi les Européens qui n'ont pu être évacués à temps.

Mes chers auditeurs, quelle étrange distraction est la mienne ! C'est bien aujourd'hui le 1 1 juillet et les faits que je viens de relater sont exacts. Mais je retarde de soixante ans. Car c'est le 11 juillet 1882 que l'Angleterre attaqua l'Égypte avec une brutalité sans excuse.

Il y a soixante ans aujourd'hui que Londres mettait la main sur Alexandrie. Pendant ces soixante années, elle ne devait pas laisser échapper une occasion d'affirmer par les voix les plus autorisées, qu'elle n'avait pas l'intention de rester en Égypte. Il aura fallu les canons du maréchal Rommel, répondant aux canons de l'amiral Seymour, l'agresseur de 1882, pour la contraindre à lâcher sa proie et à tenir ce que ses propres ministres avaient appelé à maintes reprises leur parole d'honneur.

Feuilletons la presse. Écoutez

« On est en pleine sauvagerie. L'amiral anglais sait que le premier obus qu'il lancera sera le signe d'un massacre épouvantable. Et il n'attend même pas que tous les Européens aient pu évacuer la ville. Et il ne prend aucune mesure pour essayer de les protéger ou de les sauver.

« Mais il fallait montrer que l'Impératrice des Indes a un prestige qui éclipse celui du calife.

« Voilà la belle raison pour laquelle les Européens sont tombés sous les coups des assassins.

« Histoire de faire de tous ces cadavres un piédestal à Sa Majesté britannique. »

Il n'y aurait pas grand'chose à changer à ce texte pour qu'on pût le croire rédigé au lendemain de Mersel-Kébir ou de Beyrouth.

Mais il a, lui aussi, soixante ans. Et c'est en ces termes que Pierre Véron, dans Le Charivari du 21 juillet 1882, exprimait son indignation devant l'attentat britannique contre Alexandrie.

Or, en ce temps-là déjà, quand ces Messieurs prenaient, ils promettaient de rendre.

Le 26 juillet, l'amiral Seymour écrivait au khédive dont il venait de raser une ville à coups de canon

« En ma qualité de commandant en chef de l'escadre britannique, je juge opportun d'affirmer sans retard une fois de plus à Votre Altesse que le gouvernement de la Grande-Bretagne n'a aucunement l'intention de faire la conquête de l'Égypte. »

Le 19 décembre, un message de Lord Dufferin confirmera

« Nous n'avons pas la moindre intention de conserver l'autorité qui nous est échue de la sorte. »

Le 9 août 1883, Gladstone dira de même

« Certains voudraient une occupation permanente de l'Égypte. C'est une solution à laquelle nous sommes nettement opposés.

Et on ferait un volume des déclarations de ce genre qui montreraient simplement la constance de l'Angleterre dans la duplicité.

Pareille au Basile de Beaumarchais, elle a aussi adapté un certain nombre de proverbes. Et comme lui, elle, dit : Ce qui est bon à prendre est bon à garder.

C'est que l'Égypte représentait pour l'Angleterre une prodigieuse plaque tournante dont elle entendait conserver l'exclusif contrôle. Elle représentait la plate-forme de surveillance à la fois de tout le Proche-Orient et des territoires qui, par le Soudan égyptien, mènent au Cap. Le dernier traité anglo-égyptien lui avait concédé de tels avantages que, par lui, elle devenait vraiment maîtresse de l'Afrique.

Soixante ans, elle a mûri un rêve de domination savamment élaboré. Soixante ans, reniant la foi jurée, elle a consolidé par la ruse ce qu'elle avait conquis par la force. Soixante ans, elle a brutalement interdit aux autres tout droit de regard sur cette sacro-sainte étape de la route des Indes. Des qu'elle avait le sentiment qu'un intrus s'approchait du Nil ou de la mer Rouge, son veto intervenait. Ayant volé l'œuvre magnifique d'un Français, elle la dénatura. Lesseps avait vu dans le canal de Suez un abrègement des routes maritimes, une liaison plus prompte entre les continents. Londres en fit une porte qu'elle verrouillerait à sa guise, en même temps qu'elle y percevrait des péages profitables. Quand Marchand, avec une poignée de héros moins connus, hélas ! Aujourd'hui que des vedettes de cinéma, eut, après deux ans d'une épopée qui défie la crédulité, abordé à Fachoda, elle menaça le monde de la guerre pour l'en chasser et pensa que du même coup elle allait rayer cet exploit de l'histoire de France en supprimant le nom même du pauvre village soudanais. Fachoda n'existe plus sur les cartes. Vous n'y trouverez plus aujourd'hui que le nom de Borok. Quand elle vit l'Italie, par la campagne d'Éthiopie, s'approcher trop curieusement à son gré des sources du Nil, elle déchaîna la querelle des sanctions et mobilisa, comme on disait alors, la conscience universelle contre eux qui osaient regarder même de loin un bien inaccessible et insaisissable.

Soixante ans, elle fut la dominatrice implacable et rusée, la sentinelle qui faisait feu sur quiconque ne répondait pas à son : Qui va là ? Par l'infaillible mot de passe : Albion et Israël...

Soixante ans ! Elle brava, comme lady Macbeth, la haine sourde de ceux qu'elle avait dépouillés et ses propres remords.

Ses canons braqués sur le large préparaient un nouvel Aboukir à l'imprudent qui oserait les braver.

Mais il n'y aura pas eu d'Aboukir. C'est par terre que les blindés de l'Afrika Korps sont arrivés, malgré le désert et malgré l'été.

Pourtant, en débarquant, il y a un mois, à Washington, et avant de connaître la chute de Tobrouk. Churchill avait répété cette phrase que toute la presse américaine a

reproduite avec un empressement imprudent « Si nous perdions l'Égypte, il n'y aurait plus d'Empire britannique ».

Juillet 1882. Juillet 1942. Le destin se plaît à ces anniversaires.

Mais quand Bonaparte apostrophait les Pyramides, eût-il pensé qu'à peine vieillies d'un siècle et demi elles ombrageraient, roulé dans son linceul de sable, le cadavre de sa plus implacable ennemie ?

(11 juillet.)

Bateaux français à Alexandrie.

LES HEROS AU RABAIS

Le Président Laval a mis, cette semaine, sous les yeux du monde, les pièces de ce que l'on peut appeler le dossier d'Alexandrie.

A vrai dire, sur le fond de l'affaire, personne ne pouvait éprouver l'ombre d'une surprise. Il y a deux ans, la flotte de l'amiral Godfroy avait failli être attaquée à Alexandrie, comme celle de l'amiral Gensoul l'avait été à Mers-el-Kébir. Depuis lors, cette flotte était captive des Anglais et nul ne pouvait ignorer qu'elle jouait le rôle d'otage. Aussi bien, grisés par leurs éclatantes victoires de Mers-el-Kébir et de Diégo-Suarez, encore tout vibrants du succès sensationnel de l'escadre britannique, qui, il y a quelques jours, conquérait l'îlot de Mayotte sur quarante indigènes et un gendarme, les descendants de Nelson rêvaient d'ajouter à ces héroïques exploits la victoire d'Alexandrie, d'autant plus glorieuse qu'elle serait remportée sur des navires préalablement désarmés.

Mais nous pensions que la question de la flotte d'Alexandrie était une affaire entre l'Angleterre et nous. Et c'est avec quelque surprise que l'on constate que notre interlocutrice en ce procès est l'Amérique et non l'Angleterre. Faut-il en conclure que, depuis le matin où Winston Churchill, arrivant tout pimpant à la Maison-Blanche, apprit de la bouche du Président Roosevelt la capitulation de Tobrouk, les États-unis considèrent que l'Angleterre a besoin d'être prise en tutelle et ont décidé de la traiter comme un simple dominion américain ? On ne s'en étonne pas outre mesure quand on se souvient du discours en fanfare prononcé par Winston Churchill le 2 juin dernier : « Et maintenant, s'écriait-il, il est hors de doute que les plans offensifs de Rommel ont complètement échoué et que la Grande-Bretagne a lieu d'être hautement satisfaite du déroulement des opérations en Afrique du Nord. » Le commentaire de ce discours s'est appelé Tobrouk, Sollum, Marsa-Matrouh... Et voici que l'affaire de la flotte française d'Alexandrie révèle la gravité des inquiétudes du dit Churchill, un peu tardivement dégrisé de son audacieux optimisme.

Car enfin, si on prétend exiger que nos bateaux suivent les bateaux anglais, c'est que ceux-ci sont résolus à fuir. Et s'ils y sont résolus, c'est que le déroulement des opérations est moins satisfaisant qu'on ne le disait aux Communes et que les plans de Rommel n'ont pas tellement échoué. Fuir, c'est abandonner l'Égypte ; c'est reconnaître et consacrer le désastre. On comprend que nos ex-alliés éprouvent du dépit à la pensée de laisser nos navires intacts au moment où ils se demandent s'ils parviendront à sauver les leurs.

M. Sumner Welles a déclaré à la presse que son gouvernement approuvait d'avance les Anglais de faire sauter nos navires avant de s'en aller. C'est à cette déclaration qu'a tenu à répondre Pierre Laval en publiant les notes échangées au cours de la première quinzaine de juillet entre le Président Roosevelt et lui.

La démonstration française est sans défaut. Bien entendu, en face, on retrouve toujours les deux mêmes arguments : « Si l'Allemagne s'emparait de ces navires ?... »

Disent Londres et Washington. Or nous avons une flotte de guerre stationnée à Dakar, à Bizerte, à Casablanca, à Toulon. Pas une fois l'Allemagne n'a émis la moindre prétention à son endroit. Rigoureusement fidèle aux clauses de l'armistice, elle a tenu ses engagements, comme nous avons tenu les nôtres.

« Nous vous les rendrons après la guerre », affirment Churchill et Roosevelt. Nous avons payé assez cher pour être sceptiques. Car, enfin, nous savons pas mal de nos bâtiments, depuis le Surcouf jusqu'au Normandie, que ni l'Angleterre, ni l'Amérique ne nous rendront à la fin de la guerre, et pour cause.

Mais nous sommes peut-être injustes pour les Anglo-Saxons. Après tout, s'ils s'apprêtent à quitter l'Égypte avec ce qu'ils pourront sauver de leurs armes, de leurs bagages et de leurs bateaux, c'est sans doute afin de constituer avec ces éléments devenus disponibles ce second front dont on parle tant. Pendant que leur allié Staline recule dans les steppes d'entre Don et Volga, pendant que la presse américaine s'inquiète et que le Washington Post ne craint pas d'écrire que, si cela dure et si le second front n'est pas créé, ce sera la catastrophe pour les nations unies avant la fin de l'année, c'est sans doute par une abnégation incomprise que, Churchill se prépare à évacuer l'Égypte.

Aussi bien, le Président Laval, comme il l'avait fait dans l'affaire des Antilles, a mis le monde en mesure de juger notre attitude et placé ses interlocuteurs en face de leurs responsabilités. Des bateaux sans carburant et sans armes, quelle cible pour des gens qui sont un peu à court de victoires navales depuis quelque temps ! Quelle manière de démontrer aux Soviets qu'on ne les oublie pas ! Seulement, on voudrait bien avoir un prétexte. C'est ce prétexte que Pierre Laval vient de retirer aux agresseurs.

Depuis que le Maréchal, au lendemain de la défaite, nous a sauvé nos deux biens les plus précieux notre flotte et notre Empire, l'Angleterre ne s'en console pas. De toute cette flotte, pas un navire n'a été ni coulé, ni capturé, ni utilisé par le vainqueur. Mais tout ce que nous en avons perdu a été arraisonné, saisi, torpillé, coulé ou incendié par nos prétendus alliés.

Ni les arguties, ni les subtilités n'y changeront rien. S'attaquer à un adversaire désarmé n'a jamais grandi personne. Nos bateaux couleront peut-être, mais ils couleront comme ceux de Mers-el-Kébir, de Dakar, de Syrie et de Diégo-Suarez – pavillon haut.

Les voleurs de grand chemin dont parlait l'amiral Darlan auront ainsi enrichi leur palmarès d'un déshonneur de plus. Mais nous connaissons assez notre histoire pour savoir qu'il y a beau temps que le pavillon britannique n'en est plus à un déshonneur près.

(18 juillet.)

La rengaine du jour.

LE SECOND FRONT

C'est une chanson – une chanson qui n'a d'ailleurs qu'un refrain.

Ce refrain se chante en anglais. Mais il fait penser au mot de Figaro Aujourd'hui, ce qui ne vaut pas la peine d'être dit, on le chante. On le chante en effet de San-Francisco à Londres et de Washington au Caire. Ces Anglais sont insatiables : ils n'ont jamais assez de fronts pour les orner de leurs échecs. Un second front ? Pourquoi un second ? Si on les numérotait, celui auquel ils songent serait le quatrième ou le cinquième, ou le sixième. Il est vrai que plusieurs d'entre eux ont déjà été rayés de la liste : le front de Dunkerque, le front de Narvik, le front de Belgrade, le front d'Athènes, le front de Hong-Kong, le front de Singapour... Et vraiment le second front dont la presse anglo-saxonne s'occupe tant arrivera bon dernier.

En somme, il vaudrait mieux l'appeler le front inconnu.

On nous avait d'abord annoncé qu'il serait en Europe. Aujourd'hui, on en paraît moins sûr. C'est que cette Europe est terriblement bien gardée. Et les Anglais préfèrent les aventures où on risque moins. Ainsi, si on avait pu persuader Staline que le second front était à Mayotte, cela eût bien arrangé les choses. Mais Mayotte ne pouvait vraiment soulager beaucoup Vorochilovgrad. Et on a remis le second front dans le futur. Cela permet d'en parler toujours et d'avoir un dérivatif oratoire précieux aux préoccupations militaires.

Après tout, c'est bien le tour des Soviets de tâter de l'entente cordiale. Nous y sommes passés les premiers et nous savons ce que cela nous a coûté. Nous nous souvenons que, le lendemain de notre effondrement, le bouillant Churchill s'écriait, aux applaudissements des Communes : « Nous avons douze cent cinquante mille hommes équipés, entraînés et armés. » Il n'ajoutait pas, mais tout le monde avait compris : Croit-on que nous aurions été assez bêtes pour les exposer pour les autres ?

Aujourd'hui, Churchill a sans doute des millions d'hommes équipés, entraînés et armés. C'est pour la constitution du second front. Mais il faut d'abord en décider l'emplacement. Après quoi, on s'occupera de construire le matériel qui lui est indispensable. Après quoi, on fabriquera les bateaux destinés à le transporter. D'ici là, d'ailleurs, les Soviets seront peut-être hors de combat. Mais Churchill ayant toujours ses hommes équipés, entraînés et armés, obtiendra un vote de confiance de la Chambre des Communes pour ne pas avoir aventuré les précieuses armées de Sa Majesté.

Le second front sera sans doute pour l'histoire la trouvaille de génie de Churchill. Marlborough – le vrai – s'en allait en guerre. Son descendant a trouvé beaucoup plus avantageux de n'y pas aller, mais d'annoncer toujours qu'il va partir. Il est chassé de HongKong, de Birmanie et de Malaisie. Vous croyez que ce sont des défaites ? Erreur : c'est une tactique. Il prépare le second front. Il est battu en Libye ; il recule en Égypte. Graves échecs, pensent les naïfs. Pauvres gens ! La vérité est que, pendant que Rommel s'enferre dans ses victoires, le puissant cerveau de son adversaire élabore le second

front. Timochenko lutte désespérément en reculant vers la Volga. Churchill télégraphie Patience ! Nous préparons le second front.

L'Amérique, à son tour, promet comme une tarte à la crème ce second front. Tous les stratèges en disponibilité des pays anglo-saxons vont bientôt le réclamer sur l'air des lampions. Tant il est facile aux Cafés du Commerce de toutes les latitudes de donner des conseils et de dicter des plans.

C'est toujours à La Fontaine qu'on en revient, à ce prince du bon sens et de la tranquille raison. Qu'on relise donc « Conseil tenu par les rats »... Les rats, désespérés des ravages que fait chez eux leur ennemi Raminagrobis, examinent comment venir à bout d'un si redoutable adversaire. Et l'un des délibérants emporte tous les suffrages en proposant qu'on attache une sonnette au cou du chat ; ainsi sera-t-on prévenu de son approche... La difficulté commence quand il s'agit de savoir qui pendra la sonnette au chat.

Les rats anglo-saxons et soviétiques connaissent les mêmes angoisses que les rats du bon La Fontaine. Battus partout, partout poursuivis, ils se demandent comment mettre fin au carnage qui menace leurs tribus.

Conseils de guerre sur conseils de guerre. Délibérations sur délibérations. Londres, Washington, Moscou. Palabres mystérieuses entourées de secret. Qu'en sortira-t-il ? Il en sort ceci : le second front. Trouvaille géniale, cette fois, c'est le salut ! Les Soviets soulagés, l'Égypte sauvée, la France libérée, l'Amérique reconquérant le Pacifique, la guerre gagnée, les désastres mués en victoires... Bienheureux second front !...

Mais, ô Churchill, ô Roosevelt, ô Staline, qui pendra la sonnette au chat ?...

(25 juillet.)

L'Europe vendue par Churchill.

TOCSIN SUR L'EUROPE

L'ensemble des nations encore neutres commence à s'émouvoir des responsabilités de la Grande-Bretagne et de leurs redoutables conséquences. Ce n'est pas le fait du seul hasard si, la même semaine, la presse de trois pays a jeté presque simultanément un cri d'alarme auquel nous ferons bien de prêter attention.

La lèpre rouge, qui devrait être en pleine régression à l'heure où les armées bolchevistes sont partout battues, connaît au contraire, un peu partout, un regain de virulence. Les syndicats ouvriers portugais ont élevé la voix les premiers pour dénoncer les progrès rapides de la sinistre épidémie dans des milieux que la sage politique du Président Salazar avait jusqu'ici protégés de la contagion. Presque en même temps, la presse suisse a signalé l'incroyable recrudescence du fléau dans tous les cantons de la Confédération. La Suède, enfin, a reconnu chez elle d'identiques symptômes. Mais, remontant des effets aux causes, elle a courageusement stigmatisé le scandaleux encouragement que le communisme puise dans la politique britannique, maintenant que les dirigeants de la Grande-Bretagne ont abdiqué devant leur inquiétant allié.

Il est d'ailleurs normal que, devant des défaites répétées, la bête blessée ait des sursauts qui sont déjà ceux de l'agonie. Ainsi voit-on les fauves abattus par le chasseur et déjà inertes se détendre en un brusque soubresaut et porter parfois un coup suprême à leu'\ vainqueur. C'est dans la mesure même où le bolchevisme se sent frappé à mort qu'il faut s'attendre à ce que, rassemblant ses dernières forces, il essaie d'assouvir avant d'expirer une ultime vengeance. Cette fureur redoublée est celle de l'affolement et de la rage impuissante. On aurait tort cependant de ne pas se méfier des derniers coups de griffe ou de dent que le monstre portera encore à ceux dont il avait espéré faire sa proie.

Mais la Suède a raison de le souligner : l'Angleterre porte des aujourd'hui devant l'histoire la responsabilité d'avoir pour quelques heures revigoré la bête déjà expirante. Depuis longtemps nous avons rappelé que Londres et Washington apparaissent aujourd'hui à Staline comme les capitales de rechange du bolchevisme. Le Komintern n'a pas plus de patrie qu'Israël, son instrument et son complice. On sert aussi bien la Révolution mondiale de la Tour de Londres que du Kremlin. La machine à faire sauter le monde ne s'accommode pas moins des gratte-ciel new-yorkais que des caves blindées de Moscou. Et l'argent des coffres de la Cité n'a pas plus d'odeur que celui de la banque de Tiflis, sur lequel, à ses débuts de voleur de grand chemin, Staline se faisait la main.

Churchill, Eden et Cripps, en essayant de livrer par un traité infâme l'Europe au pillage rouge, n'ont-ils pas compris, au surplus, que leur pays serait la première victime de leur monstrueux et absurde calcul ? Lorsque, hier, devant la Chambre des Communes, s'est déroulée une manifestation communiste à laquelle participaient des soldats de toutes armes en uniforme, n'ont-ils pas revu sur l'écran de l'histoire les pogromes russes de 1917 ? Ou bien, n'ayant plus d'espoir, ont-ils simplement décidé d'ensevelir l'univers sous les ruines qui les accableront ?

Mais lorsque le monde entier s'émeut, que penser des Français qui, ayant tout oublié de leçons pourtant si récentes et si tragiques, regardent, avec une satisfaction sadique, monter sur l'Europe un orage par lequel ils se flattent d'être épargnés ? La plupart de ces égarés ont la candeur de penser qu'une victoire anglo-soviétique leur rendrait les petites aises après lesquelles ils soupirent. On voit des gens, pétris du plus conformiste esprit petit-bourgeois, pleurer sur les libertés démocratiques défuntes et vaticiner sur le mode lyrique en commentant Nostradamus et on ne sait quelle sainte Odile de bazar. Ils sont sûrs que ces chères libertés sont déjà douillettement empaquetées dans les bagages de Timochenko ou qu'elles seront demain débarquées franco de port et d'emballage sur le point choisi pour l'établissement du second front. Les malheureux ne s'aperçoivent pas que ce qui débarquerait des bateaux anglais ou ce qui tomberait sur leur tête du haut des avions de Staline, ce serait le sort commun à tous ceux qui en ont fait jusqu'ici l'expérience : les assassinats en série, les incendies, les pillages, la dévastation, la famine et la mort.

Au moment où l'Allemagne, selon le vœu que formait naguère Churchill, oppose une digue décisive à la barbarie venant de l'Est, le même Churchill offre à cette barbarie de nouveaux champs d'expérience. Mais les yeux s'ouvrent : les sceptiques d'hier se sentent mal à l'aise, les gens qui disaient hier avec une moue : la Russie, c'est bien loin, sont moins sûrs d'eux. La Russie est bien loin, mais la Révolution leur paraît soudain bien près.

Salutaires inquiétudes. C'est un signe de réveil que ce tocsin qui sonne sur l'Europe. Cette sourde angoisse qui gagne les États-Unis eux-mêmes, où le recteur de l'Université catholique de New-York faisait cette semaine écho aux craintes du vieux continent – c'est peut-être le signe que le monde se ressaisit. Et les S. O. S. lancés par le Portugal, la Suisse et la Suède rendent en somme hommage au courage et à la clairvoyance du Président Laval disant nettement aux hypocrites, aux aveugles et à tous les adversaires conscients ou inconscients de la France et de l'Europe : « Je souhaite la victoire de l'Allemagne parce que, sans elle, le bolchevisme s'installerait partout ».

(1er août.)

Voyage de Winston Churchill.

ON A PERDU WINSTON CHURCHILL

C'est la nouvelle du jour : Winston Churchill s'est volatilisé. Les suppositions vont leur train. Les rumeurs sensationnelles s'entre-croisent sur les fils des agences. C'est à qui donnera, de cette disparition, l'explication la plus propre à satisfaire les feuilletonistes du bobard. On parle d'une visite à Staline. Est-ce bien de cela qu'il s'agit ? Et Churchill n'est-il pas plutôt parti pour prendre le commandement du corps de débarquement du second front ? C'est évidemment l'espérance que nourrissent quelques doux maniaques. Mais ils voudraient une certitude. Une forte récompense est promise à celui qui retrouvera l'irremplaçable ministre de Sa Majesté.

De mauvaises langues, en effet, essayant de discréditer ce stratège méconnu, répandent le bruit que leur Winston est à Moscou et que ce n'est pas précisément pour y parler en maître, mais pour donner des explications qu'on devine assez piteuses sur la persévérance de l'Angleterre à ne rien faire. Certains vont même jusqu'à évoquer ce que la presse américaine elle-même appelle le spectre de Brest-Litovsk. Ils insinuent que la Russie en a assez de se battre et de se faire battre sans rencontrer autre chose chez ses alliés qu'un appui verbal, nettement insuffisant pour soulager Timochenko et Vorochilov. Et Staline aurait menacé les Anglo-Saxons de reprendre vis-à-vis d'eux sa liberté totale.

Si cette interprétation, évidemment calomnieuse, se révélait vraie, on imagine qu'elle ferait passer un petit frisson dans un certain nombre de dos britanniques. Quel triste paiement de tant d'efforts pour l'Angleterre ! Ainsi, elle aurait réussi ce chef-d'œuvre d'être en guerre depuis deux ans sans se battre. Elle aurait jusqu'ici détourné sur les autres une menace dirigée contre elle. Et, par le lâchage de Staline, non seulement elle n'aurait plus de soldats à faire tuer, mais elle se verrait contrainte de porter, seule le fardeau qu'elle avait si adroitement évité de partager.

L'histoire révélera-t-elle un jour le secret de ces conférences militaires et diplomatiques dans les caves blindées du Kremlin ? Quelles improbables archives reproduiront les propos qu'échangent entre eux ces larrons pris au piège ? Déjà leur presse traduit leurs différends et leurs angoisses. Les Américains exigent un commandement unique et déclarent qu'en aucun cas il ne saurait être confié à ces généraux britanniques qui démontrent chaque jour leur incapacité. Les Anglais se plaignent amèrement qu'on froisse, sans aucun égard, un amour-propre pourtant connu comme assez chatouilleux. Et Staline rappelle les antagonistes au nœud de la question : A quand le second front ?

Mais, là-dessus encore, quelles divergences ! Quel déballage d'arguments et de critiques ! Chacun s'improvise stratège comme il est d'usage dans les démocraties. Il faut avouer d'ailleurs que la compétence des stratèges professionnels est un argument insuffisant pour faire taire les stratèges improvisés. Mais, pendant que les théoriciens et les dogmatistes sont aux prises, Staline, qui compte ses richesses perdues, ses prisonniers

et ses morts, s'exaspère de ces parlotes stériles et,` par la voix de Litvinov et celle de Maiski, transforme ses appels en ultimatums.

Les Nations Unies, bercées pendant des mois au ronron des optimismes péremptoires sur les routes définitivement barrées et les victoires promises aux plus forts, se demandent si l'heure n'est pas venue où il va falloir déchanter. Rodomontades et fanfaronnades font place à des silences énigmatiques et à de menaçants mystères. Pendant ce temps, les craquements sinistres de l'Empire se précipitent. Tempête sur les Indes et sur l'Australie. Révoltes en Iran et en Syrie. Attentats en Palestine et en Égypte. Gandhi défie Stafford Cripps. Le peuple le plus orgueilleux de la terre marche à tâtons dans les ténèbres d'une route semée d'embûches. La mer charrie les épaves de centaines de navires. Les comptables de l'Amirauté dénombrent avec effroi dans ce cimetière colossal les millions de tonnes englouties. Et le doigt sur la carte, sous le regard redoutable de son allié, Churchill cherche l'emplacement du deuxième front en se demandant sur quel point des côtes européennes, par une revanche saisissante de l'histoire, l'Armada britannique. va naufrager l'Empire.

Spectacle dramatique qui jette bas tant de chimères absurdes et complaisamment entretenues. Hier, Cordell Hull, à Washington, et Eden, en Angleterre, faisaient le tableau interminable de ce que serait l'Europe après la guerre. Mais ils ne disposaient de la victoire que pour n'avoir pas à s'expliquer sur les moyens de la gagner. Et l'on songeait à l'astrologue qui chut dans un puits parce que, ne sachant pas voir à ses pieds, il prétendait lire au-dessus de sa tête.

Pendant ce temps, quelques esprits, dont toute l'assurance vient d'un robuste mépris des faits doublé d'une fatuité qu'ils appellent patriotisme, écoutent avec ferveur la radio anglaise et cherchent fiévreusement dans la presse étrangère les dépêches de l'agence Tass et de l'agence Reuter. Au lieu de se féliciter d'avoir pour chefs les hommes à tête solide et à courageux sang-froid que sont Pétain et Laval, ils guettent comme sueur Anne avec inquiétude le retour de Marlborough. Le fracas des villes qui tombent et des navires qui sombrent, le tonnerre d'un monde qui s'écroule scandent et commentent leurs lamentations.

Hélas ! Pleurez, doux alcyons !... Quelque part entre Dunkerque et Rangoon, entre Narvik et Singapour, entre Alexandrie et Moscou, on a perdu Winston Churchill.

(8 août.)

Répétition manquée du second front.

LE REMBARQUEMENT DE DIEPPE

Cette semaine, Churchill a donc offert à Staline ce que le New-York Times a appelé une répétition d'invasion – une répétition à grand spectacle. Cette opération a été une magnifique réussite. C'est du moins l'avis des radios de Londres et de New-York, sinon de Moscou. Les assaillants n'ont en effet perdu que quatorze bateaux, vingt-huit chars, sans compter ceux qui coulèrent avec leurs chalands, cent vingt-sept avions, deux mille prisonniers et quelque trois mille cinq cents morts. Il paraît qu'à ce prix-là l'expérience est pour rien. De mauvais esprits, évidemment influencés par la propagande allemande, insinuent bien que c'est là un bilan un peu lourd pour une promenade militaire. On leur riposte que tous les objectifs ont été atteints. S'il est vrai que l'objectif essentiel était de se rendre compte de la valeur de la défense, il semble qu'en effet, sur ce point, la démonstration ait été éclatante. Mais on se demande quel pouvait être l'objectif des troupes qui, massées sur les transports demeurés en haute mer, ont fait demi-tour sans avoir pu contempler les fameux objectifs, sinon d'assez loin. Quand on nous dit que le corps expéditionnaire a regagné la Grande-Bretagne, sa mission remplie, nous sommes bien obligés de constater qu'ils sont cinq mille au moins qui n'ont pas eu la peine de rembarquer, ce qui a simplifié la tâche des organisateurs.

Mais ces divergences apparentes, ces interprétations contradictoires sont simplement le fait d'un malentendu. Certes, les agresseurs ont eu des pertes – des pertes lourdes, dit même Londres, et sur lesquelles des grincheux auraient l'intention d'interpeller M. Churchill. Certes, nul ne conteste que les Britanniques n'ont séjourné que neuf heures sur le sol français... Alors, répétez-vous avec entêtement, c'est un échec ?... Eh bien ! En apparence seulement. Car tout l'art de la guerre consiste à tromper l'ennemi. Or les Anglais sont si bien parvenus à donner à leur victoire une allure de déroute que les Allemands eux-mêmes s'y sont trompés et se sont crus vainqueurs. Les Anglais ont, en somme, réussi à échouer. C'est en cela que consiste l'exceptionnel succès des troupes que le général Louis Mountbatten entraînait depuis dix mois à l'art de gagner les batailles en ayant l'air de les perdre.

D'ailleurs, seule une cervelle légère pourrait s'imaginer qu'on peut débarquer sans une répétition préalable. Car la seule partie délicate d'une invasion, c'est le rembarquement. Un communiqué du Haut Commandement avait annoncé triomphalement que les Britanniques avaient pris d'assaut la plage. Or, que faire sur une plage, à moins qu'on n'y rembarque ? Les contingents de Dieppe se sont mis à l'ouvrage et ont rembarqué avec six minutes seulement de retard sur l'horaire. S'il y a des gens qui n'apprécient pas l'art de fuir à l'heure, c'est à désespérer de leur formation.

Prenez par exemple les Allemands et les japonais. Vous dites qu'ils n'ont pas fait de répétition avant de débarquer en Norvège, en Crète, en Malaisie, aux Philippines, en Indonésie... D'accord. Mais voyez où cela les a menés : ils n'ont jamais rembarqué. Les Anglais, eux, apparaissent et disent : ne croyez pas que nous soyons assez imprudents pour rester ici. Nous y laisserons assez de prisonniers pour que personne ne puisse

prétendre que nous ne sommes pas venus. Mais vous devez avoir compris depuis Dunkerque que la supériorité des Nations Unies vient de ce qu'elles ont su s'assurer l'exclusivité des rembarquements. Que ce soit aux Gilbert ou en France, nous sommes imbattables dans ce domaine. À la guerre-éclair nous ripostons par l'invasion-éclair avec retour tête sur queue.

Voilà donc l'affaire expliquée. En somme, on réussit quand on échoue et on échouerait si on réussissait. Il n'est que de s'entendre. N'êtes-vous pas convaincus ? Ce sont les pertes qui vous laissent perplexes ? De quoi vous inquiétez-vous ? D'abord, les morts et les prisonniers sont tous des Canadiens, des Yankees, des NéoZélandais, des Norvégiens, des Polonais, des Français... bref, exclusivement du personnel d'importation. Quant aux Anglais, on les avait cachés dans les transports de la deuxième vague qui n'a même pas eu à s'approcher des côtes, puisque la première avait, sans aucune aide, réussi à échouer conformément aux ordres reçus. Ainsi, une fois de plus, M. Churchill a gardé en réserve les vaillantes troupes de Sa Majesté. Et surtout qu'on n'aille pas plaindre les Canadiens et les soldats de M. Roosevelt ! Le correspondant du New-York Times, qui vit le retour des rescapés, écrit que, malgré leurs visages noircis et leurs vêtements en lambeaux, ils souriaient aux acclamations d'une foule heureuse de saluer des gens qui échouent avec tant de brio. Le même journaliste écrit que les Américains étaient ravis d'avoir mis le pied sur le sol de France, ce qui explique peut-être pourquoi deux mille d'entre eux n'ont pas voulu le quitter...

Dans ces conditions, il ne nous reste qu'à nous incliner devant les arguments des critiques de la B.B. C. et de la « France combattante ». Il nous sera seulement permis de constater que ce genre d'excursion pour Canadiens et Yankees en villégiature a fait une fois de plus quelques dizaines de morts et de blessés parmi d'inoffensifs Français, cobayes involontaires des expériences churchilliennes. Félicitons-nous du moins du bon sens de cette population qui a montré que les Normands restent dignes de leur réputation de finesse. Ce n'est pas l'équipée de Dieppe qui leur fera préférer comme libérateur M. Churchill au Maréchal. Ils jugent d'ailleurs les choses en connaisseurs ; ils savent ce que c'est qu'un débarquement. C'est de chez eux que partit naguère pour l'Angleterre un de leurs compatriotes qui, lui, ne rembarqua point. Et quand ils comparent Guillaume le Conquérant à Winston Churchill, ils ont raison de penser que les descendants du premier peuvent se passer des leçons du second...

(22 août.)

Le premier train de la relève.

QUAND LA VERITE NOUS VIENT D'AMERIQUE

On m'a dit : «Vous avez tort de vous en prendre si souvent à la radio anglaise. D'ailleurs, vous retardez, personne n'a plus aucune confiance dans les Anglais et ne compte plus sur ces gens-là. Mais, par contre, il y a les Américains... » J'ai donc écouté l'autre jour, avec une curiosité qui atténuait mes remords, une émission new-yorkaise qui s'appelle modestement : la Voix de l'Amérique.

Il était, ce soir-là, question, non du second front, ni de la production des usines de guerre américaines, ni de la crise des constructions navales, ni des torpillages, mais de la relève. Et le speaker proclamait que pas un ouvrier français ne partait pour l'Allemagne, que d'ailleurs l'ouvrier français est bien trop intelligent pour se laisser prendre à ces pièges grossiers, qu'il sait parfaitement, au surplus, que, s'il partait, pas un prisonnier ne reviendrait. Cette affirmation était formulée avec un ton péremptoire qui me troubla. Elle était accompagnée de traits sans aménité décochés au Président Laval, accusé de tromper les travailleurs et de duper les prisonniers. Et je m'étonnais seulement que l'Amérique fût renseignée avec une si sûre précision sur ce qui se passe chez nous et qu'elle fût si discrète sur ce qui se passe chez elle.

Pourtant, quelques jours plus tard, je me mettais de nouveau à l'écoute de la Voix de l'Amérique, et ma surprise fut grande de constater qu'il était, cette fois encore, question de la relève. Mais, hélas ! Qu'étaient devenus ces ouvriers si intelligents que louait le speaker quarante-huit heures plus tôt ? Quelle épidémie de sottise collective les avait soudainement frappés, puisque l'honorable New-Yorkais qui nous avait affirmé que personne ne partirait nous annonçait maintenant qu'il en était en réalité parti cent soixante-dix mille.

Il faudrait pourtant s'entendre : partent-ils ou ne partent-ils pas ? L'explication n'était pas loin. L'orateur avouait qu'il était arrivé un train de prisonniers, un de ces trains dont il avait soutenu l'avant-veille qu'aucun n'arriverait jamais. Et la propagande américaine, désespérant de cacher à nos compatriotes ce retour, expliquait laborieusement que, le train ayant ramené un millier de prisonniers, l'Allemagne renvoyait donc un prisonnier pour cent soixante-dix ouvriers.

Cette arithmétique simpliste ne s'embarrasse, on le voit, d'aucune précaution : on dit un jour le contraire de ce qu'on a dit la veille selon les besoins de la cause à défendre. Hier, personne ne partait, aujourd'hui, tout le monde part. Et pourvu qu'on y mette la même assurance, on se dit que c'est toujours assez bon pour les auditeurs français, puisque ceux-ci sont résolus à croire tout ce qui vient de Londres et de Washington plutôt que ce qui vient de leur Gouvernement.

Je songeais à la naïveté de ces Français et à l'outrecuidance cynique de ceux chez qui ils prennent leurs leçons, tandis que je me rendais l'autre mardi dans une petite ville du Sud-Ouest où nous allions accueillir les prisonniers de l'arrondissement rapatriés au titre de la relève. Ces hommes nous disaient leur surprise joyeuse quand on leur avait annoncé que la relève commençait et commençait par eux. Ils nous traduisaient

l'émotion qui les avait saisis quand, sur le quai de Compiègne, ils avaient croisé le train qui montait, emmenant vers l'Allemagne ceux à qui ils devaient leur libération. Et leurs yeux se voilaient quand ils évoquaient les paroles du Président Laval s'adressant à la fois aux uns et aux autres.

Voici donc des gens qui ont vu. Voici des hommes privés depuis deux ans de leur foyer et de leur patrie et qui ont retrouvé l'un et l'autre grâce à l'initiative du chef du Gouvernement et à la compréhension des ouvriers français. Voici des témoins qui attestent, par leur seule présence, la réalité de la relève. D'autre part, les volontaires qui sont partis écrivent, on a leurs lettres ; ceux qui sont en Allemagne depuis assez longtemps ont déjà eu l'occasion de revenir en congé chez eux. Il semble que rien ne soit plus simple que d'interroger les uns et les autres pour savoir. Mais non : des Français demeurent assez obstinément ancrés dans leur mauvaise foi pour aller demander aux menteurs salariés des radios anglo-américaines ce qu'ils refusent de demander au paysan qui rentre de captivité ou à l'ouvrier qui revient des usines allemandes.

Pendant que les captifs d'hier bénissent le nom du Président Laval, les juifs de Londres ou de New-York le couvrent, à leur radio, d'injures et d'infamies. On entend parler d'une certaine « France combattante » dont les dernières recrues sont un hurluberlu de Lyon, le sieur André Philip, et un affairiste provençal, le nommé Félix Gouin, tous deux ex-députés du parti socialiste. Telles sont les voix que certains de nos compatriotes préfèrent à celles des ouvriers et des paysans de chez nous.

A ceux qui se laissèrent égarer et qui commencent peut-être à voir clair, à ceux qui ne croyaient pas que les prisonniers pourraient revenir et qui, voyant rentrer des voisins ou des amis, comprennent que le même bonheur pourrait leur échoir si la France disciplinée faisait pleine confiance à ses chefs, on peut peut-être rappeler que le Maréchal et le Président Laval ont d'eux un plus sincère souci que les employés de la Voix de l'Angleterre, de l'Amérique, de l'U. R. S. S. ou d'Israël ?

Et puis, qu'ils songent bien que, si les Anglais et les Américains gagnaient des victoires sur terre, sur mer et dans les airs, ils ne seraient pas obligés de meubler leurs causeries de propagande avec des bobards dont le plus moyen des Français moyens peut aisément faire justice , moyennant deux sous de bon sens et cinq minutes de conversation avec un brave homme de chez nous qui a, sur tous les speakers d'outre-Atlantique et d'outre-Manche, l'immense supériorité d'avoir vu, et d'avoir vécu, ce dont il parle.

(29 août.)

La déclaration de guerre du Brésil.

LE NOUVEAU SOLDAT DES DEMOCRATIES

La déclaration de guerre du Brésil aux puissances de l'Axe a été un des événements de ces derniers jours. Événement qui a paru secondaire à beaucoup, noyé qu'il était dans le fracas des luttes gigantesques de la Volga et du Caucase. Aussi bien, les esprits superficiels se disaient-ils que, dans une lutte où les plus puissantes armées du monde sont engagées, l'appoint de cent mille soldats et de deux cents avions est insignifiant, de même qu'aux colossales marines en présence deux vieux croiseurs, deux torpilleurs et trois sous-marins n'apportent pas un renfort appréciable. Et certes, à ne se placer que sur le terrain strictement militaire, la décision de Rio est sans importance.

En revanche, si on l'envisage à la lumière de considérations politiques, cette décision revêt un tout autre aspect. Et il est malheureusement trop clair que l'opération est dirigée avant tout contre la France.

Pas du fait du Brésil lui-même, à coup sûr. Mais le Brésil, en cette affaire, n'est que l'agent d'exécution des volontés de Washington. L'interdépendance américaine n'est en réalité que la soumission de tout le continent aux ordres des États-Unis. Jusqu'à présent, le Chili et l'Argentine ont seuls montré une courageuse résolution de rester neutres, en dépit des invitations et même des sommations dont ils ont été l'objet. Mais la pression sur le président Vargas a été plus vive, parce qu'on avait besoin de son territoire.

En effet, il suffit de regarder une carte pour constater que la plus courte distance entre l'Ancien et le Nouveau Monde par-dessus l'Atlantique est celle qui va du Brésil au Sénégal. Et on n'a pas abandonné à Washington l'espoir de créer le second front en Afrique, en Afrique française bien entendu. Dakar gêne depuis longtemps les calculs anglo-saxons et nous avons eu l'occasion de nous en apercevoir des les journées de septembre 1940. L'accueil qu'ils y ont trouvé alors a refroidi, mais non découragé les agresseurs. Ceux-ci songent toujours à redorer leur blason militaire avec le minimum de frais. Ils se disent que la précipitation de la première tentative a nui à sa réussite et qu'un second essai, mieux préparé, rencontrerait peut-être de meilleures chances.

Je ne romance rien. L'amiral américain Woodworth vient d'ailleurs de formuler sans la moindre équivoque les intentions de son gouvernement dans un retentissant article publié dans la presse argentine : il s'agit, des la fin de la saison des pluies, de s'attaquer aux possessions portugaises et espagnoles de l'Atlantique : Açores, Canaries, îles du Cap-Vert, pour en faire des escales de l'agression contre Dakar.

Une des raisons de cette prétention est évidemment le désir de sauvegarder la route aérienne créée par les Anglo-Saxons à travers l'Afrique équatoriale pour suppléer à l'insécurité des voies méditerranéennes. Mais cette voie a pour tête de ligne Bathurst en Gambie. Or, de Bathurst à Dakar, il n'y a guère que deux cents kilomètres. Sous couleur de supprimer la prétendue menace qui pèse sur leur tête de ligne, les Yankees mettraient la main sur l'incomparable plaque tournante qu'est Dakar, qui commande toutes les voies maritimes et aériennes vers l'autre hémisphère.

Pour réaliser ce plan, le Brésil est la plate-forme de départ indispensable et il importait de l'engager dans l'aventure. Et, à la faveur du torpillage de quelques bateaux brésiliens chargés de marchandises à destination des États-Unis, Washington a forcé la main au gouvernement de Rio.

Ainsi, une fois de plus, c'est nous que choisissent comme cible des gens qui spéculent sur notre impuissance et nous traitent en épave. Le Brésil, dûment stylé par son allié, n'a-t-il pas déjà fait valoir ses prétendus droits sur la Guyane, où nous pourrions, paraît-il, préparer contre lui une agression ?...

Menacés avec nous, le Portugal et l'Espagne, tous deux neutres. Décidément, les démocraties aiment mieux se battre contre les pays avec lesquels, elles ne sont pas en guerre qu'avec les autres. Et on y préfère les adversaires désarmés à ceux qui sont trop bien armés.

On doit d'ailleurs se rendre compte à Washington que Dakar risque d'être un morceau assez coriace. Et puis, il n'est pas d'usage de claironner à l'avance des visées qui s'accommoderaient mieux de plus de discrétion. Il s'agit peut-être tout simplement d'impressionner les amis bolcheviks en leur offrant Dakar comme une possible revanche de Dieppe.

Mais nous aurions tort de ne pas être sur nos gardes. Le gouvernement français n'y manque pas. Il ne s'est pas borné à proclamer son intention de défendre demain comme hier son Empire. Il a traduit en actes cette proclamation. Quiconque voudra s'approcher de Dakar trouvera à qui parler. Le Portugal, de son côté, n'a cessé depuis deux ans d'envoyer des renforts à ses possessions menacées et vient de déclarer une fois de plus qu'il s'opposerait avec toutes ses forces aux visées d'outre-Atlantique sur des territoires que depuis des siècles ombrage son pavillon.

C'est pourquoi tout peut se borner à des intentions tapageusement formulées. Mais nous avons bien le droit de constater une fois de plus que les prétendus défenseurs de la liberté des peuples, de leur droit de disposer d'eux-mêmes et autres fariboles pour S. D. N. en déliquescence, ont une étrange façon de mettre leurs principes en action Il s'agit surtout pour eux d'enrôler les autres et de disposer d'eux sans qu'ils aient eux-mêmes voix au chapitre. C'est toujours là encore La Fontaine qui nous éclaire : la raison du plus fort est toujours la meilleure. Le Brésil, après beaucoup d'autres, est en train d'en faire l'expérience.

(5 septembre.)

Atrocités anglo-saxonnes.

DE L'AVION D'ALGER AU TRAIN DE BLOIS

Il n'y a décidément pas moyen de ne plus parler d'eux. Je sais bien qu'on en a déjà dit tout ce qu'on en pense. Et, à y revenir trop souvent, il paraît qu'on fatigue les esprits délicats et les âmes charitables. Les snobs prennent des mines dégoûtées et font la petite bouche devant les gens sans égards qui ne savent même pas faire semblant de ne pas voir et de ne pas entendre. Alors, on voudrait bien, une fois en passant, leur faire plaisir et ne plus parler des Anglais. On convient volontiers que, si ceux-ci n'avaient que leurs victoires militaires pour se rappeler à nous, l'oubli et le silence seraient aisés. Mais un ou deux assassinats de grand style par semaine, des dizaines de gens massacrés sauvagement par les apaches de M. Churchill, cela ne permet pas le silence et justifie par avance l'emploi d'un vocabulaire qui n'a rien à voir avec celui du gentleman des romans britanniques pour Français moyen.

Cette insistance, nous affirme-t-on, est de mauvais goût et rebute au lieu de convaincre. Je le regrette, mais l'avion d'Alger, le train de Blois, le raid sur Rouen représentent tout de même des épisodes sur lesquels on aimerait avoir les éclaircissements des apologistes du gangstérisme anglo-saxon.

Dans les trois cas, pas un objectif militaire n'est en cause. L'hydravion qui fait son trajet coutumier porte des Français, parmi lesquels l'un est un prisonnier qui rentre d'Allemagne. Il ne reverra pas l'Algérie, ni ceux qui, le cœur battant, l'attendent au débarcadère. Il finira là, massacré avec trois ou quatre compatriotes par un individu dont on voudrait être sûr que le whisky lui avait ôté la notion exacte de ce qu'il faisait.

Le train de Blois est le train régulier qui se rend à La Rochelle. Il est plein de voyageurs français. Et si des imbéciles ou des misérables essaient d'insinuer qu'il transportait des ouvriers pour l'Allemagne – ce qui est, paraît-il, aux yeux des bandits de la R. A. F., une excuse suffisante pour tuer, – il faut leur demander de nous expliquer comment le chemin qui va en Allemagne emprunte la direction Blois-La Rochelle.

A Rouen... Ah ! Ici, il y a une raison et peut-être plusieurs. La première, c'est Dieppe. C'est la tragique et ridicule équipée que les salivaires de Londres ont essayé de travestir en triomphe pendant quelques heures, jusqu'à ce que le retour du glorieux corps expéditionnaire révélât à la fois l'imposture et la déroute. Lord Mountbatten et ses dix mois de méditation solitaire, les Canadiens sacrifiés par des chefs qui ne s'appellent militaires que parce qu'on leur a donné un uniforme, les tanks en panne sur la plage, les avions abattus et le sauve-qui-peut de la puissante flotte de Sa Majesté, évidemment, tout cela est resté en travers du gosier des héros. Les Français, cependant, se montraient calmes et disciplinés. C'est qu'ils savent que tous les Tartarins ne sont pas à Tarascon et qu'une branche de la famille a fait souche outre-Manche. Après l'échauffourée, on apprend que les prisonniers de la région vont être libérés. Cette fois, c'en est trop. La noble Albion ne supportera pas cet affront. Elle fait appel, pour la venger, à ses alliés d'outre-Atlantique. Et, à quatre mille mètres d'altitude, les assassins de Churchill et leurs vaillants collaborateurs vont arroser de bombes jetées au hasard la ville de Rouen.

Allons, les anglophiles honteux, les traîtres à la manque, les auditeurs de Boston et de Daventry, qu'on vous amène devant les cercueils. C'est là, c'est devant ces morts, devant leurs familles, devant ces ruines, que nous voulons entendre une fois de plus tomber de vos lèvres l'éloge de vos amis. Voici le moment de reprendre vos couplets en l'honneur des libérateurs. Voici l'heure des clignements d'yeux mystérieux que vous échangez entre initiés en parlant du second front. À Rouen, pas un Allemand tué. Mais un prisonnier libéré vient embrasser son père qu'il sait malade. Et une bombe couche côte à côte le père et le fils sous les décombres de leur maison. Quel exploit, messeigneurs ! Voilà qui va abréger la guerre ; et les défenseurs de Stalingrad ont dû se sentir étrangement réconfortés quand on leur a lu le communiqué spécial par lequel je pense qu'on les a informés que le second front continuait de plus belle.

Alors, on vous regarde et on vous attend, thuriféraires du meurtre, prudents conjurés qui vous pâmez au récit des victoires anglo-saxonnes et souriez de pitié des attentats dont d'autres sont victimes. C'est sur ce peuple-là que reposent vos espérances. C'est le peuple de la chevalerie et du désintéressement. Il se venge de ses défaites militaires sur des victimes sans défense. Allons, assez d'ergotages et de dérobades. -Nul blasphème ne vous fait peur. Nul paradoxe ne vous déconcerte. L'aviation britannique sauvera la France à force de supprimer les Français. Et le braillard de service continuera chaque soir de crier de sa voix de fausset au micro de la voix de l'Amérique : « La France sera libérée et ravitaillée ».

Qu'on m'excuse ; je songe à ces tableaux atroces dans l'hydravion d'Alger, ce malheureux dont les entrailles s'échappent sur le plancher ; dans le train de Blois, le prince Murat, dix fois cité, père de huit enfants, la hanche ouverte par un éclat de bombe ; à Rouen, ce prisonnier d'hier, libéré par les Allemands, mais rattrapé par les Anglais. Je songe à eux. Je songe aux autres. Je songe aux survivants. Je songe à ceux qui ne reverront plus les êtres chers qu'ils avaient le droit de croire hors de danger et qui ne sont tombés que pour venger la vanité blessée de gens partout battus et partout en fuite. Je songe que tant de morts et d'attentats sont la preuve de l'impuissance et de la lâcheté des meurtriers et de leurs chefs.

Et je me demande pendant combien de temps on trouvera encore des Français pour accepter de recevoir des leçons des défenseurs de ces gens-là.

(12 septembre.)

Madagascar attaquée.

LA NOUVELLE PROIE

Une de plus ! Sur la liste, déjà douloureusement longue, hélas ! Des colonies que les Anglais nous auront volées, il faut inscrire Madagascar. Nous savions, depuis Diégo-Suarez, à quoi nous attendre. Nous savions depuis bien plus longtemps que les gens de Churchill ont une prédilection pour les opérations à risques limités. Nous n'en avons qu'une admiration plus grande pour ceux qui se battent sans espoir de réussir, à la française. Car, ainsi que le disait un poète de chez nous, c'est bien plus beau lorsque c'est inutile. Mot de poète, à la fois vrai et faux. Lorsqu'il s'agit du sort et de l'avenir d'une patrie, il faut que ce soit utile. Mais ne se battre que pour l'utile, ce serait tout de même peu conciliable avec l'idéal. Les soldats de Madagascar, Français et indigènes, ne se demandent pas si leur résistance sera triomphante : ils songent seulement que, dans un pays où, traditionnellement, rien n'est perdu tant que l'honneur est sauf, il y a des défaites qui sont plus honorables que les victoires d'en face.

Nous ne nous étonnons plus. J'allais dire que nous ne nous indignons plus. Car nous ne sommes ni naïfs ni ignorants. Nous n'appartenons pas à la catégorie des Français qui méconnaissent assez leur histoire pour s'étonner d'une duplicité anglo-saxonne. Nous trouvons parfaitement conforme à la tradition britannique – nous ne parlons pas des États-Unis, qui n'ont pas encore eu le temps d'avoir une tradition, – de tout sacrifier à l'intérêt de la Grande-Bretagne. Nous jugeons même que, si les Français avaient le même souci de l'intérêt français que les Anglais de l'intérêt britannique, tout irait mieux chez nous.

Nous trouvons naturel que, battus partout, voyant leur Empire secoué par un séisme sans précédent, les Anglais n'aient pas le choix des moyens et trouvent l'assassinat, le rapt et le pillage excellents pour camoufler quelque temps aux yeux de leur compatriotes des défaites humiliantes et répétées.

Faut-il ajouter que, s'il ne fallait payer cette constatation de tant de deuils, nous trouverions quelque saveur à évoquer ici un mot historique : La Fayette, nous voici s'écriaient les Américains en accourant au secours de la victoire française en 1918. Les escadrilles de forteresses volantes qui bombardèrent Rouen n'ont-elles pas eu l'idée de reprendre le même cri de guerre au moment où elles venaient compenser Pearl-Harbour, la fuite honteuse de Mac-Arthur et les désastres de la mer de Corail en assassinant de haut et de loin quelques Français sans défense ?

Mais, encore un coup, ne perdons pas notre temps à demander à des parvenus de l'Ohio de devenir des gentilshommes, à des financiers de Wall Street de comprendre Cyrano et à des disciples de Monroe de se mêler de ce qui les regarde.

Nous acceptons tout. Nous comprenons que, pour un pays sans traditions, qui croit qu'on achète la noblesse à coups de dollars et qui sait que l'ingratitude est l'article essentiel de la politique internationale, la sagesse consiste à assommer les faibles en évitant d'affronter les puissants. Nous comprenons que des forteresses volantes survolent de préférence de très haut les villes à détruire. Nous comprenons que, pour

des gens pour qui le résultat pratique compte seul, il soit plus sage de s'attaquer à des proies mal défendues. Nous comprenons enfin que l'absence de tradition américaine rejoigne sans effort les traditions solidement établies de la Grande-Bretagne.

On voit que nous nous efforçons de n'être pas des naïfs ni des arriérés. Nous faisons effort pour être de notre temps et pour faire abstraction de ce qui est l'essence même de notre pays à qui, dans tous les temps et sous tous les climats, fut rendu l'hommage majeur qu'il était la patrie de l'esprit chevaleresque.

Et, pourtant, nous restons confondus devant un tout petit détail. Que Madagascar fût relativement aisée à prendre, en y mettant le prix, c'est-à-dire en engageant à vingt contre un ce que les historiens ne pourraient pas même appeler un combat, nous n'en disconvenons pas. Mais, alors, pourquoi recourir à des prétextes dont on pouvait si bien se passer ? La radio anglo-saxonne, qui ne se met pas en frais d'imagination, nous parle des sous-marins japonais qui se ravitaillaient à Madagascar, des commissions de contrôle qui parcouraient l'île, des avions japonais qui la survolaient. Pourquoi, grand Dieu, ces romans imbéciles ? Le gouverneur de l'île dément. Sa parole d'honneur est contresignée par le Maréchal et Pierre Laval. N'importe ! Washington déclare que ce sont des mensonges. Pauvres gens ! Pauvres milliardaires enjuivés ! Pauvres nouveaux riches qu'affole la perspective de manquer de caoutchouc, d'essence ou de mangeaille ! Pauvres pseudo-vainqueurs de 1918 qui n'avez échafaudé votre triomphe en carton-pâte que sur les quinze cent mille cercueils de poilus français qui se battirent en vous attendant et même sans vous attendre !

Vous avez été vainqueurs avec nous. Vous voici battus sans nous. Est-ce pour abuser vos compatriotes que vous assassinez les Rouennais et que vous applaudissez de loin à l'agression de Majunga ? Croyez-moi : abandonnez vos hypocrisies. Vous aimez les opérations sans risques. D'accord. M. Roosevelt a besoin d'une réélection et les morts de Rouen la lui paient peut-être. Mais, je vous en prie, plus de bateaux de bonbons vitaminés pour compenser les bombes de Rouen. On ne vous demande pas d'être chevaleresques : il y a des vertus qui ne s'achètent pas et qui ne s'apprennent que quand on a derrière soi un passé qui vous manque.

On vous demande de ne pas vous fatiguer à trouver des explications. Et il nous reste assez de générosité pour demander aux morts du Bois-Belleau de plaider, s'ils le peuvent, les circonstances atténuantes pour les assassins de Rouen et les voleurs de Madagascar.

(19 septembre.)

L'Afrique visée.

HYPOCRISIE AMERICAINE

On se congratule beaucoup en ce moment dans le camp anglo-saxon. La prise de Tananarive est venue à point compenser les déboires de l'Atlantique et de l'océan Glacial. Elle a valu au chef des voleurs de grands chemins un chaleureux télégramme du général Smuts, émerveillé, dit-il, de ce splendide exploit. On constate avec plaisir que l'humour britannique n'est décidément pas un vain mot et que, s'il était banni du reste de l'Empire, on le retrouverait en Afrique du Sud.

Un splendide exploit ? Au fait, il s'agit seulement de s'entendre. Pour un Français, un splendide exploit, c'est celui qui a exigé de l'initiative, du courage, de la ténacité, le mépris du risque. Un splendide exploit, pour un Anglais, c'est celui qui, avec le minimum de frais, rapporte le maximum de profits. À ce point de vue, il n'est pas douteux que jamais Britannique n'eût osé, il y a seulement trois ans, espérer acquérir à si bon compte une possession aussi riche et aussi avantageusement située que Madagascar.

Pour nous, ce drame douloureux n'était que trop prévu. Notre ennemi n'ignorait pas que nous ne pouvions songer à ravitailler en hommes et en armes notre colonie. La capture du convoi qui, en novembre dernier, avait été intercepté par les Anglais sur les côtes d'Afrique du Sud, alors qu'il venait justement de Madagascar, ne nous laissait aucun doute sur des intentions déjà bien arrêtées. J'ai encore sous les yeux le numéro du Cape Times qui, sur deux colonnes, narrait l'aventure. Et, tout vibrant du même enthousiasme que le général Smuts, l'amiral qui avait mobilisé contre cinq bateaux sans défense dix croiseurs et toute son aviation disait aussi : Splendidly donc. Splendide exploit.

Mais nous serions trop heureux si nous pouvions croire que cette nouvelle et lâche agression sera la dernière. Nous n'avons malheureusement aucune illusion. Nous sommes appelés à payer toutes les défaites, toutes les déconvenues, toutes les humiliations que les Anglo-Saxons essuient partout. Nous sommes appelés à servir de cible et de butin. Nous sommes appelés à donner le change à Staline, car il est moins dangereux de s'attaquer à Tananarive que d'aller se battre à Stalingrad. Et la question n'est plus que de savoir où le prochain coup nous sera porté.

Hier, Dakar commémorait sa résistance victorieuse d'il y a deux ans. Et le haut-commissaire Boisson ne dissimulait pas à sa population qu'il fallait s'attendre à une récidive. Les Anglais n'en parlent guère, mais les Américains en parlent beaucoup. De belliqueux sénateurs, qui ont déjà déclaré une guerre verbale aux Antilles et à la Guyane, voient dans l'A. O. F. l'emplacement rêvé du second front. Après Dieppe, après Rouen, insatiables dans leur soif de gloire, ils imaginent déjà leur flotte cinglant vers le Sénégal.

Cependant, j'ai sous les yeux une étiquette provenant des boîtes de lait condensé que nous envoient de temps en temps les Quakers. Je n'ai garde de sous-estimer cette générosité. Mais pourquoi a-t-on, sur cette étiquette, collé une bande au texte surprenant ? On y lit, en effet : « En témoignage de l'amitié américaine pour la France. »

Étrange amitié, en vérité, que celle dont il faut aller chercher la preuve dans les cimetières d'Abbeville et de Rouen. Pourquoi ce dosage choquant de sensibilité et de cruauté ? Pourquoi cette dualité de la boîte de lait et de la bombe explosive ? Pourquoi ce compromis entre le bateau de vitamines et la forteresse volante ?

Parce qu'enfin ravitailler des enfants à Marseille et les assassiner à Rouen, est-ce de l'inconscience ou de l'hypocrisie ? Envoyer des vivres au Maroc dans le temps même où on nous annonce qu'on a l'intention de s'emparer de Dakar, est-ce incohérence d'esprit ou désir calculé et assez puéril de nous donner le change ? S'il y avait une amitié franco-américaine, on ne nous expédierait pas nécessairement des bonbons vitaminés pour nos enfants, mais on n'enverrait sûrement pas des bombardiers sur nos villes sans défense. S'il y avait une amitié franco-américaine, on n'insulterait pas à la radio de Boston et de New-York les chefs de la France et on n'applaudirait pas au rapt de Madagascar. Je n'oublie pas que des soldats américains sont morts bravement en France, au cours de l'autre guerre. Mais si ces morts sont morts pour la France, n'avons-nous pas appris, des le lendemain de la victoire, que ceux qui les avaient envoyés n'avaient, eux, travaillé que pour eux ?

(3 octobre.)

L'interview de Staline.

L'HOMME DU JOUR

Un homme qui doit être encore tout éberlué, d'être arrivé d'un seul coup à conquérir une célébrité mondiale, c'est M. Henry Cassidy. M. Cassidy est ce correspondant de l'Associated Press qui, invité par ses chefs à solliciter une interview de Staline, commença, tout Américain qu'il est, par se demander quelle opinion on se faisait à Washington des possibilités d'approcher le maître du Kremlin. Puis il se décida, non pas à demander l'interview, mais à déposer, à l'adresse de Staline, un questionnaire auquel il n'attendait, bien entendu, aucune réponse. Or la réponse vint, par écrit et signée. M. Cassidy n'eut que la peine de la transcrire et il devint d'un seul coup plus célèbre que s'il avait écrit autant de romans que Balzac et fait jouer autant de pièces que Lope de Vega.

À la vérité, les amateurs de sensations en ont eu pour leur argent. Ce n'est pas que Staline ait perdu son temps à de longs exposés. Les questions étaient fort simples. Les réponses ne le furent pas moins.

On lui demandait si l'U. R. S. S. songeait toujours à un second front. Il déclara qu'elle y songeait plus que jamais. On lui demandait ce qu'il pensait du concours de ses alliés anglo-saxons. Il répondit sans ambages qu'il les tenait pour des gens qui promettent toujours et ne tiennent jamais et qui ont la spécialité de faire tirer les marrons du feu par les mains des autres.

On n'a pas de peine à concevoir que cette double réponse ait quelque peu mortifié les deux compères du tsar rouge. M. Churchill n'était pas revenu très flambant de sa visite "à Moscou. M. Wendell Wilkie s'est attiré les foudres de M. Cordell Hull pour avoir fait un tableau très sombre de la situation en U. R. S. S. Mais Staline révèle ce que taisait M. Churchill et, tout en confirmant ce que disait M. Wilkie, il ajoute crûment et durement qu'il en attribue toute la responsabilité à des alliés qui l'ont abandonné en plein combat et demeurent les spectateurs inactifs d'une lutte pour laquelle ils lui avaient promis leur appui.

Eh bien ! Pour une fois, on a envie de défendre un peu M. Churchill et M. Roosevelt. Oh ! Ce n'est pas qu'on veuille diminuer cet égoïsme national qui fait l'orgueil de chacun d'eux ; ni que l'on veuille décerner prématurément le prix de la partie de cache-cache qu'ils ont entreprise depuis des mois et où chacun d'eux réussit à ne jamais se faire rencontrer par l'autre sur un champ de bataille. Mais, enfin, il faut être juste. Pour aider Staline, il eût fallu que ses alliés fussent les maîtres de lamer. Si les troupes et le matériel expédiés d'Angleterre et d'Amérique étaient tous arrivés à destination, Staline aurait trouvé quelque réconfort à les accueillir. Mais l'immense majorité des tanks, des avions, du pétrole et des armes est restée au fond des eaux de l'océan Glacial, de l'Atlantique et de la Méditerranée. Il y a, disait mélancoliquement ces jours-ci le porte-parole américain, une grande différence entre l'envoi du matériel et son arrivée.

Si c'était simple affaire d'égoïsme, Staline aurait le moyen de faire pression sur les ingrats. Mais il ne peut rien contre les sous-marins de l'Axe, ni contre ses avions. Quant au second front, auquel certains hurluberlus de chez nous continuent de croire malgré Dieppe, Staline doit savoir ce qu'il faut penser de ses possibilités de réalisation en Europe. Jeudi soir, à Boston, M. Sumner Welles déclarait : « Nous voulons que l'aide à nos alliés soit donnée non seulement au moyen de fournitures d'armes, mais au moyen d'une diversion établie par la création d'un nouveau théâtre d'opérations. »

M. Sumner Welles, à qui les discours ne coûtent rien, doit bien lire de temps en temps la presse gaulliste, par reconnaissance pour tous les gaullistes auditeurs fidèles de Radio-Boston. Et il aura peut-être entendu, le 24 septembre, les indications données par l'agence gaulliste A. F. I. :

« Pour transporter même un million d'hommes outremer avec leur premier équipement et le ravitaillement pour un mois, il faudrait cent navires de transport de troupes et sept cent trente cargos, soit au total onze cent trente navires de 9 000 tonnes chacun. Cela signifie plus de dix millions de tonnes de navires, soit le tiers du total des transports de troupes et des navires marchands dont disposent les alliés aujourd'hui. » De plus, il faut, pour continuer à ravitailler et entretenir un million d'hommes outre-mer, 184 autres navires qui navigueraient sans cesse...

« Chaque soldat envoyé outre-mer doit être accompagné d'un équipement pesant entre 5 et 12 tonnes, sans compter l'entretien envoyé mensuellement. »

Tel est l'aveu de la propagande gaulliste, avec visa anglo-américain. Cela clôt le débat. Un débarquement ne peut être tenté que sur des territoires sans défense et nous ne savons que trop où ils se trouvent. Une fois de plus, la France et son empire feront les frais de l'expérience qu'on nous annonce. Mais cela ne calmera pas l'enthousiasme de nos péroreurs, qui ont pris l'habitude de dire merci des qu'on leur prend quelque chose. Ils sont prêts à absoudre et à encourager tous les rapts dont leur pays sera victime, parce qu'ils croient au miracle de la Tamise, de la Volga et de l'Hudson, comme ils ont cru, naguère, au miracle de la Loire et de la Dordogne. Ils continueront de paralyser de leur mieux les efforts surhumains des chefs acharnés à les sauver malgré eux. Et, sans lire entre les lignes des messages qu'échangent Staline et Roosevelt, ils continueront à faire fi des leçons qui, depuis deux ans, leur enseignent que les seconds fronts ne se font jamais que sur les terres de notre malheureux Empire, dont nos ex-alliés s'arrachent furieusement les lambeaux.

(10 octobre.)

Voyages diplomatiques...

MENACES SUR NOTRE EMPIRE

Si les guerres se gagnaient à coups de voyages, la victoire serait des maintenant assurée aux Anglo-Saxons. À peine M. Churchill a-t-il achevé son circuit Londres-Moscou-Ankara-Le Caire que M. Wendell Wilkie – on n'est pas pour rien du pays des recordmen – entreprend de boucler la boucle New-York–Moscou–Tchung-King–New-York. Et sitôt que sa performance est achevée, le maréchal Smuts vole du Cap à Londres...

En même temps, M. Roosevelt insiste auprès des chefs d'État de l'Amérique du Sud pour les persuader de faire le voyage de Santiago et de Buenos-Ayres à Washington. La fièvre ambulante sévit dans toutes les capitales des Nations Unies, de leurs satellites et de celles qu'elles souhaiteraient lier à leur sort. Et de ce tourbillonnement d'hommes d'État, de diplomates et de généraux, on nous donne chaque fois la même explication : il s'agit pour les Nations dites Unies de se concerter et de se mettre d'accord sur un plan de guerre.

Ainsi, depuis plus de deux ans, cette entente n'est pas encore faite. Ces alliés ne sont d'accord sur rien ni sur le second front, ni sur les moyens de neutraliser les sous-marins de leurs adversaires, qui font dans leurs marines des dégâts croissants, ni sur les buts de guerre à présenter à leurs compatriotes, ni sur la manière d'aider leurs chers alliés soviétiques, les seuls qui se battent au lieu de voyager et de discuter.

J'ai d'ailleurs tort de dire qu'ils ne sont d'accord sur rien. Il est un point au moins sur lequel l'accord est tacite, mais total : celui d'éviter les risques et de les laisser courir aux Soviets en leur renouvelant des promesses d'assistance qu'on tient peu ou pas du tout. M. Wendell Wilkie, manquant à la consigne d'hypocrisie générale, a jeté de là-bas un cri d'alarme sur la situation russe. Il a récidivé hier en disant aux journalistes américains que Moscou ne vit plus que dans l'attente du second front. Moscou confirme quotidiennement, et on sait maintenant que l'U. R. S. S. ne mendie plus seulement du matériel de guerre, mais des denrées alimentaires. Tous les territoires de grande production sont aux mains du Reich, qu'il s'agisse de production agricole ou de production industrielle. La brutale déclaration de M. Wilkie, si elle a choqué M. Sumner Welles, a eu pour commentaire la brutale réponse de Staline à M. Cassidy. Pourtant, depuis deux ans, Anglais et Américains affirmaient bruyamment qu'ils ravitaillaient leur vaillant allié, dont la radio américaine se borne à clamer chaque soir que les armées restent intactes. Mais, que ce soit sur les routes interminables qui contournent l'Afrique et remontent vers le golfe Persique, ou sur les routes de l'Extrême-Nord qui mènent à Arkhangelsk, les sous-marins et les avions de l'Axe coulent le plus clair des ressources expédiées et il a bien fallu l'avouer.

C'est pourquoi M. Churchill a cru devoir rassurer les Communes, inquiètes malgré tout de tant d'échecs dans tous les domaines, et a lancé cette formule savoureuse : De défaites en défaites, la Grande-Bretagne s'achemine sûrement vers la victoire, tandis que, de victoires en victoires, l'Allemagne marche inévitablement à la défaite.

Comme l'humour est un produit spécifiquement anglais, il n'est pas impossible que les gentlemen de la Chambre basse aient goûté cette pirouette, destinée à panser les blessures de l'orgueil impérial en lui faisant voir qu'on achetait la victoire par des procédés nouveaux. Mais, si M. Churchill est persuadé que les défaites de son pays lui préparent le triomphe final, à quoi riment ces voyages des alliés, leurs incertitudes, leurs déclarations contradictoires, leurs polémiques publiques sur le second front, leurs récriminations contre les visées qu'ils se prêtent mutuellement ? En réalité, les mots historiques, légèrement modifiés, prennent aujourd'hui un sens tragique. Et on imagine que même l'humoriste Churchill n'a pas dû avoir envie de rire quand Staline, lui montrant la carte du Caucase et de la Volga, lui a dit : « La route du pétrole est et restera barrée. » L'an dernier, on comptait sur l'hiver russe. Cette année, la foi chancelle : les territoires occupés par l'Allemagne ont été prodigieusement élargis ; les préparatifs du vainqueur pour affronter les rigueurs du climat sont au point et l'U. R. S. S., pendant ce temps, voit fondre ses hommes, ses ressources et son matériel, et c'est M. Wilkie qui affirme que la faim la guette. Alors ?

Eh bien ! Alors, il faut bien se dire que les Anglais et les Américains ont endormi Staline avec de bonnes paroles et un petit ravitaillement destiné à entretenir la confiance russe. Mais, accrochés pendant ce temps par leurs ennemis sur tous les océans et sur tous les continents, ils ne songent des maintenant plus qu'à eux. Et, hélas ! Songer à eux, c'est surtout songer à nous. De toutes ces conversations et de tous ces voyages, on a sans doute tiré la conclusion qu'il était urgent, non pas tant d'aider les Soviets qu'on sait déjà perdus, que de prendre des gages en compensation des pertes subies. Or ces gages sont entre nos mains. Ce sont les débris de notre Empire. Les visées se précisent particulièrement sur notre Afrique. Les convois sont signalés dans le golfe de Guinée, où déjà d'importants bâtiments ont été coulés. Les sénateurs américains disposent de l'A. O. F. et, cette semaine, dans sa causerie au coin du feu, M. Roosevelt a déclaré que le second front ne serait pas créé en Europe, mais en Afrique. Nous plaindrons-nous de n'avoir pas été avertis ? La menace est directe sur les possessions françaises d'abord, mais aussi sur les colonies espagnoles et portugaises, et une conférence vient de réunir à Madrid le général Franco et le président Salazar, désireux d'examiner en commun la menace qui pèse sur leurs deux pays, alors qu'ils ont manifesté et maintenu leur volonté de rester hors du conflit.

Cependant, le maréchal Smuts est à Londres, et ceci pourrait bien donner un autre son de cloche. Les débarquements américains vont grand train en Afrique du Sud, et ce n'est peut-être pas sans arrière-pensée. Est-ce que, par hasard, dans le temps même où les Anglais considèrent que la succession de la France est ouverte en Afrique, les Américains ne songeraient pas d'abord qu'elle doit être partagée et ensuite que la succession de l'Angleterre pourrait aussi s'ouvrir à brève échéance ? Cela expliquerait quelques réflexions amères et assez vives de la presse londonienne sur les visées d'hégémonie mondiale de leur grande alliée, pendant que la revue américaine Life déclare tout net que l'Amérique n'entend pas se battre pour garder un Empire à la Grande-Bretagne.

Quoi qu'il en soit, la France est dans la pensée de ces messieurs au premier rang des perdants. Il serait temps qu'elle s'en aperçût et cessât de rester sourde aux conseils du Maréchal, aux adjurations du Président Laval, à l'héroïque exemple des défenseurs sans espoir de Madagascar. « La vie n'est pas neutre, a dit le chef de l'État ; elle consiste

à prendre parti hardiment. » Le rôle de spectateur est moins confortable que ne le croient certains. Et nous paierions cher le ridicule et l'erreur d'avoir joué au badaud crédule qui, pendant qu'il applaudit béatement aux boniments des charlatans de Radio-Boston et de Radio-Daventry, se fait voler par leurs compères le portefeuille où il avait gardé ses dernières et si maigres économies...

(17 octobre.)

L'appel du Président Laval.

LA RELEVE

L'appel adressé cette semaine par le Président Laval aux ouvriers de France reste le fait capital de la vie nationale en ces jours où toutes les épreuves nées de la défaite s'aggravent des angoisses de ce début d'hiver, le quatrième depuis le début de la guerre, le troisième depuis notre effondrement. On voudrait être sûr que cet appel a retenti profondément dans tous les cœurs, aussi bien que dans toutes les intelligences. On voudrait être sûr qu'il ne s'est pas heurté à l'indifférence des uns, à la volontaire incompréhension des autres, et à ce refus de voir les choses telles qu'elles sont qui est devenu pour certains de nos compatriotes la forme suprême du patriotisme. Hélas ! Nous ne sommes ni sourds, ni aveugles. Si des ouvriers partent chaque jour, si des convois quittent la France pour l'Allemagne, nous savons bien que c'est à un rythme trop lent. À ce train-là, il faudrait des mois pour arriver au chiffre demandé par l'Allemagne. Et l'Allemagne n'attendra pas des mois, puisqu'elle dispose des moyens de tout obtenir en peu de jours. Sans le Président Laval qui s'est montré une fois de plus le défenseur passionné des intérêts français et des intérêts particuliers des ouvriers, la réquisition aurait déjà joué et les travailleurs seraient partis sans contrat, sans espoir de salaires à envoyer à leur famille, sans avoir la joie de savoir que leur départ avait en contrepartie ramené des prisonniers à leur foyer. Mais ce que le Président a jusqu'ici obtenu des autorités occupantes et du vainqueur, ce n'est qu'un répit et un délai que chaque jour rapproche de leur expiration. C'est ce que sa poignante allocution de mardi rappelait aux Français.

Elle leur rappelait aussi autre chose : à savoir que le sort qui sera fait à la France au jour du règlement définitif, le jour où il faudra obtenir de l'Allemagne cette paix la moins mauvaise possible qui, depuis le premier jour, a été la préoccupation dominante du Maréchal et du Président Laval, ce sort-là, c'est en ce moment qu'il se joue. Si la France montre ici, sous l'influence de propagandes détestables, une mauvaise volonté, un entêtement, une répugnance évidentes à respecter les engagements qu'en son nom a pris le Gouvernement, 'quels arguments ne fournira-t-elle pas à tous ceux qui, • en Allemagne, sont hostiles à la collaboration des deux pays et trouveront dans notre attitude un argument pour demander et peut-être obtenir qu'on nous traite simplement en pays conquis !

D'où vient donc qu'autour de ce problème de la relève se soient soudain raidies toutes les forces d'opposition aux efforts du Gouvernement ? Car, enfin, nos ouvriers ont vu revenir les premiers prisonniers libérés par le départ de leurs camarades. Accepteraient-ils la pensée que tous les foyers de France qui attendent un absent, tous les absents des Stalags qui attendent un retour, se voient, par eux, arracher une espérance qui vient soudain de les bouleverser d'émotion ? Accepteraient-ils même que, menacés aujourd'hui de la réquisition appliquée aux territoires occupés, leurs seuls camarades de l'autre zone soient embarqués pour l'Allemagne, pendant qu'eux-mêmes achèteraient de cette manière la sauvegarde de leur égoïsme ?

Qu'on ne nous parle pas d'un prétendu patriotisme qui seul dicterait leur refus de partir, puisque les Anglais et les Américains, qui leur crient : « N'allez pas travailler pour l'Allemagne », leur répètent chaque jour que les entreprises et usines françaises ne travaillent déjà que pour elle. Qu'on n'insiste pas sur les bobards imbéciles par lesquels les mêmes propagandes leur affirment qu'on veut les envoyer sur le front russe, alors que chaque jour des ouvriers français en congé viennent les documenter sur les conditions de vie et de travail dans les usines allemandes et que ceux qui sont à expiration de contrat s'empressent de les renouveler.

La vérité est que l'Angleterre et l'Amérique, dans leur propagande, redoutent bien moins l'aide qu'une main-d'œuvre supplémentaire peut apporter à l'Allemagne, qu'un geste de rapprochement entre la France et l'Allemagne qui ruinerait la politique de division continentale sur laquelle elles voudraient asseoir leur domination.

Beaucoup de choses ont séparé la France de l'Allemagne. Aucune ne les a peut-être séparées davantage que leur méconnaissance mutuelle. Rien n'a plus aidé à déchaîner les conflits que l'affirmation, acceptée comme un dogme, qu'entre Français et Allemands il n'y a pas d'entente possible. Or, voici qu'une occasion s'offre de contrôler ce prétendu axiome. Des Français, hier vaincus, approchent, côtoient des Allemands hier vainqueurs. Les plaies sont pourtant loin d'être guéries. Les blessures de l'amour-propre national sont encore à vif. Cependant, un leitmotiv revient dans les lettres des ouvriers français et dans leurs conversations quand ils rentrent Nous avons été traités par nos camarades, nos contremaîtres et nos chefs, comme leurs propres compatriotes. Aucune différence sur le plan social, ni sur celui de la vie matérielle, ni sur celui des loisirs... À quoi certains crient à la trahison. Indignations cousues de fil blanc ! En réalité, les Anglais se disaient : Si les Français viennent à s'apercevoir qu'ils peuvent s'entendre avec les Allemands, que devenons-nous, nous, les organisateurs et les profiteurs éternels des discordes continentales ? Ouvriers français, à qui l'on prétend d'une part que Laval vous bourre le crâne et d'autre part que la collaboration est possible, l'occasion vous est offerte de juger par vous-mêmes. Saisissez-la comme tant de vos camarades le font. Vous verrez ensuite où étaient les bourreurs de crânes...

Mais si, victimes des propagandes qui vous ont fait tant de mal, vous méconnaissez vos devoirs envers les prisonniers et envers la France, vous n'échapperiez pas au sort des peuples vaincus, et c'est, non plus en hommes libres que vous partiriez, mais en requis. Vous seriez contraints d'exécuter ce travail que vous entendez refuser, mais sans en retirer aucun avantage ni pour vous, ni pour vos familles, ni pour nos prisonniers, ni pour votre pays. Vous anéantiriez cet effort de compréhension mutuelle entre les deux peuples que viennent d'amorcer vos camarades.

Et, pourtant, vous ne seriez pas les seuls, ni même les principaux responsables, et je sais bien que beaucoup d'entre vous seraient déjà partis si ceux qui les conseillent n'abusaient trop souvent de leur influence sur eux. Et, faisant toutes les exceptions qu'il est équitable de faire, il est certain que, si un patronat gaulliste ou anglophile ne rejoignait dans leur propagande les meneurs communistes, les seconds auraient beaucoup moins d'action. Ce qui trouble les ouvriers, c'est que ceux qui devraient les guider freinent l'élan de leurs cœurs et les détournent d'un devoir qu'ils sentent spontanément. Un certain capitalisme, oublieux de ses devoirs, ne recule ni devant le mensonge, ni devant le chantage, ni devant la menace pour empêcher ses ouvriers de répondre à l'appel de la France. Il continue de s'imaginer que les camps de

concentration seront éternellement pour les uns et les conseils d'administration éternellement pour les autres. Il est temps de lui rappeler que la Révolution nationale, qui entend suivre le Maréchal et le Président Laval jusqu'au bout de son relèvement, ne se laissera arrêter ni par les moujiks de Staline, ni par les laquais dorés sur tranches de M. Winston Churchill...

(24 octobre.)

Les élections américaines.

BABBITT DEVANT LES URNES

Beaucoup de Français vont, ces jours-ci, envier les Américains. Non pas parce que, de l'autre côté de l'Atlantique, on vit mieux que de ce côté-ci ; d'ailleurs, les restrictions y ont fait aussi leur apparition. Non pas parce que leur fièvre patriotique les pousserait à s'enrôler sous les plis de la bannière étoilée. Non. Mais les Américains vont savourer une volupté dont nous sommes sevrés ; ils vont connaître une de ces joies auxquelles il a semblé si dur à beaucoup de Français de devoir renoncer. Pour tout dire d'un mot, ils vont voter.

Quels échos nostalgiques ce mot n'éveillera-t-il pas dans certains cœurs ! Beaux jours enfuis des réunions publiques, des affiches multicolores et diffamatoires, de la littérature électorale, des manœuvres de dernière heure, des « infâmes calomnies » qu'on « repousse du pied », des bagarres, des scrutins et des ballottages. Chez nombre de gens, ces images ravivent des regrets obstinés. Pour un peu, certains pasticheraient Virgile

« O heureux, trop heureux, ces Américains, s'ils connaissaient leur bonheur... »

Encore plus heureux si l'on songe que là-bas tout le monde est républicain, à moins qu'on ne soit démocrate. Il est vrai que cela empêche les concurrents de se traiter de réactionnaires, ce qui fut bien la satisfaction majeure de tant de candidats de chez nous. Encore n'est-ce pas certain : on est toujours le réactionnaire de quelqu'un, et l'Amérique ne doit pas faire exception à la loi commune.

Les Anglais, eux, ont ajourné leurs élections. Ils ont craint que la liste de leurs victoires et de leurs conquêtes n'alimentât qu'insuffisamment leurs panneauxréclame, en dépit de tous les noms de colonies françaises qu'ils eussent pu y inscrire. Mais l'oncle Sam, lui, n'a pas voulu priver ses neveux de leur joujou favori. L'âne et l'éléphant vont de nouveau s'affronter sous les yeux d'un peuple sportif qui oubliera pendant quelques heures Pearl-Harbour, les Philippines et les Salomon. La plus grande guerre que le monde ait connue couvre les cinq continents de ses ravages et de ses ruines. Les États-Unis, ayant mis le doigt dans l'engrenage, sont maintenant condamnés à passer le corps tout entier dans la machine à broyer l'univers. Les Roosevelt et les Wilkie, les amiraux et les généraux, les Cordell Hull et les Knox, les ambassadeurs et les techniciens se penchent sur les cartes, sur les problèmes, sur les statistiques. Mais on ne saurait se contenter de leur avis. Et voici le moment de demander sur tout cela l'opinion de Babbitt.

Hello, boy, que penses-tu de tout cela ? De l'occupation du Libéria et du bombardement de Rouen ? Du débarquement japonais aux Aléoutiennes et de la conscription ? De l'impôt sur le revenu et de la raréfaction du caoutchouc ? De l'aide à Staline et du rationnement du café ? Qu'en penses-tu ? Parle. Parle et souviens-toi.

Il y a quatre ans, on t'a fait choisir entre Roosevelt et Wilkie, adversaires irréconciliables qui n'avaient qu'un point de commun dans leur programme : l'un et l'autre te répétaient : Si c'est moi qui suis élu, tu n'auras pas la guerre... Tu as voté et tu

as eu la guerre. Tu n’as cependant pas à regretter ton vote, puisque aujourd’hui tous les deux sont d’accord et spécialement sur un point : ils tiennent à t’assurer que l’essentiel est de faire cette guerre qu’ils devaient t’éviter. Alors, qu’est-ce que tu risques ? Donne ton avis puisqu’on te le demande. Mais il n’est pas indispensable de te laisser croire que tu y changeras quelque chose. Hier, c’était, ou Blum, ou Reynaud. Aujourd’hui, Blum et Reynaud sont compères. Vas-y quand même. Nous connaissons cela et nous y sommes passés avant toi.

Tu aurais tort du reste de ne pas saisir l’occasion. Si tu n’en profitais pas, tu serais indigne de ton gouvernement, qui tient tellement à tes prérogatives que c’est surtout pour te les conserver qu’il te fait faire la guerre. Car tu sais bien que l’Amérique fait la guerre pour le triomphe de la démocratie. Or la démocratie se reconnaît à ceci qu’on y vote. Si tu ne votais pas, il n’y aurait plus de démocratie.

Tu comprends bien, Babbitt ? Tu croyais que la démocratie consiste à se gouverner soi-même et on t’a inculqué la haine des fascismes et des régimes autoritaires. Pourtant, te voici soumis à un régime aussi autoritaire que les fascismes européens. Tu croyais que la démocratie garantissait aux hommes la liberté individuelle. Pourtant, te voici privé de ta liberté, et les règlements auxquels on te plie rappellent terriblement, ceux contre lesquels on soulevait hier ton indignation. Tu croyais que la démocratie t’assurait une vie large. Pourtant, on te supprime ton auto ; on te rationne ton café ; on te voue à la conscription. Et, au nom de la démocratie, on réquisitionne des ouvriers dans les pays voisins pour les faire travailler dans les usines. On t’avait prêché la doctrine de Monroe base de la démocratie américaine, et on te demande où tu préfères aller te battre : en Europe, en Asie, en Afrique ou en Océanie ? Alors, songes-tu mélancoliquement, je ne suis plus en démocratie ? Mais si, Babbitt, mais si... puisque tu vas voter.

En y allant, sois fier et dis-toi que les Français, privés de tout, sont même privés de ce bonheur-là. Profites-en, te dis-je, pendant qu’il te reste. Évidemment, ce qui t’arrive est exactement le contraire de ce qu’on t’avait promis. Mais, ça aussi, vois-tu, Babbitt, c’est la démocratie...

Alors, bon courage pour mardi. Nous songerons à toi, au temps où nous jouions, nous aussi, à ce petit jeu, mais, vraiment, quand nous nous rappelons comment cela a fini pour nous, c’est sans beaucoup d’illusions que nous te souhaitons bonne chance.

(31 octobre.)

Les Américains en Afrique du Nord.

WASHINGTON, TE VOILA !

Le drame qui endeuillait la France a pris ces derniers jours un visage plus angoissant que jamais. Nous voici revenus aux pires heures de 1940. Nous contemplons, l'âme déchirée, le dépècement sauvage d'une portion de notre Empire que nous considérions presque comme la plus protégée et la plus invulnérable. Les libérateurs, appelés à grands cris par des malheureux qui se croient clairvoyants, sont arrivés avec leurs- canons, leurs avions, leurs chars, leur matériel cuirassé, leurs troupes déversées à flots sur des rivages déjà ensanglantés par la traîtrise de Mers-el-Kébir. Avec une hypocrisie cauteleuse dont nous commençons à prendre l'habitude, ils nous ont affirmé qu'ils venaient nous aider. Et les bombes ont plu, les artilleries ont tonné. Un immense carnage a marqué l'arrivée triomphale des hommes de M. Roosevelt. La rade de Casa est devenue un cimetière marin où des milliers d'hommes se sont ensevelis avec leurs bateaux. L'héroïque Jean-Bars a tiré jusqu'à son dernier obus. Puis il s'est couché sur le flanc, inutile et ruiné, symbole d'une résistance qui savait tout perdu, fors l'honneur. Oran, après une défense farouche, est tombé. En quatre jours, de cette province française que le monde nous enviait, il n'est rien resté entre nos mains. On a lu avec atterrement les dépêches annonçant le bombardement de Marrakech, l'occupation de Rabat. Les bûcherons de l'Arkansas et les planteurs du Missouri campent autour du mausolée de Lyautey, où la voix insensée d'un général français les avait appelés. La dissidence et la trahison ouvraient en même temps les portes d'Alger, où le traître Giraud, reniant sa parole d'honneur, luttait contre sa patrie sous le drapeau des envahisseurs.

Saluons les morts, très bas. Mais comment mesurer l'expression de notre indignation et de notre mépris à ceux qui, pendant que goumiers, légionnaires et marins se faisaient tuer, les poignardaient pour aller recevoir leur salaire des assassins de leurs frères ?

Un beau bilan, en vérité ! Une nouvelle dette de gratitude contractée par nous envers les Anglo-Saxons ! Grâce à eux, en un tournemain, nous avons perdu notre Empire : La famine nous guette, maintenant que le ravitaillement que nous en recevions est coupé. Et les troupes allemandes et italiennes, par un réflexe de défense dont personne, sauf les insensés, ne pouvait douter, campent maintenant sur tout notre territoire.

On sait aujourd'hui, par ce brouillon de lettre trouvé à, l'ambassade américaine de Vichy, quels sont les desseins secrets de M. Roosevelt : il a, lui aussi, promis de tout nous rendre. Mais son employé indique clairement qu'il n'est pour le moment question que d'assurer à l'Amérique de substantiels avantages économiques et un marché avantageux. Cyniquement, on y révèle les procédés utilisés, achat de journaux dociles, corruption par l'argent, calomnie déversée sur ceux qui prétendraient rester indépendants. Tout cela a réussi. M. Roosevelt peut marquer un point.

Pour combien de temps ? C'est lui-même qui semble tout à coup se le demander. Il invite sa presse à se garder des commentaires trop optimistes sur une action de guerre isolée. Il constate que les sous-marins et les avions de l'Axe font un terrible ravage dans sa marine, et le fidèle colonel Knox s'inquiète déjà du ravitaillement de ce corps expéditionnaire assurément considérable, mais éparpillé sur un territoire dont l'immensité vient de lui apparaître tout à coup. La Tunisie ne sera-t-elle pas occupée par l'Axe avant que les vaillantes troupes américaines aient pu l'atteindre ? En attendant, les occupants ne perdent pas leur temps et leur premier souci a été de rapporter toutes les mesures antisémites prises par le gouvernement du Maréchal. Car, des que les gens de Roosevelt ou de Churchill arrivent quelque part, les juifs sont les premiers servis.

Les Anglais sont là aussi. Des qu'il s'agit de bombarder, on peut compter sur eux. Surtout, bien entendu, des villes sans défense. Magnifiques et héroïques spécialistes de l'assassinat aérien. Comme il les connaissait bien, leur compatriote Richard Aldington, qui, dans son livre, La mort d'un Héros, paru il y a une douzaine d'années, disait d'eux, page 156 : That nation of sportsmen and mariners exal in the twin arts of having a sinking ship and kicking a man when he is down.

« Cette nation de sportifs et de marins est passée maîtresse dans ces deux arts jumeaux : abandonner un bateau qui sombre et frapper un homme à terre. » A croire qu'il avait prévu Dunkerque, Mers-el-Kébir et l'interminable suite de ces exploits.

Quant aux Américains, je crains bien de les avoir calomniés au cours d'une précédente causerie. Est-il possible que j'aie dit d'eux qu'ils n'avaient pas de traditions ? À y regarder de près, et à les contempler dans leurs récentes performances d'Afrique du Nord, il me semble au contraire qu'ils en ont et de tenaces.

En 1754, déjà, nous luttions, outre-Atlantique, sous les ordres du magnifique Montcalm, contre les Anglo-Saxons, que certains de nos compatriotes considèrent comme nos amis héréditaires. Il arriva qu'un de nos détachements fut cerné, dans l'Ohio, par une troupe britannique très supérieure en nombre. Son chef voulut épargner une effusion de sang inutile et s'avança, protégé par le pavillon des parlementaires, vers l'officier qui commandait les Anglais. Celui-ci, un lieutenant-colonel, regarda venir M. de Jumonville, attendit qu'il fût à dix pas, puis, sans un signe d'avertissement, commanda le feu. M. de Jumonville tomba raide mort.

Ce lieutenant-colonel était un Américain au service de l'Angleterre. Il s'appelait George Washington et il occupe une place de choix dans le Panthéon des gloires des États-Unis.

Nous avons la mémoire courte ? Nous avons oublié Washington, quoi d'étonnant ? Nous avons bien oublié Wilson, et il n'est pas impossible que, dans vingt ans, nous ayons oublié Roosevelt.

Mais nous pensons que Giraud, lui, sait son histoire et n'a pas oublié. Quand, en 1918, les Américains arrivèrent chez nous, ils crièrent : La Fayette, nous voilà ! Nous espérons bien que lorsque, après avoir mitraillé nos soldats, nos aviateurs et nos marins, les pirates aériens de Roosevelt sont venus saluer le général félon, celui-ci n'aura pas manqué de leur dire, en souvenir de M. de Jumonville, assassiné par eux il y a deux siècles : « Washington, te voilà ! »

(14 novembre.)

Félonies et dissidence en Afrique du Nord.

LES QUARANTE SECONDES

En quelques jours, nous venons de toucher le fond de l'épreuve et l'humiliation. Deux ans de chuchotements mystérieux, de conciliabules de café, de distributions de mots d'ordre donnés par Londres, de pseudo héroïsme recuit dans des cervelles exiguës nous ont menés à ce beau résultat. La France, au lieu de se serrer avec discipline autour du Chef auquel était lié son salut, a mieux aimé écouter des charlatans et a pris pour du patriotisme les extravagances de matamores en disponibilité. Rien ne nous a été épargné. Nous avons vu des malheureux, dont la débilité intellectuelle confond, saluer de cris d'allégresse l'agression américaine ; nous avons vu les juifs, relevant la tête, renifler déjà leurs prochaines vengeances ; nous avons vu les stratèges en chambre délirer sous la pluie de fausses nouvelles que déversaient sur leurs crânes les radios étrangères ; nous avons vu de faux grands soldats chercher dans la dissidence la revanche de leurs amours-propres froissés, des généraux battus demander à la guerre civile les lauriers que leur avait refusés la guerre étrangère, offrir à l'envahisseur les talents militaires qui les conduisirent naguère en trois semaines de la Meuse à la Garonne et solder, pour trente deniers payables en dollars américains, des paroles d'honneur au rabais...

La voix du Maréchal, une fois de plus, a remis les choses au point. Trahi par ceux en qui il avait mis le meilleur de sa confiance, loin de se laisser abattre, il nous a redit avec force que le devoir est simple et consiste seulement à obéir au chef en qui s'incarne la Patrie.

Naturellement, les traîtres avaient préparé leur riposte. Ils expliquent que le Maréchal n'est plus libre, et que la radio de Vichy est contrôlée par l'Allemagne. Ce mensonge, aussi insultant que grossier, est vraiment admirable dans la bouche de gens qui choisissent, pour parler d'indépendance, le moment où eux-mêmes ne sont plus que les employés d'un gouvernement étranger, usurpateur insolent de notre souveraineté. Le premier soin de ce gouvernement a d'ailleurs été d'abroger toutes les mesures prises par le Maréchal, ce qui suffit à démasquer les cauteleuses insinuations de l'ex-amiral Darlan quand il se dit l'interprète en Afrique du Nord du chef qu'il a trahi. On libère les communistes ; on rétablit les juifs dans leurs droits ; les importés du Far-West se mettent à traiter nos protégés arabes et musulmans comme leurs ancêtres traitèrent autrefois les Indiens du Nouveau Monde. Et on ne laisse même pas à un Béthouard, à un Noguès, à un Giraud ou à un Darlan le soin de signer l'ordre de mobilisation qu'un général américain lance à ses nouveaux soldats. Les radios anglaise et américaine se renvoient d'ailleurs, avec des mots aigres-doux, des mercenaires méprisés. Comment le traître de Gaulle ne se plaindrait-il pas de la concurrence déloyale de ces nouveaux venus ? La dissidence refuse du monde. Mais croit-on que Londres ait oublié le temps où Darlan traitait les Anglais de voleurs de grand chemin et criait « L'Angleterre paiera ! » ? Roosevelt déclare qu'il n'envisagera jamais un accord avec le gouvernement de Vichy, qu'il a cependant reconnu pendant deux ans et auprès duquel il a entretenu une représentation diplomatique dont les plus aveugles savent aujourd'hui à quoi elle servait.

Il ajoute que Darlan lui a été commode pour gagner du temps et économiser des vies américaines, mais qu'il n'a passé avec lui que des accords d'opportunité sans engagement. On entend, à travers toutes ces déclarations, le mot de l'Aiglon à Marmont, le mot qui, tôt ou tard, siffle aux oreilles de tous les traîtres je vous jette à présent, puisque vous êtes vide...

Certains plaident cependant les circonstances atténuantes pour tel ou tel d'entre ces malheureux, sous prétexte qu'ayant remporté quelques succès au cours de la dernière guerre il est pardonnable de ne pas accepter la défaite. Comme si la patrie se dissociait ou se morcelait ! Comme si la solidarité nationale ne jouait pas autant et davantage dans le deuil que dans la gloire Le Maréchal n'avait, lui, tout au long de sa carrière, connu que des victoires, et il ne s'en est pas moins chargé du fardeau de nos désastres. Quand le vainqueur de Verdun donne cet exemple d'abnégation, le très provisoire vainqueur de Narvik a-t-il encore une excuse ?

Le résultat de tous ces crimes, de toutes ces folies, aura été de nous faire perdre tout ce que la clairvoyance du Maréchal nous avait sauvé. Deux années de dilettantisme politique et de sentimentalisme paresseux portent aujourd'hui leurs fruits. Le chancelier Hitler, dans sa lettre au Maréchal, a écrit : « Au moment de l'armistice, l'Allemagne n'a pas empiété le moins du monde sur la souveraineté du gouvernement français sur son empire colonial. »

Que cela plaise ou non, ces paroles expriment une vérité qui saute aux yeux. Aujourd'hui, tout cela est perdu, volé par de prétendus libérateurs ou livré à eux par de prétendus Français. En quatre jours, le mot empire a été rayé de notre vocabulaire national. Les milliers de morts qui se sont sacrifiés pour l'empêcher ont vu leur sacrifice annihilé et leur héroïsme neutralisé par des gens qui mettaient l'indiscipline au premier rang des vertus militaires et la trahison au premier rang des vertus patriotiques. Le Maréchal nous avait pourtant avertis : « Un pays vaincu, s'il se divise, est un pays qui meurt... »

Pour sauver ce qui lui reste et conserver l'espoir de reconquérir un jour ce qui en est momentanément arraché, il n'y a plus une minute à perdre. La France ne peut plus s'offrir le luxe de nouvelles fantaisies meurtrières en ces jours que le Maréchal vient de qualifier de tragiques. Trop de défaillances ont été jusqu'ici tolérées. Trop de complicités amnistiées. Trop de personnages suspects se sont flattés d'une immunité déconcertante. Trop de morts sont tombés pour que leurs cercueils servent simplement de marchepieds aux candidats à la trahison. Il ne faudrait pas qu'on pût croire, au lendemain de Casa et d'Oran, que le sang de nos marins et de nos soldats paraît moins précieux à certains que celui d'un quarteron de responsables arrogants, hébergés dans des résidences aussi dorées que forcées.

Le mal est profond. Certains cherchent leur devoir, à travers tant de deuils et d'épreuves. Défini par le Maréchal, ce devoir est tout entier résumé dans le dialogue cornélien qui se déroula lors des derniers jours de la résistance malgache. On se souvient de cet industriel français rencontré par des Anglais, mis en joue par eux et interrogé : « Français ou gaulliste ? » – « Français », répondit-il sans hésiter. Et il tomba, frappé à mort. La victime et ses bourreaux étaient d'accord : être gaulliste, c'est cesser d'être Français.

Tel est notre fil d'Ariane en ces moments où la France joue sans doute sa dernière chance. On pense au mot de Claudel : « On nous met le Ciel et l'Enfer dans la main et nous avons quarante secondes pour choisir. »

Puissent les tragiques événements que nous vivons, puissent les messages du Maréchal et du Président Laval rappeler à tous les Français que, pour ce choix terrible, les quarante secondes ont commencé de courir !

(22 novembre.)

La trahison des chefs militaires.

NUIT SUR LA FRANCE

Nous avions, en juin 1940, connu une des pires humiliations militaires de notre histoire. En ce mois de novembre 1942, nous venons de toucher le fond d'un abîme dont le Maréchal avait mesuré la profondeur, mais où des malheureux n'ont pas craint de nous précipiter pour la seule satisfaction d'un amour-propre maladif. Tout est aujourd'hui perdu, tout – y compris l'honneur. Car, dans cette effroyable déroute, les biens matériels sacrifiés ne sont rien auprès du, patrimoine de traditions et de vertus qui vient d'être foulé aux pieds par ceux que nous considérions comme ses gardiens naturels.

Le Maréchal – je l'ai répété cent fois devant des dizaines de milliers de Français de la Métropole et de l'Empire – nous avait, au lendemain de l'armistice, sauvé notre flotte et notre Empire, deux biens dont il est presque sans exemple dans l'histoire qu'un vainqueur en ait laissé la jouissance au vaincu. Par l'incompréhension, l'indiscipline et la forfanterie de matamores en uniforme, tout cela nous est aujourd'hui ravi. L'armée d'armistice elle-même, qu'ils n'arrivaient pas à rassembler, n'est plus qu'un souvenir. La plupart de ceux qui avaient la charge de la former et qui devaient lui enseigner les dures vertus de la servitude militaire n'ont cherché qu'à se constituer une troupe dérisoire pour pronunciamientos d'opérette. Eux, en qui des générations incarnèrent l'honneur du pays, ont trouvé naturel de jouer de leur parole et, prétendant se libérer des rudes contraintes qu'elle impose, ils ont fait du parjure, pratiqué avec désinvolture, le critérium du vrai patriotisme.

La médiocrité de leur intelligence est d'ailleurs apparue exactement correspondante à la fragilité de leur sens de l'honneur.

Ces battus, qui, depuis la guerre qu'ils avaient perdue, se distribuaient gravement des -décorations et des avancements, ont profité de leur entraînement à la défaite pour tenter de nous faire perdre la paix.

Avec les mêmes enfantillages désarmants, d'ailleurs ! Les complots de petits papiers, les documents confidentiels qu'on perd en route, les généraux qui prennent le maquis, les états-majors fabricants de faux passeports et de pièces d'identité truquées, tout le lot des niaiseries qui marient la légèreté du sous-lieutenant aux divagations du breveté, tout cela devait inévitablement faire avorter en tragédie ces sinistres bouffonneries.

Après avoir ouvert les portes de notre Afrique du Nord à l'invasion étrangère et à la guerre civile, on a vu généraux et amiraux se disputer les faveurs de leurs nouveaux maîtres et revendiquer, à qui mieux mieux, les droits de l'ancienneté ou les privilèges du choix pour les promotions de la trahison. Ces maîtres, cependant, ouvrant les prisons, en faisaient sortir vingt-sept communistes qu'une justice, militaire elle aussi, tenait soigneusement en réserve dans des geôles bienveillantes. L'Afrique du Nord livrée aux Yankees, aux juifs, aux bolchevistes français et espagnols, l'Algérie, le Maroc et la Tunisie, hier paisibles et prospères, transformés en champ de bataille, la France entière

occupée, notre armée évanouie, notre marine égarée par son chef suprême, nos soldats trahis par les leurs, notre flotte, hier glorieuse des victoires de Dunkerque, de Mers-el-Kébir et de Dakar, trouvant dans un sacrifice stérile le tombeau que lui avaient refusé les combats, tel est le bilan d'un affreux chapitre de nos annales, que les historiens intituleront plus tard : « La grande trahison de l'Armée française ».

Chacune des phrases de la lettre du chancelier Hitler, en dépit de la modération du ton, nous atteignait comme un soufflet. Était-il possible qu'à la face de monde on pût nous dire que nos généraux, nos amiraux, nos officiers avaient en masse forfait à l'honneur ? Était-il possible que nous n'eussions aucune protestation à élever contre des griefs aussi accablants ? Depuis l'armistice, le, Maréchal nous demande de l'aider à relever la France par le travail, l'abnégation, le sacrifice et l'obéissance aveugle à ses ordres. Et il fallait nous entendre rappeler que ceux qui auraient dû enseigner ces vertus à la jeunesse les avaient bafouées et méprisées dans le temps même où leurs propos de popote et leurs allocutions revanchardes ne cessaient de les invoquer !

Toute cette jeunesse qu'on leur a imprudemment confiée, ils l'ont ainsi empoisonnée depuis deux ans, la trompant sur tout, l'exaltant dans le vide pour des causes chimériques et perdues d'avance, l'habituant à préférer aux amères et salutaires leçons de l'abnégation personnelle l'ivresse artificielle d'un héroïsme de pacotille. Abusant du prestige que la défaite même laissait chez nous à l'armée, ils se sont prétendus les seuls gardiens de la fierté nationale, allant jusqu'à insinuer que le Maréchal, à qui ils avaient juré fidélité, finirait bien par approuver leurs équivoques manœuvres.

En même temps, ils accusaient de trahison ceux qui, n'admettant pas qu'on ruse avec la parole donnée, acceptaient sans discuter les ordres du Maréchal et de son gouvernement et rappelaient qu'on n'est digne de commander qu'à la condition de savoir obéir. Incapables de se hausser aux grandes vues historiques d'avenir, butées dans une conception étriquée et scolaire des rapports franco-allemands, ils se croyaient bons Français parce qu'ils envisageaient avec sérénité de se mettre aux ordres de Churchill et de Roosevelt.

Ils traitaient en suspects les officiers fidèles et loyaux qui sauvèrent, dans ces jours sombres, l'honneur de l'uniforme français. Ils prétendaient travailler au relèvement de la France, parce qu'ils attendaient de l'étranger le maintien de leur situation et la revanche de leur vanité. Mais tout cela se juge au résultat. Et le résultat est sous nos yeux. Ces malheureux peuvent être fiers de leur œuvre.

Par eux, le drapeau français a été amené sur toutes les terres où il n'avait cessé de flotter depuis l'armistice. Par eux, nous avons connu l'humiliation d'être désarmés par un vainqueur qui, il y a huit jours encore, nous laissait une chance de réhabilitation. Ce pendant, la rade de Toulon devenait le cimetière de soixante bâtiments qui restaient notre orgueil et notre espoir. Le Foch, le Colbert, le Strasbourg, le Dunkerque, le jean de Vienne, la Marseillaise, l'Algérie, la Provence ne sont plus que des noms d'épaves. Londres, Washington et Moscou peuvent illuminer. Jamais elles n'auraient espéré avoir raison à si bon compte de la marine française. Et on comprend l'allégresse de la presse britannique, débarrassée enfin, pour l'après-guerre, du cauchemar d'une concurrence navale qu'elle avait juré d'anéantir. La France, elle, regarde avec une stupeur hébétée ces massacres et ces ruines et ne parvient plus à discerner la part du patriotisme traditionnel de la marine et celle des propagandes perfides dans une catastrophe qui la déchire.

Sans armes, sans armée, sans marine, sans Empire, elle voit la pègre judéo-saxonne brocanter avec un rire insultant, sur les marchés de la dissidence, des képis brodés d’étoiles et de feuilles de chêne. Cependant que le vainqueur de Verdun, ployant sous le faix d’un deuil qu’il avait héroïquement éloigné de nous, se voit trahi par les vaincus de 41940 qu’avait protégés son auréole. À sa passion rien décidément n’aura manqué, – pas même le baiser de Judas.

Désarroi des intelligences, ravage dans les cœurs, la nuit est partout. À la France qui veut encore réfléchir, qui ne se gave pas avec ivresse de propagandes frelatées, qui sait que tout se mérite et que tout se paie, – à cette France-là de savoir si elle veut enfin abjurer ses puériles illusions, son goût dépravé du mensonge, pour que sa passion d’aujourd’hui ne soit, elle aussi, que la préface de la résurrection...

(29 novembre.)

Le pillage de l'Afrique du Nord par les Anglo-Saxons.

LE DRAPEAU SUR L'EPAVE

Le rideau vient de tomber sur l'acte le plus shakespearien du drame où, depuis deux ans, se joue notre destin. Et il ne nous reste plus au cœur que l'angoisse du dénouement final.

Il y a un mois, les insouciants et les paresseux nourrissaient encore les chimères dorées avec lesquelles ils avaient accoutumé de vivre. Il n'était guère de Français qui ne prît un plaisir de dilettante à choisir son vainqueur selon ses propres commodités dans le lot universel des belligérants dont l'armistice nous avait retranchés. Il n'en était guère qui ne supputât les chances d'un retour de la prospérité et qui, après avoir pieusement écouté la radio anglo-saxonne, n'assignât à ce retour une échéance prochaine.

Le drame de novembre a mis tout de même une sourdine à des manifestations dont la décence était aussi -absente que la clairvoyance. Non qu'il ait découragé l'optimisme ou contrarié les prophètes, qui sont plus péremptoires que jamais. Mais le plus aveugle sent confusément que les pronostics d'hier ont perdu beaucoup de leur prix, maintenant que la disparition de notre armée, de notre flotte et de notre empire, fait de nous des gens qui n'intéressent plus personne, puisque nous ne disposons plus de rien pour nous faire respecter.

Mes auditeurs me pardonneront peut-être de leur répéter une fois de plus un mot dont j'ai jalonné mes causeries, pour les mettre en garde contre les illusions. Il prend une valeur particulière aujourd'hui. Et sans doute, Français, saisirez-vous, mieux qu'il y a quelques mois, ce que voulait dire la Saturday Evening Post quand elle écrivait : « La France d'après la défaite est une épave dont chacun peut faire ce qui lui plaît ».

Une épave... Le mot résonne en nous avec une intensité particulièrement déchirante au moment où nos marins, le cœur serré, écoutent se répercuter les dernières explosions de leurs navires incendiés dans la rade de Toulon ; au moment où les meilleurs et les plus fidèles de nos officiers, victimes de la déloyauté de chefs, sans honneur, se voient contraints, la mort dans l'âme, d'abandonner un uniforme qui symbolisait pour eux le dévouement et le patriotisme ; au moment où, lambeau par lambeau, sont arrachées à la patrie les terres impériales dont la conquête a constitué, depuis des siècles, la plus pathétique des chansons de geste.

Oui, une épave... Parce qu'il a plu à des ambitieux, à des vaniteux ou à des sots, à des calculateurs et à des hypocrites, de travailler contre leur chef ou de se dresser contre lui ; parce que, si la France puissante excitait la jalousie, la France ruinée n'excite plus que la convoitise ; parce que, devant nos richesses, notre sol, nos ressources tombées en déshérence, tous les candidats à notre succession entreprennent une course de ruse et d'audace pour s'assurer leur part.

Les États-Unis, partis les derniers après s'être appliqués à essouffler les autres, espèrent arriver bons premiers. D'autant que les scrupules ne les embarrassent guère. À peine débarqués sur nos terres, ils y violent sans vergogne des lois que le vainqueur

même avait respectées. La mobilisation générale est une flagrante usurpation de souveraineté. Mais s'imagine-t-on qu'un général yankee s'attarde à ces vétilles ? Ces Français sont justes bons à épargner sur les champs de bataille les précieuses vies d'un corps de débarquement assez difficile à renouveler.

Quant aux Anglais, ils songent d'abord à manger. Au moment où la famine va s'installer chez nous, parce que nous perdons les terres nourricières qui nous en avaient jusqu'ici protégés, les Anglais annoncent au monde que vont arriver chez eux les oranges, les dattes, les figues, les bananes, le cacao et le café que viennent de leur offrir, au nom de la France libérée et reconnaissante, les Giraud, les Darlan et les Boisson. Le ministre du Ravitaillement de Sa Majesté fait savoir qu'on s'occupe de réunir la flotte nécessaire pour amener sur les tables d'Albion ce qui, hier, ornait les nôtres. Belle réponse à ceux qui, chez nous, écoutaient béatement chaque soir le braillard de New-York terminer son émission par ce slogan qui berçait tant de rêves : la France sera libérée et ravitaillée.

En même temps, les dépêches qui nous arrivent de là-bas nous ouvrent les plus inquiétants horizons sur les arrestations, les incarcérations, les assassinats. Plusieurs officiers français, coupables seulement d'être fidèles, eux, à leur parole et à leur uniforme, ont été fusillés sans jugement par les Américains ou les Français à leur solde. Quiconque a servi en Afrique du Nord la France du Maréchal est décrété gibier de, camp de concentration ou de peloton d'exécution, maintenant que juifs, francs-maçons et communistes ont une armée à leurs ordres.

Cependant, le pillage de l'épave se poursuit scientifiquement. À Tanger, plusieurs centaines d'ingénieurs chargés des prospections minières sont déjà à pied d'œuvre. Et on nous annonce que Washington va envoyer des techniciens pour orienter la production du pays dans le sens le plus favorable à l'économie américaine.

« Pour nous rendre un jour ces terres en pleine prospérité », continuent de ronronner des incurables qu'il serait temps de réduire au silence. Faut-il rappeler à ces écervelés qu'après l'autre guerre les Américains n'acceptèrent jamais d'effacer la moindre somme sur l'ardoise des dettes qu'ils n'ont jamais cessé de nous réclamer ? Et on voudrait que ces Shylock aient l'intention de nous rendre par pure amitié des terres qui leur auraient coûté tant d'argent, tant de matériel et tant d'hommes ! On voudrait que les Anglo-Saxons, qui, vainqueurs avec nous il y a vingt-cinq ans, nous ont trahis ensuite dans tous les domaines, se montrent tout à coup généreux et désintéressés maintenant que nous ne représentons plus pour eux qu'une proie profitable !

Pourtant, de toutes les mesures annoncées par nos pilleurs d'épaves, il en est une qui apparaît si instructive qu'elle devrait ouvrir tous les yeux. On nous a fait savoir, en effet, que l'Angleterre proposait la naturalisation à tous les Français qui se sont rangés aux côtés de la dissidence. Ainsi est-il établi que, pour les Anglais, il n'y a pas de meilleure façon de libérer les Français que d'en faire des Anglais. On 's'en doutait déjà. Le décret qui vient d'être pris ne permet plus l'incertitude.

Que ceux qui ne croient plus à la France profitent donc de cette offre. Qu'ils aillent du côté où on paie bien, où on mange bien et où la trahison rapporte des titres, des galons et des traitements. Qu'ils s'en aillent et nous laissent entre Français. Serrés autour des morts de Mers-el-Kébir et de Dakar, de Palmyre et de Fianarantsoa, de Casablanca et d'Oran qui, eux, croyaient à la parole donnée, à la fidélité, à la discipline,

au Maréchal et à la France, nous refusons, quant à nous, aux porteurs de dollars et de livres sterling d'amener sur notre épave le pavillon déchiqueté qui continue d'y flotter.

(6 décembre.)

La trahison du gouverneur Boisson.

L'A. O. F. VENDUE PAR SON CHEF

Comment oublierais-je ce jeudi 26 mars 1942, où l'avion d'Air-France me débarquait à sept heures du soir sur l'aérodrome d'Ouakam ? Salué à mon arrivée par le représentant du Gouverneur général, une auto poussive m'emmenait aussitôt à Dakar, où nous avions juste le temps de dîner avant la conférence que je devais donner le soir même.

Je revois, au premier étage de la Résidence, le gouverneur Boisson qui m'attend au haut du grand escalier. Sa boiterie profonde, reste d'une glorieuse blessure de 1914, confère à sa démarche quelque chose qui en accentue la majesté. Une tête puissante, un regard impérieux, un accueil à la fois chaleureux et mesuré donneraient à quiconque ne connaît de la défense de Dakar que les versions courantes l'impression qu'on est en présence d'un héros tranquille et sûr. Quand on sait, on demeure incertain entre la méfiance et l'absolution. Car, enfin, ce héros malgré lui n'a pris position contre l'agression anglo-saxonne de septembre 1940 que sous la pression des marins. Mais n'a-t-il pas, depuis lors, fait peau neuve et résolu d'immoler sa personnalité à son personnage ? Pendant le dîner, la conversation se déroule, normale. On parle du Maréchal, de la France qu'il incarne providentiellement. Les convives, courtois, approuvent d'un regard officiel. Le Gouverneur général, lui, renchérit. Tout à l'heure, en quels termes élogieux ne me présentera-t-il pas au vaste auditoire qui déborde du hall de la Chambre de Commerce jusque sous les palmiers de la place où des haut-parleurs ont été disposés. Lancinants, cependant, me reviennent les souvenirs de ses origines politiques, de son rôle en A. E. F., de son attitude de septembre. Mais faut-il lui tenir rigueur de ce passé qu'il semble avoir abjuré ? Faut-il refuser de croire à la sincérité des protestations de loyalisme qu'il ne cesse de prodiguer ?

Le soir, en me raccompagnant, il me dira sa satisfaction d'avoir vu l'impression produite par mes paroles, surtout, me dit-il, sur les officiers, particulièrement sur les jeunes. Et le lendemain, comme je vais m'envoler vers Conakry, il insiste en me serrant longuement la main : « Puisse le Maréchal nous envoyer souvent des messagers comme vous. Revenez-nous bientôt. »

Voilà, tel que je l'ai vu, l'homme qui a cédé, je ne dis pas sans combat, mais même sans menace – car il n'y avait au large de Dakar ni Allemands, ni Anglais, ni Américains – l'incomparable territoire dont il avait la garde. Hier, M. Boisson jurait au Maréchal de lui garder un empire ; aujourd'hui, d'un trait de plume, il livre cet empire à un général américain.

Pourquoi user nos forces dans des indignations stériles ? Mais comment ne pas nous sentir désespérés et un peu amers en constatant que nous ne cessons de payer d'un prix si lourd notre confiance imprudente en des convertis qui ne cherchaient, dans leurs provisoires amendes honorables, que l'alibi dont ils avaient momentanément besoin ?

Le Maréchal, avec une grandeur d'âme qui avait touché tous les Français, a répété à maintes reprises qu'il aurait toujours des indulgences prêtes pour ceux qui, se trouvant

au moment de l'armistice loin de la Patrie, avaient pu de bonne foi se laisser égarer. Mais comment avoir pitié des autres ? De ceux qui savaient ? De ceux qui le voyaient, qui l'entendaient et qui le trompèrent, lui prodiguèrent des serments par lesquels ils assuraient leur situation et leurs places et qui, ayant reçu de lui postes de confiance et postes d'honneur, avaient déjà médité leur trahison dans le temps même où ils arboraient une francisque destinée à leur servir à la fois de paravent et de bouclier ? L'hostilité se pardonne. Mais cette duplicité ?

Et pourtant, un Boisson qui met soudain à nu son hypocrisie calculatrice et intéressée, comme un Darlan qui mûrit patiemment à l'ombre du pouvoir une ambition née dans les antichambres politiciennes, ce ne sont que des noms de plus dans une liste déjà longue et qu'aura, hélas ! enrichie la puissance, irrésistible pour certains, de la propagande par le dollar. Ce qui demeure déchirant, c'est qu'il aura suffi de quelques trahisons trop prévues pour livrer malgré eux tous ceux qui, de toute leur âme, voulaient rester fidèles.

Ceux-là aussi, je les ai vus en A. O. F. Officiers, soldats, fonctionnaires, colons des postes du désert ou des villages de la brousse,` méharistes de Mauritanie, planteurs de la Guinée, du Dahomey et de la Côte d'Ivoire, administrateurs de cercles qui payaient d'une carrière méconnue leur résistance obstinée au chantage des puissances maçonniques, jeunes hommes aux regards directs et fervents de nos colonies militaires du Souda et du Niger, mes amis et mes confidents d'un jour ou d'une heure, entre deux escales d'avion, vous qui ne songiez qu'au Maréchal, incarnation de la Patrie, vous voici livrés, pieds et poings liés, par l'homme qui a cyniquement joué de sa confiance. Légionnaires de l'Afrique noire qui me receviez à Abidjan, en ce matin des Rameaux, ou qu'assemblait à Saint-Louis votre chef Marionnet, aujourd'hui désespéré d'être isolé de vous, vous voici offerts en holocauste à un général américain. Et vous, marins du Richelieu, du Gloire et du Montcalm, héroïques survivants du Bévéziers, sans aucun égard pour vos traditions et vos exploits, Boisson vous réduit à l'impuissance en attendant qu'il ait statué sur votre sort et celui de vos bâtiments.

Je ferme les yeux. Je vous revois tous. De BirMoghreim à Zinder, de Port-Etienne à Niamey, de Conakry à Porto-Novo, quelle image splendide vous m'aviez laissée qu'une France intacte dans vos cœurs ! Ce soir du jeudi saint où, sur le blockhaus de Zinder, nous regardions amener les couleurs dans le bref crépuscule du désert, aux notes poignantes d'un clairon de France sonné par un tirailleur noir, qui eût pu penser qu'un tel trésor de ferveur et de fidélité serait foulé aux pieds par celui qui en avait la garde ?

Je vous revois, soirée de Dakar au grondement sourd des exercices d'alerte, nuit chaude de Conakry sous les manguiers étoilés de lampes multicolores, matinée ensoleillée au bord de la lagune d'Abidjan, crépuscule de Cotonou au soyeux murmure de la mer et au bercement. des palmes, cinémas à ciel ouvert de Niamey et de Zinder dominés par le portrait du Maréchal, assemblée fervente de Kaolack sous l'écrasant soleil d'un midi tropical, foules bariolées qu'illuminaient de leurs clartés violentes les lampadaires de Bamako au soir de Pâques, délicieux dépaysement de Saint-Louis où s'évoquait la vieille France du XVIIIe siècle, longue veillée dans le bordj de Bir-Moghrein et dans le poste de Port-Etienne, faisceau prodigieux et pathétique de cœurs français, noué des trois couleurs, je sais bien, nous savons bien que, malgré tout, la trahison de Boisson n'est pas la dissidence de l'Empire.

Mais la seule espérance qui luise encore dans notre ciel dévasté, c'est qu'à la lumière même de l'épreuve qui nous accable la France comprenne enfin que l'heure est cette fois venue de faire le tri entre ceux qui lui furent toujours fidèles et les convertis intéressés à qui nulle palinodie n'aura coûté, pourvu qu'elle leur permît de garder leur place et de consommer leur trahison...

(13 décembre.)

Quand le Président Laval parle aux journalistes.

13 DECEMBRE...

Une salle de l'Hôtel de la Paix, quartier général de la presse à Vichy. Une soixantaine de journalistes, convoqués par le Président Laval, y sont rassemblés. Les armes usuelles de la profession – crayons, stylos, bloc-notes – sortent des poches. Elles ne seront, ce soir, d'aucune utilité.

Le Président est arrivé, son éternelle cigarette aux lèvres. Il serre au passage quelques mains, échange quelques mots, affable et cordial. Il a pris place derrière une petite table de bois blanc. Il parle.

D'abord d'une voix unie et qui semble volontairement neutre, une voix qu'il maintient basse et, dirait-on, confidentielle. En quelques 'phrases, il rappelle qu'il aime s'entretenir, quand il le peut, avec ceux qui sont chargés de transmettre à l'opinion les vues et les volontés du Gouvernement. En ces heures, il veut, à la lumière de deux ou trois documents, faire le point.

Il lit ces documents. Avec lenteur. Avec gravité. Les mots portent comme des balles. Mieux : comme des traits qui paraissent frémir dans les cœurs où ils s'enfoncent. La curiosité, chez les auditeurs, devient quelque chose de plus noble, de plus pathétique. Car les problèmes qu'évoquent ces textes touchent à la vie même du pays, dont cet homme porte tout le poids. Les souffles se sont arrêtés. Les ombres du rapide crépuscule enveloppent celui qui parle et qui n'est vraiment plus qu'une voix, une voix profonde et grave, la voix même de la Patrie, poignante et pourtant sereine, qui remonte du fond des abîmes...

Puis le Président commente, brièvement. Qu'ajouterait-il à ce qu'il ne cesse de répéter depuis deux ans ?... Deux ans... Il s'arrête soudain. Et avec un sourire plein de mélancolie qu'il veut atténuer : « Car nous sommes le 13 décembre, dit-il. C'est un anniversaire... »

Personne ne baisse la tête... Mais, tandis que les sonorités du mot se prolongent dans le silence, il y a peut-être – on veut le croire – au fond de certains cœurs un examen de conscience.

Et comme si, à ce rappel, une ardeur jusque-là contenue se sentait soudain libérée, la confidence devient profession de foi. Nul effet oratoire, mais quelque chose de plus éloquent que l'éloquence. Le Président, en rappelant les épreuves de la Patrie, marque les étapes de son propre calvaire, son désespoir de voir, à travers les outrages dont il était l'objet, la France atteinte, irréparablement. En des formules bouleversantes il dit son amour passionné, exclusif pour ce pays à qui il a tout donné, sa volonté de le sauver malgré lui, si c'est nécessaire, et de briser sans pitié, maintenant qu'il en a les moyens, toutes les résistances, de ne plus permettre qu'un obstacle quelconque soit dressé sur la route qui mène au relèvement.

— Interrogez-moi, maintenant, dit-il soudain, d'une voix changée.

Elle est devenue, cette voix, familière et intime, comme si une pudeur lui venait d'avoir tout à l'heure trahi la qualité de son émotion.

Mais personne ne dit rien.

Tant de grandeur sobre, tant de noblesse concentrée a bouleversé cet auditoire – pourtant professionnellement en garde contre les surprises du talent, – qu'il faut se reprendre un peu avant de retomber dans la plaine.

Aux questions, le Président répond, brièvement. L'étonnant, dans ces réponses, ce n'est pas ce qu'elles disent, encore que les formules soient saisissantes dans leur raccourci, c'est ce qu'elles laissent entrevoir. Ce sont les perspectives qu'elles ouvrent.

Quelques-unes de ces questions veulent être des pièges, courtois et adroits, mais des pièges. Le Président les démasque. La voix se fait soudain cinglante et brève. « C'est un nouveau Laval que vous avez devant vous, proclame-t-elle durement. Assez d'hypocrisies. Il s'agit de choisir son camp sans équivoque et sans ambiguïté. Je veux la victoire de l'Allemagne. Je la veux pour mon pays, parce qu'il n'a plus que cette chance d'échapper au pire et au plus définitif des fléaux : le bolchevisme. Je sais que certains haussent les épaules devant ce péril. Ce sont des insensés ou des aveugles. Ceux qui escomptent la victoire américaine ne veulent pas comprendre que M. Roosevelt apporte dans ses bagages le double triomphe des juifs et des communistes. Libre à certains de le souhaiter. Mais je suis résolu à les briser coûte que coûte. Je reprends, vis-à-vis d'eux, le mot de Clemenceau :

« Entre eux et moi, c'est une question de force ».

« La France est tombée très bas. Mais la France, même réduite où elle en est réduite, c'est quelque chose de très grand. La France reprendra sa place. Je veux qu'elle retrouve cette place dans l'Europe et pour cela je poursuis la seule route qui puisse y mener, celle d'une collaboration avec l'Allemagne, loyalement acceptée et loyalement pratiquée, et qui doit transformer les rapports depuis longtemps faussés entre nos deux pays en une amitié confiante. »

Aussi, une fois de plus, avec le même courage et la même franchise, il définit une politique qui, il le sait bien, ne rencontre pas l'adhésion de tous les Français. Il ne désespère pas de les convaincre à force d'avoir eu raison. Et puis, que lui importe les critiques, la malveillance, l'incompréhension ? Il a pour lui cette passion de la France, cette foi en la France que rien ne peut entamer ni ébranler. « Je ne suis pas Français ? Ironise-t-il avec une amertume un peu douloureuse. Je suis né à vingt kilomètres d'ici. J'ai les pieds si profondément enracinés dans le sol de cette vieille terre que c'est déjà comme si je commençais d'y être enterré... »

Il se détendra encore pour répondre à des questions de détail. Mais son leitmotiv, c'est la lutte à mort contre un communisme qui fond sur nous comme un bolide et qu'il s'agit d'éviter à tout prix. Il ne fait pas de pronostics, ni de prophéties. La victoire de l'Allemagne, c'est pour la France autant que pour l'Europe qu'il la souhaite. Mais l'heure est venue, après tant de folies et d'aveuglements, d'imposer silence aux formes mauvaises qui travaillent pour la coalition du communisme et des Anglo-Saxons. Il y est déterminé, farouchement. Assez de complots. Assez de trahisons. Sa voie est droite. Quel Français, éclairé aujourd'hui, refusera de s'y engager derrière lui et derrière le Maréchal ?

Un ou deux mots dédaigneux pour balayer les bobards misérables qui voudraient insinuer une collusion entre le Maréchal, le Président et les traîtres Darlan ou Giraud... Et il a tout dit.

Étrange « conférence de presse » en vérité ! On s'en va sans avoir pris de notes, mais le cœur à la fois serré de tant de drames latents et réconforté de sentir la France menée par un homme qui, lui aussi, lui a, sans réserve, fait le don de sa personne.

Il y a de la gravité et comme du recueillement dans cette sortie. On pense à ce qui est, à ce qui aurait pu être si...

Oui, en vérité, à ce qui aurait été, si les Français avaient tous compris en 1940 ce que quelques-uns commencent d'entrevoir en 1942.

Mais vous avez montré tant de ténacité devant l'épreuve, tant de volonté et tant de foi, monsieur le Président, que, si l'autre 13 décembre fut un crépuscule, nous pouvons bien espérer que celui-ci sera une aurore...

(14 décembre.)

Les émigrés de l'intérieur.

L'HONNEUR ET L'ARGENT

Depuis six semaines, la bourrasque qui a balayé la France et ce qui lui restait de son Empire a emporté en même temps les dernières illusions que certains voulaient garder sur des gens à qui les postes qu'ils occupaient n'avaient pas réussi à donner du caractère. À l'aigre vent des désastres, les masques tombent, les auréoles aussi. Que de réputations usurpées se trouvent tout à coup mises à nu ! Que de pauvres hommes apparaissent soudain sous certains uniformes chamarrés de l'armée, de la diplomatie ou de l'administration ! Ce sera sans doute le seul bon côté de notre affreuse épreuve que l'obligation où plusieurs se seront trouvés de révéler enfin leur véritable personnage trop longtemps dissimulé.

Et, surtout, qu'on n'aille pas penser qu'il s'agisse ici de héros du cas de conscience ou dé martyrs du scrupule !

Pour un Français qui cède tardivement à un mouvement du cœur longtemps refoulé, il y en a vingt dont les mobiles sont infiniment plus terre à terre. Je ne méconnais pas ce qu'il y a de désobligeant à toujours suspecter le désintéressement en des cas où la désertion prend si volontiers le masque de l'héroïsme. Pourtant, qu'on ne nous demande pas une naïveté que les faits démentent avec éclat. Les Français qui ont gagné l'Espagne ou la Suisse, le Maroc ou l'A. O. F., juste avant l'agression anglo-saxonne, étaient pour la plupart des gens fort bien renseignés. On ne leur reproche pas d'avoir nourri pour les Américains ou les Anglais une tendresse irrésistible. On déplore qu'ils l'aient alimentée avec tant de sérénité dans des places souvent lucratives qu'ils devaient aux hommes qu'ils se préparaient à trahir. On s'étonne que leur patriotisme ombrageux se soit si bien accommodé d'un séjour à Vichy, qui ne paraît avoir commencé de leur peser que le jour où, l'ambassade américaine quittant des lieux qu'elle suffisait à rendre habitables, l'Allier a coulé seul où coulait jusque-là le Pactole.

Que des fonctionnaires du Gouvernement aient découvert à ce moment – et à ce moment seulement – que leur santé exigeait impérieusement une mise en congé ; que des attachés et des chargés de mission qui trouvaient tant de charmes au bar du Majestic aient, sur la pointe des pieds, gagné des séjours confortables au delà des frontières au moment où M. Tuck et ses dollars reprenaient la route de Washington, il est difficile de n'y voir qu'une coïncidence. D'ailleurs, les déclarations américaines sont fort nettes : on précise là-bas qu'on était depuis longtemps décidé à rompre avec la France ; mais on a maintenu la représentation diplomatique auprès du Maréchal tant qu'on a eu besoin d'un paravent pour mettre au point le rapt prémédité de nos colonies africaines. Que l'Amérique ait ainsi compris le rôle de la diplomatie et les lois de l'hospitalité, nous n'en sommes nullement surpris. Mais que des Français se soient faits les complices de cette opération, le rouge de la honte nous en monte au front. Comment ne sentaient-ils pas qu'en se prêtant aux desseins avoués de ceux dont ils acceptaient les dîners, les cigarettes et l'argent, ils trahissaient bassement le Maréchal et le Président Laval, puisqu'ils servaient d'alibi aux cambrioleurs qui préparaient leur mauvais coup ?

Pour certains, l'ambition a sans doute été déterminante. Il y aura toujours des gens qu'éblouiront les titres et les honneurs, quels que soient ceux à qui ils les devront. Mais qu'on ne s'y méprenne pas : l'argent a été le principal agent de cette corruption qui voudrait aujourd'hui se faire prendre pour de la grandeur et de la fierté. C'est l'argent qui donnerait la clé de tant d'énigmes, la réponse à tant de points d'interrogation. Qu'on ne nous demande donc pas de prendre pour des héros du patriotisme les besogneux et les jouisseurs qui trouvaient commode de puiser dans les caisses bien garnies de M. Tuck pour payer leurs dîners, leurs cocktails, leurs cigarettes et leurs distractions.

Un excès de bienveillance leur a seul permis de réussir ce mauvais coup. On ne voulait pas croire que, dans le deuil de la patrie, certains calculs pussent être conçus et mûris à l'abri de tant de protestations de fidélité. Nous nous inquiétions bien du flot de convertis qui battait les murs du gouvernement. Mais on a si vite fait de dénoncer le sectarisme de ceux qui se montrent trop clairvoyants...

Comme les dissidents de la première heure, les dissidents qui se battent et se font tuer nous paraissent tout à coup pardonnables à côté des dissidents qui ne se sont déclarés que parce qu'ils pensaient n'avoir plus rien à risquer et au contraire tout à récolter ! Un moment, nous sommes restés accablés devant tant de perfidie basse et calculatrice. Depuis dimanche, un nouvel espoir se lève. Le Président Laval a prononcé ce jour-là les mots que la France attendait. Il a proclamé sa volonté d'en finir avec les atermoiements et les hypocrisies au milieu desquels il vit depuis trop longtemps. Payé par tant d'ingratitude de tant de longanimité, il est devenu, a-t-il dit, un autre Laval. Il avait supporté tout ce qui l'atteignait personnellement. Il avait accepté les outrages et les attentats. Mais, à travers lui, c'est la France qui se trouve atteinte. Il ne peut plus composer avec des adversaires qui ne sauraient plus le frapper qu'en assassinant leur pays.

Il l'a rappelé durement et sans ambages : au fond, tous les américanophiles de salon, de bar ou de café, sont, consciemment ou inconsciemment, des gens qui ont la nostalgie du Front Populaire et qui comptent sur Roosevelt pour leur ramener l'ancien régime. Insensés qui ne comprennent pas que Roosevelt, en libérant juifs et communistes en Afrique du Nord, leur montre déjà la France comme une Terre promise ! Insensés qui songent à Herriot quand il s'agit déjà de Marty et qui espèrent apprivoiser le bolchevisme sur les sofas de leurs salons !

Snobs, intellectuels névrosés, cervelles étriquées, bourgeois bornés, démocrates siégeant sur les nuées, essaim bourdonnant d'incompréhensions et de vanités, voilà le bureau de recrutement de nos gaullo-darlanistes. Dorés sur tranches par M. Tuck, les poches garnies de dollars, ils ont cru qu'en manifestant leur mauvaise humeur et en partant pour leurs terres ils gêneraient le gouvernement.

Les paroles du Président nous ont appris que ces émigrés à l'intérieur seraient traités comme ils le méritent.

Et la France respirera mieux quand, mettant fin à leurs palinodies, le Président les auras révoqués, remplacés et, s'il le faut, incarcérés...

(20 décembre.)

Darlan cherche des excuses.

LE FAUX TEMOINS DE NERAC

Aux premières nouvelles de l'agression anglo-américaine sur l'Afrique du Nord, les Français, stupéfaits et désorientés, gardaient cependant une lueur d'espoir. Le message du Maréchal les avait, en effet, informés que l'amiral Darlan était sur place, et cette indication leur semblait rassurante. Comment ne pas compter sur un homme qui avait accepté d'être le second et le successeur du Maréchal ? Depuis l'armistice, l'amiral vivait à côté du chef de l'État dans des postes divers, mais qui, tous, attestaient la confiance que celui-ci avait mise en lui ! On était sûr qu'un tel homme, du moins, ne passerait pas à la dissidence. Pas de danger qu'il composât jamais avec les « voleurs de grand chemin » qu'il avait si vertement dénoncés au moment de l'attaque de Diégo-Suarez ! Avec quelle force n'avait-il pas prophétisé alors :

« L'Angleterre paiera ! » Vraiment, c'était une chance qu'il se trouvât, pour une fois, juste à l'endroit où il allait pouvoir donner à la fois la mesure de son loyalisme et celle des ses capacités militaires.

Vingt-quatre heures ne s'étaient pas écoulées que nous étions fixés sur son loyalisme. Quant à ses capacités militaires, nous ne les connaîtrons sans doute que si M. Roosevelt juge à propos de les utiliser. M. François Darlan, ci-devant amiral de la Flotte en France, n'est plus, en effet, qu'un marin en disponibilité au service des voleurs de grand chemin.

Je ne veux pas rappeler ici le passé du faux témoin de Nérac, ni ses ambitions politiciennes, ni son art d'équilibriste professionnel. Nous avions voulu oublier tout cela. Nous avions consenti à lui ouvrir un crédit intact, du jour où il avait juré fidélité au Maréchal.

Mais il n'avait pu perdre ni le goût, ni l'habitude des volte-face. Malheureusement, la dernière est étrangement plus grave que celles auxquelles il nous avait habitués. Depuis l'armistice, Darlan avait montré aux marins un point de direction et leur avait donné des consignes précises. Beaucoup sont tombés pour y rester fidèles. Quand il a décidé de changer de point de direction et de consignes, il a négligé d'en informer les marins de Casablanca et d'Oran, qui sont morts avec le même héroïsme que leurs frères de Mers-el-Kébir, de Dakar ou de Diégo-Suarez, mais sans savoir que l'homme auquel ils obéissaient jusqu'au bout avait déjà décidé de se faire de leurs cercueils le marchepied d'une vice-royauté éphémère offerte par M. Roosevelt !

Tout cela est navrant et pitoyable. Certains, pourtant, voulaient encore trouver une explication à une attitude apparemment inexplicable. L'amiral invoquait avec tant d'insistance le nom du Maréchal qu'on ne pouvait admettre d'emblée que ce fût pure hypocrisie. On pensait que, ne sachant comment résister à des forces supérieures, il n'avait que le désir de rallier autour du nom du Chef de l'État les Français déconcertés, alors qu'en réalité il tentait audacieusement de le compromettre avec lui. On accordait au moins le bénéfice du doute à un personnage dont on mesurait mal la duplicité et dont on avait insuffisamment exploré les tortueux cheminements.

Mais rien – ni indulgence, ni doute, – ne peut plus aujourd'hui corriger notre jugement. M. Fernand de Brinon a, l'autre jour, stigmatisé l'impudence de l'ex-amiral, qui n'a pas craint de déclarer au micro que, s'il avait pris position pour la politique du Maréchal, c'est qu'on l'y avait contraint et que sa sympathie l'avait toujours poussé vers les Anglo-Saxons.

Une telle bassesse écœure et révolte. La mer passée, les dissidents peuvent bien répéter ce qui leur plaît. Mais c'est le Maréchal qui a dit : « Les seules voix qui parlent français s'élèvent du sol de ce pays. » Nous sommes nombreux en France qui pouvons porter témoignage. Nous appartenons à la catégorie de ceux qui ont pris pour devise le mot du Maréchal : « La vie n'est pas neutre ; elle consiste à prendre parti hardiment. » Nous avons pris parti. Nous avons choisi la France, son chef et son gouvernement. Nous avons suivi Darlan, tant que Darlan était fidèle. Nous l'avons approché. Nous l'avons entendu. Nous voulons bien qu'il nous dise qu'il se trompait alors, que la grâce l'a touché depuis cette époque. Et" nous ne nous scandalisons pas qu'il ait mieux aimé l'antichambre bien chauffée où saint Pierre renia son maître que la rude montée du Calvaire. Nous acceptons qu'il ait préféré la cuvette de Ponce Pilate à la couronne d'épines.

Mais nous ne pouvons un seul instant tolérer que M. Darlan tente aujourd'hui de gagner la confiance de ses employeurs en prétendant qu'il n'était pas libre. Je le revois, tel que je l'ai vu à maintes reprises dans son bureau de l'hôtel du Parc. Nul témoin gênant pour contraindre ses propos ou épier ses silences. Pas de micro dissimulé dans les chambres comme chez les Soviets. Il parle. Les Anglais, les Américains et leur propagande, il les dénonce ; il demande qu'on les combatte. Il offre des arguments et des preuves. Le rapprochement franco-allemand, voilà l'œuvre capitale. Ce rapprochement, qui le réalisera plus aisément que lui, puisque sa, flotte invaincue lui permet de parler presque d'égal à égal avec le vainqueur ?

Ces propos, que nous sommes si nombreux à avoir entendus de sa bouche, il nous explique aujourd'hui qu'ils lui étaient arrachés par la contrainte. Mais si la contrainte s'exerçait jusque sur ses conversations, s'exerçait-elle aussi sur sa correspondance ? L'ex-amiral a-t-il oublié une lettre adressée à quelqu'un de ses proches et dont il avait pris soin de faire copier les passages essentiels en quelques exemplaires ? Il y racontait les événements auxquels il avait été mêlé et y donnait son sentiment sur les Anglais, leur rôle d'hier et leurs visées de demain. Qui croira qu'une puissance mystérieuse ait dicté cette lettre que j'ai sous les yeux et à laquelle Radio-Maroc n'apportera sans doute aucun démenti ?

Il y évoque d'abord les derniers jours de la guerre, l'effondrement du moral britannique après la défaite de la Meuse, et il déclare

« L'embarquement des Britanniques fut une fuite lamentable : abandon délibéré du matériel de guerre et des armes, actes d'indiscipline, actes de sauvagerie envers les Français. L'Amirauté française dut intervenir vigoureusement à plusieurs reprises pour obtenir de l'Amirauté britannique qu'elle continuât de protéger l'embarquement des troupes françaises qui avaient couvert la retraite du corps expéditionnaire britannique. »

Puis Darlan raconte l'entrevue de Briare, le 12 juin, quand la France demandait l'aide de son alliée.

« M. Churchill, écrit-il, refusa tout envoi de renforts, déclarant qu'il n'avait rien et qu'il devait être prêt à défendre l'île...»

De retour à Londres, M. Churchill réfléchit sans doute et arriva à cette conclusion que la France métropolitaine était perdue et que l’occasion était éminemment favorable pour la Grande-Bretagne de s’approprier sans frais les trois richesses intactes de la France : la flotte, l’or et l’empire colonial. À la lettre rappelle ensuite la proposition faite à Reynaud d’une fusion totale de la France et de l’Angleterre avec un gouvernement unique siégeant à Londres. Et l’ex-amiral juge ainsi ce plan

« Notre or passait dans les coffres anglais ; notre flotte arborait l’Union Jack ; nos possessions devenaient colonies de la Couronne. L’Angleterre avait gagné en supprimant la France.

C’est alors que le Maréchal obtint l’armistice « dans l’honneur », comme le souligne Darlan, qui continue

« Cela ne faisait pas l’affaire de Churchill. Il pria les États-Unis de bloquer l’or français entreposé à NewYork. Il tenta de détruire notre flotte à Mers-el-Kébir et à Dakar, ordonna à ses marins de se conduire comme des goujats envers les marins français réfugiés en Angleterre et qui furent traités comme des bandits de grand chemin. Il prit à sa solde un ambitieux inintelligent de Gaulle, et un marin véreux, expulsé de la marine française pour diriger un parti de traîtres à la causé de la France et essayer de diviser les Français. »

Puis, après avoir rappelé l’échec de la tentative sur Dakar, Darlan analyse les causes de notre défaite et poursuit

« Ceci devrait être compris de tous les Français qui croient vraiment que, si l’Angleterre était victorieuse, la France serait libérée des conséquences de sa défaite. Nous sommes battus comme nous ne l’avons jamais été au cours de notre histoire, parce que notre politique extérieure, subissant l’influence anglo-saxonne par l’intermédiaire de la S. D. N., basée sur la conception utopiste de la sécurité collective, nous imposait des charges que nous n’avions pas les moyens d’assumer ; parce que notre politique intérieure, menée ouvertement par les juifs et les francs-maçons, subissait l’influence britannique... »

Enfin, prévoyant que, quelle que soit l’issue de la guerre, l’Angleterre aura tiré les marrons du feu pour les États-Unis, Darlan concluait son clairvoyant réquisitoire en disant :

« L’Allemagne, victorieuse de la France, occupe déjà, parfois avec rudesse, une partie du pays. Elle imposera ses conditions. Elles seront dures. L’Angleterre, victorieuse de l’Allemagne, nous imposerait les siennes qui ne seraient pas moins sévères et comporteraient en outre le retour au pouvoir des juifs cosmopolites et des francs-maçons inféodés à la politique anglo-saxonne. »

Voilà en quels termes, dans une lettre qui n’était destinée qu’à renseigner quelques amis, l’homme qui fait aujourd’hui leur jeu en Afrique du Nord, jugeait, le 9 octobre 1940, les Anglo-Saxons, les juifs et les francs-maçons. Voilà comment parlait cet homme quand il était libre. Car personne n’admettra un instant que l’amiral Darlan, chef du gouvernement français, était esclave, alors que Darlan, Français déchu et passé au service de l’étranger, aurait ainsi conquis la liberté. Cet homme, les Anglais le montrent du doigt avec un mépris compréhensible, maintenant qu’après les avoir démasqués il mendie non seulement leur pardon, mais leurs faveurs. « Je n’étais pas libre », dit-il piteusement. Quoi ! Pas libre dans ses discours, pas libre dans sa correspondance privée,

pas libre dans ses propos d'intimité ! Et il a accepté pendant deux ans cette capitulation déshonorante de tous les instants ! Qui le croira ? Non ! Le cas Darlan, c'est tellement plus simple. C'est l'homme qui, ayant gravi impatiemment les degrés du pouvoir, a redouté un jour qu'un autre lui ravisse la première place. C'est l'homme que vous avez vu, gens du Lot-et-Garonne, le visage livide et contracté, lorsqu'il accompagnait chez vous le Maréchal et que la foule criait à perdre haleine : « Vive le Maréchal ! » et en oubliait de crier : Vive Darlan ! Oui, son cas est fait de vanité rentrée, d'acclamations vainement attendues... Hier, il se recommandait du Maréchal. Aujourd'hui, plus un mot. Roosevelt a dû lui intimer de changer de thème. Il a obéi. Il est là pour obéir. Il prétend 'qu'il avait peur hier. N'est-ce pas à présent qu'il a peur ? Il affirme qu'on le surveillait à Vichy. Prétendrait-il qu'on ne le surveille pas à Alger et à Rabat ? Il se voyait déjà au faîte de son ambition. Et voici qu'il s'inquiète des obstacles nouveaux qu'il rencontre : aurait-il inutilement trahi une fois de plus ?

Et rien, en vérité, n'est plus sinistre que ce judas qui, après avoir vendu son maître et son pays, se demande avec angoisse si on ne lui a pas payé en fausse monnaie les trente deniers de sa trahison...

(23 décembre.)

L'assassinat de Darlan.

L'EMPIRE ECARTELE

La tragédie d'Alger n'a pas fini de susciter interprétations et commentaires. Le mystère gardé sur la personnalité du meurtrier et la promptitude avec laquelle on l'a fait disparaître ont donné à ce brutal fait divers je ne sais quel relent de film policier. Et il était difficile, devant le déroulement précipité des faits, de ne pas constater que certains pelotons d'exécution remplissent très opportunément l'office du lacet d'Almereyda...

Il est du moins hors de doute que, si quelqu'un était intéressé à la mort de Darlan, c'était l'Angleterre_ Il n'est que de relire dans la presse neutre des dépêches qui ne sont que de quelques heures antérieures à l'assassinat. C'est ainsi que le correspondant à Londres du Nya Dagligt Allehanda de Stockholm télégraphiait. À son journal le 23 décembre : " Il est impossible de constituer en Afrique du Nord deux armées françaises, l'une commandée par Giraud et l'autre par de Gaulle. Giraud lui-même préconise un commandement unique. Mais ce commandement unique dépend de la disparition de Darlan. »

En vérité, on ne saurait être mieux et plus rapidement servi. C'est ce que le correspondant de Reuter a constaté, des le lendemain du crime, avec une satisfaction fort peu dissimulée. Si bien que de mauvais esprits se sont immédiatement souvenus que l'Angleterre est la patrie de l'Intelligence Service et ont prétendu reconnaître dans ce drame les méthodes favorites de cette vénérable institution.

Quoi qu'il en soit, d'ailleurs, ce brusque dénouement, en terminant une carrière si stérilement ambitieuse, met soudain un accent sanglant sur un différend qui dépasse singulièrement la personne du mort. Car ce qu'on appelait improprement la querelle de Gaulle-Darlan, c'était bien autre chose qu'une rivalité de traîtres. Darlan hier, comme aujourd'hui de Gaulle, Giraud, Bergeret, Boisson, Châtel, ne sont ici que des comparses, des figurants, des marionnettes. Il y a au-dessus d'eux, il y a au-dessus des compétitions et des appétits des vivants, comme autour du cercueil du mort, une âpre et farouche querelle anglo-américaine. L'Angleterre et les États-Unis ont chacun leurs hommes dans un match où, hélas ! La France n'a personne. De Gaulle protestait non en son nom contre Darlan, mais au nom de Londres contre les visées de Washington. Darlan s'insurgeait, non contre de Gaulle, mais au nom du général Eisenhower contre les prétentions de Londres à confisquer la Méditerranée.

C'est que l'Amérique est entrée en guerre pour recueillir sa part de notre empire colonial, et aussi pour hériter de celui de la Grande-Bretagne. Si les nations dites unies étaient d'accord pour nous libérer, comme le répètent tant de niais endoctrinés par les radios étrangères, croit-on qu'elles n'auraient pas depuis longtemps imposé silence aux déshonorantes criailleries de chefs plus occupés aujourd'hui de leurs vaines préséances que du sort de leur patrie ? Si Londres, si Washington ne se préoccupaient que de nous restituer intacte notre souveraineté nationale, s'empresseraient-elles d'arborer leurs drapeaux et leurs pavillons respectifs sur nos navires et sur nos terres ? Si l'on voulait, chez nos libérateurs, ménager non seulement nos droits, mais notre dignité, nous

signifierait-on avec tant d'insolence qu'on nous obligera en cas de victoire anglo-saxonne, à reprendre le régime démocratique, ses juifs, ses francs-maçons et ses communistes ? Après nous avoir crié sur toutes les longueurs d'onde que les Allemands nous prennent tout, nous aurait-on arraché le peu qui nous restait et claironnerait-on à plaisir que l'on emmène à Londres les bateaux chargés de vivres dont on nous dépouille ? Et si le but unique et commun est de nous rendre une Afrique que personne jusqu'ici n'avait tenté de nous prendre, pourquoi jeter l'exclusive sur les bonnes volontés de tel ou tel mercenaire qui s'offre à aider cette entreprise généreuse ?

La vérité, c'est que l'accord des deux compères ne s'est montré total que lorsqu'il s'est agi de faire rejeter par les Français la politique de sagesse du Maréchal et de son gouvernement. La frénésie qu'ils ont alors déployée dans une propagande destinée à semer chez nous l'indiscipline, le désordre et la confusion, venait de la terreur qu'ils éprouvaient à la pensée que notre concours allait leur échapper au moment où ils avaient besoin d'un tremplin et d'un instrument. Cette frénésie était d'ailleurs la suite logique de celle qu'ils déployèrent en 39 quand Bullitt et Churchill redoutaient que nous leur volions leur guerre. Aujourd'hui, ils entendent nous faire payer la déception que leur a causée notre défaite. Et ils achèvent en hâte de prendre des hypothèques sur tout ce que le Maréchal nous avait sauvé.

On les a vus depuis deux ans se ruer comme à la curée. Dialogue tragique pour nous que celui qui s'échangeait par-dessus nos têtes entre les prétendus alliés, occupés sous leurs doucereux dehors à se gagner mutuellement de vitesse. « Je prends la Nouvelle-Calédonie, s'écriait Roosevelt. – Et moi Madagascar, ripostait Churchill. – Les Antilles et la Guyane me reviennent, proclamait Washington. – Je m'installe en Syrie, annonçait Londres. – A moi l'Afrique du Nord ! » Cette fois, le cri a été simultané, l'expédition aussi. Mais, sitôt éteints les lampions du 8 novembre, les deux gangsters se regardent de travers. Les Anglais pénètrent en Algérie. Les Américains s'étendent au Maroc. Chacun lance ses agents sur les pistes d'une propagande fiévreuse. Concurrence de la livre et du dollar. L'Angleterre a l'avantage du premier départ. Mais les États-Unis essaient de faire mentir la fable du lièvre et de la tortue. Quelques efforts et ils enlèvent l'adhésion de Boisson. Londres s'indigne. Mais Washington réplique avec hauteur : « Vous avez déjà l'A. E. F. À nous l'A. O. F. »

Ce pillage sinistre, ce dépècement brutal de nos richesses, il y a des Français qui le contemplent, non seulement sans émoi, mais avec une satisfaction qu'ils ne cherchent même pas à dissimuler. Ils assistent avec une sorte d'allégresse à un drame où il n'est question que de leur mort. Ils entrent en fureur quand on leur démontre que ce sont les Anglo-Saxons qui nous prennent tout. « Puisque c'est pour nous le rendre ! » rétorquent-ils avec une obstination de maniaques.

Eh bien ! Non, Français, ce n'est pas pour vous le rendre. On ne vous rendra rien. La preuve, c'est qu'à peine la main mise sur un territoire chacun y fait valoir les droits du premier occupant. Et lorsque la discussion paraît sans issue, on vient de vous montrer comment on supprime les gêneurs.

Allez-vous comprendre ? Allez-vous cesser d'écouter ceux qui flattent vos instincts sentimentaux en vous faisant trahir vos intérêts ? Allez-vous reprendre le sens de la discipline française ? Allez-vous revenir à la loyauté ? A cette fidélité à la parole donnée que le Maréchal vous adjurait avec tant d'émotion de garder, dans son émouvant message de Noël ? Allez-vous comprendre combien le Président Laval était clairvoyant

quand il vous disait : « Les Anglo-Saxons, en s'emparant de notre Empire, cherchent simplement des compensations à des pertes qu'ils savent irréparables » ?

L'assassinat de Darlan trahit au grand jour la brutalité de leurs rivalités et aussi leur résolution de mettre en pratique le mot du personnage de Beaumarchais « Ce qui est bon à prendre est bon... À garder ».

Ne perdez donc plus de temps à vouloir deviner qui l'emportera entre tant de mercenaires à qui leurs maîtres rappellent durement, et au besoin par le revolver, qu'ils n'aient pas à confondre un hochet avec un sceptre et qu'on sait se débarrasser du favori qui a cessé de plaire. Darlan, de Gaulle, Giraud, Catroux, Boisson, Châtel... traduisez : Eisenhower, Churchill, Fitzgerald, Roosevelt... Voilà les gens qui nous ont pris l'Afrique. Voilà ceux à qui nous devrons la reprendre si nous voulons la revoir.

(27 décembre.)

FIN

9302-2-1943
IMP. CRETE CORBEIL. AUTORISATION N° 14.099.

Scan, ORC, mise en page par Lenculus (2002)